



ENQUÊTE SUR LES ACTIONS
EN SANTÉ ENVIRONNEMENT
MENÉES EN AUVERGNE ET
RHÔNE-ALPES EN 2015-2016

FÉVRIER 2017

Ce travail a été réalisé par
L'Observatoire Régional de la Santé Rhône-Alpes

Julien BERRA, Interne de santé publique
Pauline BOLAMPERTI, Statisticienne
Martine DRENEAU, Directrice adjointe de l'ORS
Mélanie GABILLOT, Statisticienne
Lucile MONTESTRUCQ, Chargée d'études

Avec le soutien financier de :
L'ARS Auvergne-Rhône-Alpes
La DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

Ce rapport est disponible sur le site Internet de l'ORS Rhône-Alpes :
www.ors-rhone-alpes.org

SOMMAIRE

Pour une lecture rapide des résultats de l'étude, vous pouvez vous reporter directement au chapitre « Synthèse » puis « Recommandations », page 22.

1. Contexte	6
2. Objectifs	7
3. La mise en œuvre de l'enquête	7
3.1. Questionnaire électronique et envoi postal	7
3.2. Constitution du fichier de destinataires	8
3.3. Critère d'inclusion des actions	9
3.4. Analyse des réponses	10
4. Les résultats de l'enquête	10
4.1. Nombre de réponses	10
4.2. Critères d'inclusion	10
4.3. Analyse des 170 actions menées en Auvergne et Rhône-Alpes	11
4.3.1. Acteurs, opérateurs, porteurs des actions	11
4.3.2. Périodes et fréquence de déploiement des actions	12
4.3.3. Territoires cibles	12
4.3.4. Publics cibles	13
4.3.5. Cohérence des actions avec d'autres plans et programmes en place	15
4.3.6. Organismes financeurs des actions	16
4.3.7. Thématiques de santé environnement abordées par les actions	17
4.3.7.1. Les milieux d'exposition	17
4.3.7.2. Les sources de contamination et de nuisance	18
4.3.7.3. Les différents contaminants : agents chimiques, biologiques, physiques	19
4.3.7.4. Les effets sur la santé	20
4.3.8. Déroulement de l'action	20
4.3.9. Statut juridique des structures ayant répondu au questionnaire (et qui ne sont pas forcément les porteurs de l'action)	22
5. Synthèse	22
6. Recommandations	26
ANNEXES	29
1. Glossaire des sigles et acronymes	29
2. Bibliographie	33
3. Courrier adressé aux différents partenaires informant de la conduite de l'enquête	34
4. Questionnaire	35
5. Liste des 36 actions exclues de l'analyse	40
6. Liste des actions en santé environnement	43
<i>Actions menées en Auvergne-Rhône-Alpes</i>	<i>1</i>
<i>Actions menées en Auvergne</i>	<i>32</i>
<i>Actions menées en Rhône-Alpes</i>	<i>41</i>
<i>Actions menées en Ain</i>	<i>76</i>
<i>Pas d'action spécifiquement menée dans l'Allier</i>	
<i>Actions menées en Ardèche</i>	<i>77</i>
<i>Actions menées en Cantal</i>	<i>78</i>
<i>Actions menées en Drôme</i>	<i>82</i>
<i>Actions menées en Isère</i>	<i>94</i>
<i>Actions menées en Loire</i>	<i>98</i>
<i>Actions menées en Haute-Loire</i>	<i>105</i>
<i>Actions menées en Puy-de-Dôme</i>	<i>108</i>
<i>Actions menées en Rhône</i>	<i>110</i>
<i>Actions menées en Savoie</i>	<i>136</i>
<i>Actions menées en Haute-Savoie</i>	<i>142</i>
<i>Départements non renseignés pour 24 actions</i>	<i>147</i>

1. CONTEXTE

Le futur Plan régional santé environnement (PRSE 3), déclinaison en région du Plan national santé environnement (PNSE3, 2015-2019), doit être élaboré en Rhône-Alpes en 2017, par un groupe de travail associant experts et acteurs de terrain. Il devrait être piloté par l'ARS, la DREAL et la Région. Ce PRSE3 doit couvrir l'ensemble de la nouvelle région Auvergne Rhône-Alpes. Il s'appuiera notamment sur l'évaluation finale du PRSE2, réalisée en 2014 par Pluricité¹, et sur l'état des lieux régional des déterminants de santé liés aux milieux de vie (étude en cours de réalisation par le CEREMA et les deux ORS, Auvergne et Rhône-Alpes, avec un financement du Ministère en charge de l'environnement et des ARS Auvergne et Rhône-Alpes).

L'un des enjeux essentiels de la déclinaison régionale des PNSE est de doter les décideurs et les opérateurs, régionaux et locaux, de méthodes et outils leur permettant de mettre en œuvre, de manière évaluable, des actions concrètes en faveur de la population. Ces actions doivent par ailleurs répondre aux spécificités et priorités du PNSE3. Or, à ce jour, du fait de l'extrême complexité de l'organisation administrative, de la multitude d'actions existantes, de leurs interférences, de la multiplicité des décideurs, des opérateurs, des financeurs ainsi que la multiplicité des documents de cadrage existants, à différentes échelles (région, départements, communes, bassins de vie), l'action publique en santé environnement manque de clarté (risque de redondance des actions, difficulté à prioriser, omission de sujets d'importance, etc).

Il est donc difficile aujourd'hui d'avoir une vision globale sur la prise en compte des enjeux de santé environnement et la mise en place de la future grande région Auvergne Rhône-Alpes risque de complexifier encore le panorama.

Il apparaît donc comme nécessaire d'identifier les différentes actions en santé environnement mises en place dans la région Auvergne-Rhône-Alpes avant le développement du PRSE3 sur ce territoire.

Pour ce faire, une proposition de réalisation d'**une enquête visant à recenser les actions réalisées en santé-environnement à l'échelle de la grande région** en amont du PRSE3 a été proposée par l'ORS Rhône-Alpes.

Cette proposition a constitué un préalable indispensable à l'élaboration du PRSE3 dans la région et notamment à la rédaction des fiches actions. Le PRSE3 annonce ainsi sa volonté d'être en parfaite cohérence avec les autres démarches structurantes du domaine de la santé environnement, en Auvergne comme en Rhône-Alpes, et il devra s'inscrire dans un continuum de longue durée (PNSE1 2004-2008 / PRSE1 2006-2010 / PNSE2 2009-2013 / PRSE2 2011-2014² / PNSE3 2015-2019).

¹ *Evaluation du Plan Régional Santé-Environnement Rhône-Alpes 2011-2014 (PRSE 2). Pluricité, Floirac E. Novembre 2014, 73p.*

² <http://www.prse2-rhonealpes.fr/>

2. OBJECTIFS

Les objectifs de l'enquête sur les actions en santé environnement, préalable au PRSE3, sont de repérer et décrire les différentes actions menées ces dernières années dans les champs couverts par la thématique de la santé environnement dans les régions Auvergne et Rhône-Alpes (thématiques qui doivent être en lien avec les PNSE2/PRSE2).

3. LA MISE EN ŒUVRE DE L'ENQUETE

Un comité de pilotage associant l'ORS, les ARS et la DREAL a été formé afin de définir la méthodologie. Ce comité de pilotage s'est réuni le 5 septembre 2016. Lors de cette réunion, il a été décidé de réaliser une enquête électronique auprès des différents partenaires de la région Auvergne-Rhône-Alpes afin de recenser les différentes actions menées dans le domaine de la santé environnement. Cette enquête a été doublée d'un envoi postal. La restriction d'un recensement des actions sur les deux dernières années, 2015 et 2016, a été décidée.

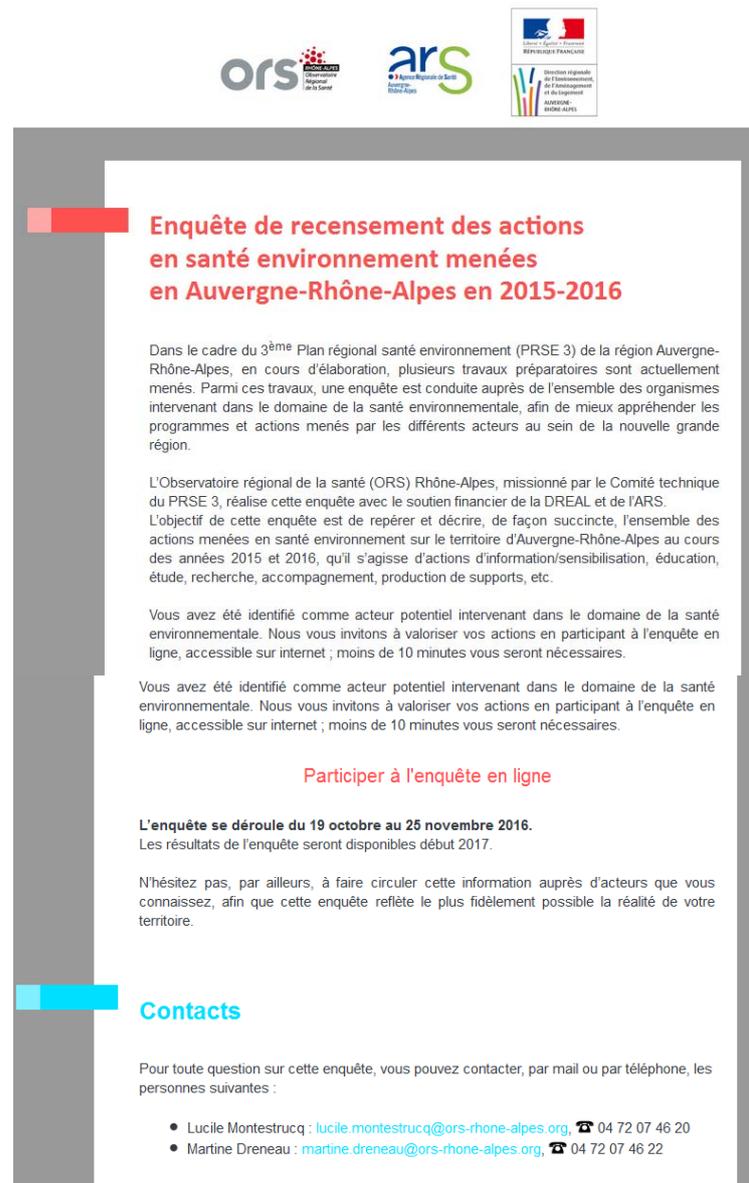
Une deuxième réunion du comité de pilotage a eu lieu le 11 janvier 2017 afin que l'ORS présente les résultats intermédiaires de l'enquête.

3.1. Questionnaire électronique et envoi postal

Un questionnaire électronique a été réalisé. Il a été validé en comité de pilotage ORS/DREAL et il a été testé par l'ORS Auvergne et l'IREPS Rhône-Alpes début octobre 2016. Il comportait 39 questions, dont 6 questions ouvertes, organisé en 4 pages web.

Ce questionnaire a été mis en ligne entre le 19 octobre et le 25 novembre 2016. Parallèlement, un email d'invitation à participer à cette enquête était adressé aux différents partenaires régionaux, en Auvergne et en Rhône-Alpes (cf. copie de l'email ci-dessous). Cet email a été doublé de l'envoi d'un courrier postal informant les partenaires de la conduite de l'enquête et sollicitant leur participation (cf. copie du courrier en annexe 3).

Capture d'écran du courrier électronique invitant les partenaires à répondre à un questionnaire en ligne



Enquête de recensement des actions en santé environnement menées en Auvergne-Rhône-Alpes en 2015-2016

Dans le cadre du 3^{ème} Plan régional santé environnement (PRSE 3) de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en cours d'élaboration, plusieurs travaux préparatoires sont actuellement menés. Parmi ces travaux, une enquête est conduite auprès de l'ensemble des organismes intervenant dans le domaine de la santé environnementale, afin de mieux appréhender les programmes et actions menés par les différents acteurs au sein de la nouvelle grande région.

L'Observatoire régional de la santé (ORS) Rhône-Alpes, missionné par le Comité technique du PRSE 3, réalise cette enquête avec le soutien financier de la DREAL et de l'ARS.

L'objectif de cette enquête est de repérer et décrire, de façon succincte, l'ensemble des actions menées en santé environnement sur le territoire d'Auvergne-Rhône-Alpes au cours des années 2015 et 2016, qu'il s'agisse d'actions d'information/sensibilisation, éducation, étude, recherche, accompagnement, production de supports, etc.

Vous avez été identifié comme acteur potentiel intervenant dans le domaine de la santé environnementale. Nous vous invitons à valoriser vos actions en participant à l'enquête en ligne, accessible sur internet ; moins de 10 minutes vous seront nécessaires.

Vous avez été identifié comme acteur potentiel intervenant dans le domaine de la santé environnementale. Nous vous invitons à valoriser vos actions en participant à l'enquête en ligne, accessible sur internet ; moins de 10 minutes vous seront nécessaires.

Participer à l'enquête en ligne

L'enquête se déroule du 19 octobre au 25 novembre 2016.
Les résultats de l'enquête seront disponibles début 2017.

N'hésitez pas, par ailleurs, à faire circuler cette information auprès d'acteurs que vous connaissez, afin que cette enquête reflète le plus fidèlement possible la réalité de votre territoire.

Contacts

Pour toute question sur cette enquête, vous pouvez contacter, par mail ou par téléphone, les personnes suivantes :

- Lucile Montestrucq : lucile.montestrucq@ors-rhone-alpes.org, ☎ 04 72 07 46 20
- Martine Dreneau : martine.dreneau@ors-rhone-alpes.org, ☎ 04 72 07 46 22

La voie électronique a été privilégiée afin de faciliter la saisie des réponses et l'analyse.

Sur le portail de saisie du questionnaire, une version en format « pdf » du questionnaire était cependant téléchargeable afin que les personnes qui souhaitaient consulter au préalable l'ensemble des questions ou qui souhaitaient privilégier un retour postal de leurs réponses puissent le faire.

Une relance électronique a été réalisée le 9 novembre 2016.

La prolongation de la période d'enquête d'une semaine a été décidée en fin de 1^{ère} période de sorte que l'enquête a réellement été close le 5 décembre 2016 (impossibilité alors de renseigner le questionnaire passé cette date).

Un exemplaire du questionnaire est disponible en Annexe 4.

3.2. Constitution du fichier de destinataires

Un premier fichier de destinataires a été constitué *via* les acteurs recensés dans l'Annuaire santé-environnement de l'ORS. L'annuaire existe depuis plus d'une dizaine d'années, il est mis à jour régulièrement et il recense environ 300 acteurs dans la région Rhône-Alpes (l'extension de l'annuaire à l'Auvergne a par ailleurs été fait concomitamment à l'enquête, grâce au soutien de l'ARS Rhône-Alpes).

D'autres fichiers ont été constitués grâce notamment à des listes d'acteurs récupérées auprès des différents partenaires (DREAL Auvergne, ORS Auvergne), notamment pour identifier les acteurs en Auvergne, encore mal repérés côté Rhône-Alpes.

Différentes autres bases ou sources d'informations ont été utilisées afin de créer un fichier de destinataires le plus complet et pertinent possible. Les bases sont :

- Le répertoire des associations de Loi 1901 : <http://www.journal-officiel.gouv.fr/association/> ;
- Les destinataires de la lettre Santé-Environnement de l'ORS Rhône-Alpes qui a existé de 2008 à 2015 et comprenait près de 900 abonnés ;
- La liste des structures financées par l'ARS Rhône-Alpes sur des actions santé environnement en 2015 ;
- Les acteurs recensés en Auvergne dans l'outil d'observation et de suivi cartographique des Actions Régionales de Santé (Oscars) ;
- La liste des référents santé des Ateliers santé ville (ASV) et des villes, communiquée par le CRDSU ;
- Les acteurs en santé environnement repérés par l'ORS Auvergne dans le cadre de l'enquête sur les actions de promotion de la santé menés en Auvergne en 2013-2014.

Un fichier global regroupant l'ensemble des acteurs issus de ces différentes bases de données et repérés ou pressentis comme œuvrant dans le domaine de la santé environnement en région Auvergne-Rhône-Alpes a ainsi été créé par l'ORS Rhône-Alpes.

Pour chaque acteur étaient renseignées les adresses électronique et/ou postale permettant de les contacter et à laquelle l'email et/ou le courrier d'invitation à participer à l'enquête ont été adressés (possibilité de doubles envois).

Au final, le questionnaire a été adressé par voie électronique à près de 1500 acteurs dans la région Auvergne-Rhône-Alpes ; l'envoi postal a concerné environ 700 organismes.

3.3. Critère d'inclusion des actions

Le concept même de la santé environnement³ étant très large, des choix d'inclusion ont dû être faits. Les critères d'exclusion ont reposé sur certaines thématiques qui paraissaient trop éloignées ou en marge de la définition de la santé environnement.

A contrario, pour être incluses, les actions devaient :

- avoir un lien avéré avec la santé ET l'environnement, et s'inscrire dans la logique du continuum des sujets de santé environnement déjà traités historiquement par les PRSE1 et PRSE2 et en amont de ceux énoncés dans le PNSE3 ;

³ *La santé environnementale (ou environmental health) - Organisation mondiale de la santé, 1994 - Conférence d'Helsinki*
« Elle comprend les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de la vie, qui sont déterminés par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de notre environnement. Elle concerne également la politique et les pratiques de gestion, de contrôle et de prévention des facteurs environnementaux susceptibles d'affecter la santé des générations actuelles et futures ».

- s'être déroulé dans les régions Auvergne et/ou Rhône-Alpes
- s'être déroulé en 2015 et/ou 2016

Toutes les actions ne respectant pas ces critères ont été exclues.

3.4. Analyse des réponses

L'analyse des réponses a été réalisée sous EXCEL. Chaque item du questionnaire a d'abord fait l'objet d'une analyse quantitative descriptive simple, puis des tableaux croisés dynamiques ont été créés afin de rechercher d'éventuelles relations entre ces items.

4. LES RESULTATS DE L'ENQUETE

4.1. Nombre de réponses

Ce sont 207 actions qui ont été renseignées.

La très grande majorité des répondants a rempli directement le questionnaire *via* la plateforme de saisie électronique. Quelques uns (<10) ont retourné le questionnaire par voie postale, la saisie étant alors réalisée par l'ORS (dernière saisie en date du 14 décembre 2016). Cinquante-trois courriers « n'habitant pas à l'adresse indiquée » n'ont pas atteint leurs destinataires.

Quelques acteurs, en parallèle de leur saisie, ont joint à l'ORS des documents complémentaires visant à préciser le contexte des actions qu'ils menaient et à faciliter la compréhension des enjeux.

Bon nombre d'acteurs ont signalé des difficultés de connexion à la plateforme de saisie et des difficultés à renseigner les rubriques. La plupart ont finalement réussi à répondre grâce à l'assistance web portée par l'ORS ; 2 répondants ont malgré tout signalé avoir renoncé à participer par impossibilité de connexion.

Enfin, certains services ou départements dont les missions sont exclusivement dédiées à la santé environnement (collectivités, associations, etc.), ont exprimé des difficultés à résumer l'ampleur de leurs actions dans le format du questionnaire (exemples : Le Service d'écologie urbaine de la Ville de Lyon qui abrite aussi le Service communal d'hygiène et de santé (SCHS), les actions conduites par le Groupe de Recherche Rhône-Alpes sur les Infrastructures et l'Eau (GRAIE), les services santé et environnement de grandes villes telles que Grenoble, Villeurbanne, Valence, etc.). Pour ces acteurs, le conseil donné par l'ORS a été qu'ils renseignent le plus exhaustivement possible les thématiques d'investigation de toutes leurs actions (en s'aidant de la rubrique spécifique du questionnaire, cf. Annexe 4) tout en essayant de quantifier le nombre d'actions attribuables à chaque thématique.

4.2. Critères d'inclusion

Le questionnaire a donc été rempli 207 fois.

Parmi les actions recensées :

- **170 actions ont été retenues** soit 82%,
- **36 actions ne répondaient pas aux critères d'inclusion** soit 17%,
- **1 action avait été renseignée deux fois.**

Pour la majorité des actions n'ayant pas été retenues, elles étaient considérées comme hors champ de la santé environnement⁴ *i.e* qu'elles étaient axées soit exclusivement sur des bénéfices de santé, soit sur des thématiques environnementales jugées trop en marge par rapport à la définition de la santé environnement qui avait été fixée, soit qu'elles étaient trop éloignées du *continuum* thématique instauré par les PRSE1/PRSE2/PNSE3)

4.3. Analyse des 170 actions menées en Auvergne et Rhône-Alpes

4.3.1. Acteurs, opérateurs, porteurs des actions

Les 170 actions ont été portées par **184 acteurs**.

Ce sont **127 acteurs** qui ont porté une action. Ils sont listés dans le tableau ci-dessous.

AABV	Centre Hospitalier	Elus communaux	MFRA
ABC HLM	CHAL	Elus intercommunaux	Ministère de l'environnement
ACAND	Chercheurs	Entreprises	Négoce Centre Est
ACROSA	CHU Grenoble	Equipes de recherche	Observatoires des Ambroisies
Acteurs du territoire	CIRE	Ex-membres de Pêchiney	ONAPS
ADEME ARA	CLARA	FFAAIR	Onema
ADMR	CLIC de Billom	FFB	ORS
Agents de résidence	CMP	FIVA	Orthophonistes
Agriculteurs	CNITV	FNCCR	POEM26
Allergologues	CNMR	FNE	Point Information Jeunesse
ANDEVA	CNR	FRANE	Professionnels
Animation Régionale des Missions locales	CNRS	FRAPNA	REMERA
ANPCEN	Collectivités	FREDON Auvergne	RES
APPA	Collectivités Communes et Intercommunales	Fréquences Ecole	Salariés
APRR	Collectivités départementales	Gestionnaires d'espaces	SCOP ESPACES VERS
ARRA HLM	Collectivités territoriales	Génération Futures	Secteur AT/MP de la Sécurité Sociale
ASDA	Collèges	GRAINE RA	SOS MCS
ASED	Communauté d'agglo de Clermont Ferrand	Grand Lyon	SPIRAL
ASN	Communes	Groupe Sortir du Nucléaire Isère	STOP nucléaire 26-07
Association des anciens verriers de Givros	Conseil Régional	HCL	Terre Vivante
Association Grand Bureau	Coop de France Rhône Alpes Auvergne	IFSTTAR	Union Européenne
AST74	Coopérative Limagrain	Independent WHO Santé et Nucléaire	Union Régionale pour l'Habitat Jeunes
AVICENN	CPEF	INSERM	Université Blaise Pascal
Avocats	CPIE	Institutions de retraite	Université Paris Sud
Baillleurs	Diététicien	KASCIOPE	URPS Médecins ARA
BRGM ARA	Direction de l'écologie urbaine de Lyon	Laboratoires de recherche	Valence Romans Sud Rhône Alpes
CAF26	Direction Santé Publique et Environnementale	LTHE	Ville de Grenoble
CAPCV	Directions de la Ville gestionnaires d'ERP	Lycées	Ville de Lyon
CAPEB	DREAL	Lyon Métropole Habitat	Ville de Vaulx-en-Velin (projet GPV)
CCFG	Ecoles de soignants	Mairies de Tarare et St Marcel l'Eclairé	Volontaires en service civique
CDAFAL	EDF	Médecins	WEFC France
CECOS	Education nationale	MédiaPro	

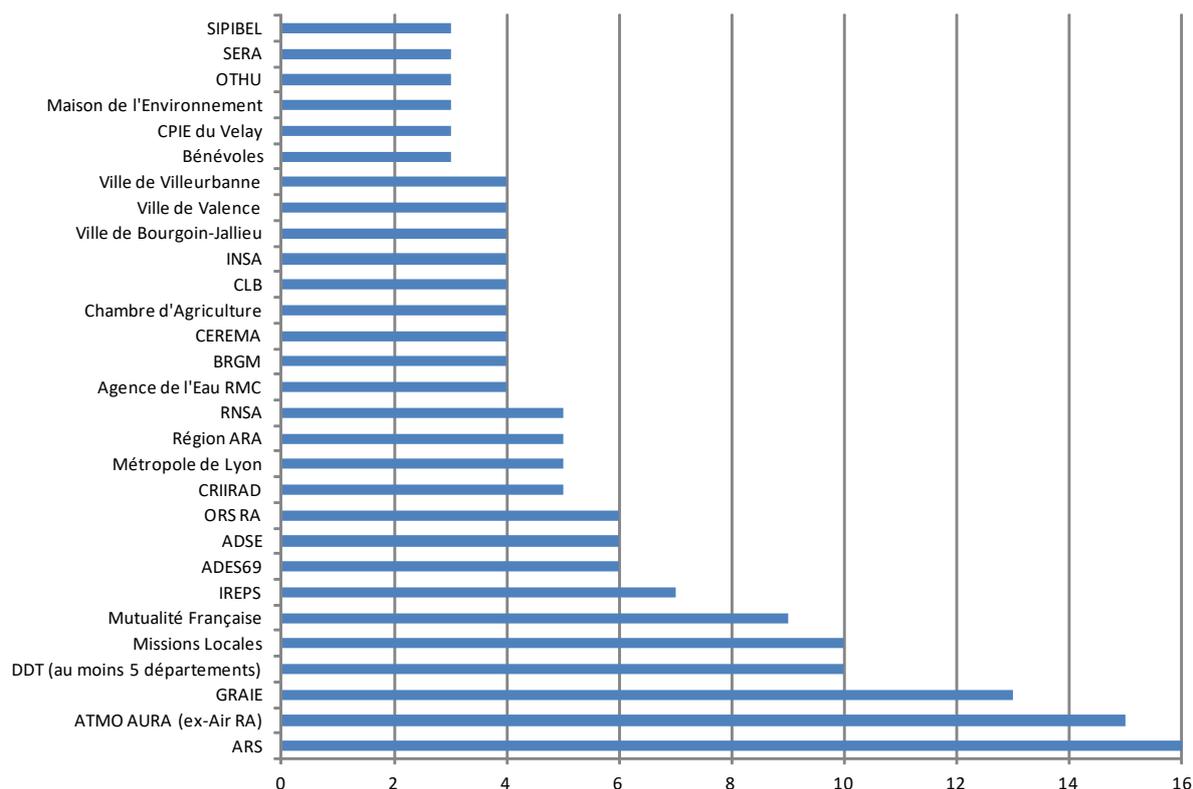
La liste de l'ensemble des acteurs et actions est disponible en annexe 6.

Ce sont **28 acteurs** qui ont porté 2 actions. Ils sont listés dans le tableau ci-dessous.

⁴ La santé environnementale (ou environmental health) - Organisation mondiale de la santé, 1994 - Conférence d'Helsinki
« Elle comprend les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de la vie, qui sont déterminés par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de notre environnement. Elle concerne également la politique et les pratiques de gestion, de contrôle et de prévention des facteurs environnementaux susceptibles d'affecter la santé des générations actuelles et futures »

Acoucité	DRAAF	OIKOS
ADES	DREAL ARA	Sophrologues
Associations	EA 4681	SRB
ASTEE	Econ'eaulogis	SYRIBT
CLCV	Faculté de Pharmacie	Université d'Auvergne
CIRC	FRAPNA Rhône	Université Lyon 1
Conseil Départemental	IRMISE	Ville
CPAM	IRSTEA	Ville de Clermont-Ferrand (Département Santé Publique et Environnement)
CSJ	MSA	
DIRECCTE	Mutuelles	

Ce sont **29 acteurs** qui ont porté plus de 2 actions. Ils sont listés dans l'histogramme ci-dessous.



Ce sont 16 actions au maximum qui ont été portées.

4.3.2. Périodes et fréquence de déploiement des actions

Plus de la moitié des actions (62%) se sont déroulées sur un calendrier de 2 ans, démarrant sur l'année 2015 et se poursuivant sur l'année 2016.

Le reste des actions s'est réparti équitablement entre ces deux années (20% en 2015 ; 18 % en 2016).

Plus d'un tiers des actions étaient répétées dans l'année (60 soit 37%), un tiers (54 soit 33%) étaient ponctuelles et 30 % étaient suivies (ateliers, point écoute, etc.).

4.3.3. Territoires cibles

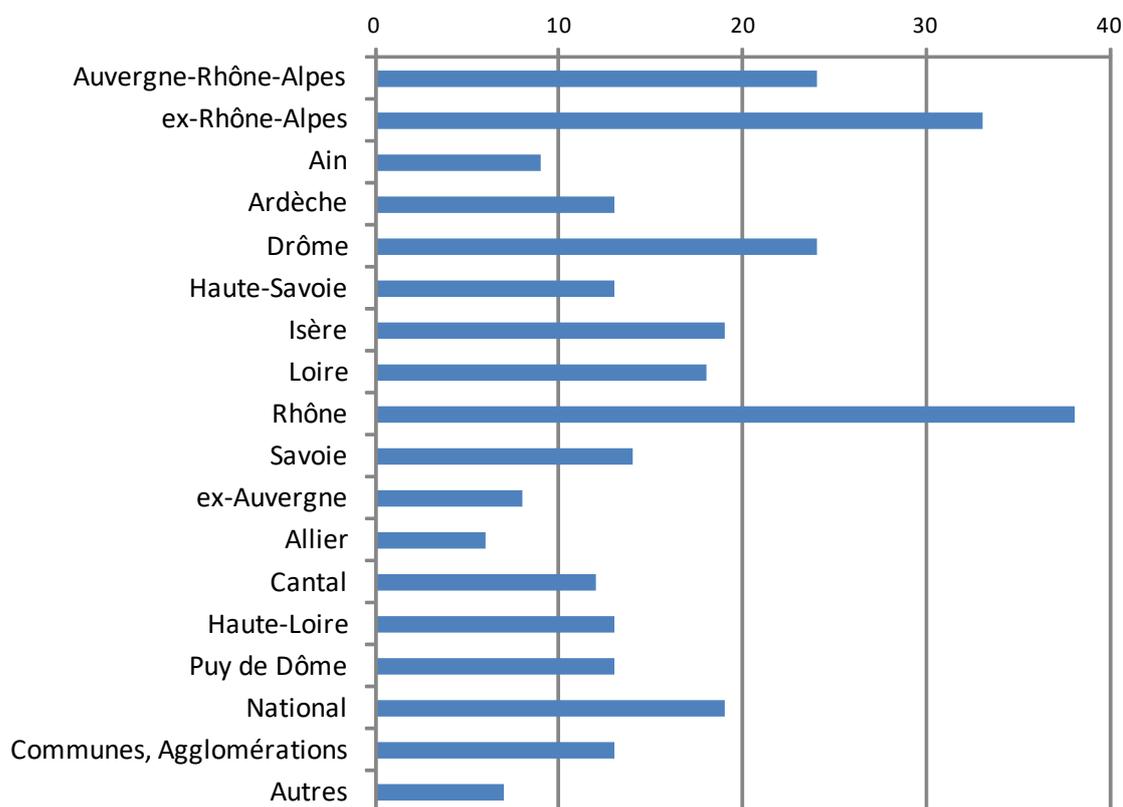
Pour les territoires ciblés par les actions, il a été difficile d'établir la répartition sur les 12 départements de la grande région Auvergne-Rhône-Alpes.

En effet, certaines actions s'étant déroulées sur plusieurs territoires, elles ont été comptabilisées plusieurs fois. Exemple : une action ayant eu lieu dans la Drôme et l'Ardèche a été comptabilisée sur ces deux départements mais elle a aussi été comptabilisée dans l'ex-Rhône-Alpes et la région Auvergne-Rhône-Alpes soit 4 occurrences pour cette unique action. Ainsi, de 170 actions renseignées, ce sont 296 actions qui ont été déployées sur tous les territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Par ailleurs, une difficulté pour identifier le territoire a été liée au fait que tous les acteurs n'ont pas saisi systématiquement de la même manière. Certains répondants ont parfois coché l'ensemble des départements proposés sans cocher la case « Auvergne-Rhône-Alpes » ou « ex-Rhône-Alpes » ou « ex-Auvergne ». Ces imprécisions ont pu sous-estimer la réalité des effectifs d'actions menées à un niveau régional.

Concernant les territoires sur lesquels les actions ont été déployées, c'est dans le département du Rhône, puis dans l'ancienne région Rhône-Alpes, que la plupart des actions ont été menées (plus d'une trentaine d'actions). La région Auvergne-Rhône-Alpes et le département de la Drôme ont été ciblés 24 fois.

Figure 1 : Répartition des actions par territoires ciblés (n=296)



⇒ *La plupart des actions ont été menées dans le département du Rhône, et dans les anciennes régions Rhône-Alpes et Auvergne.*

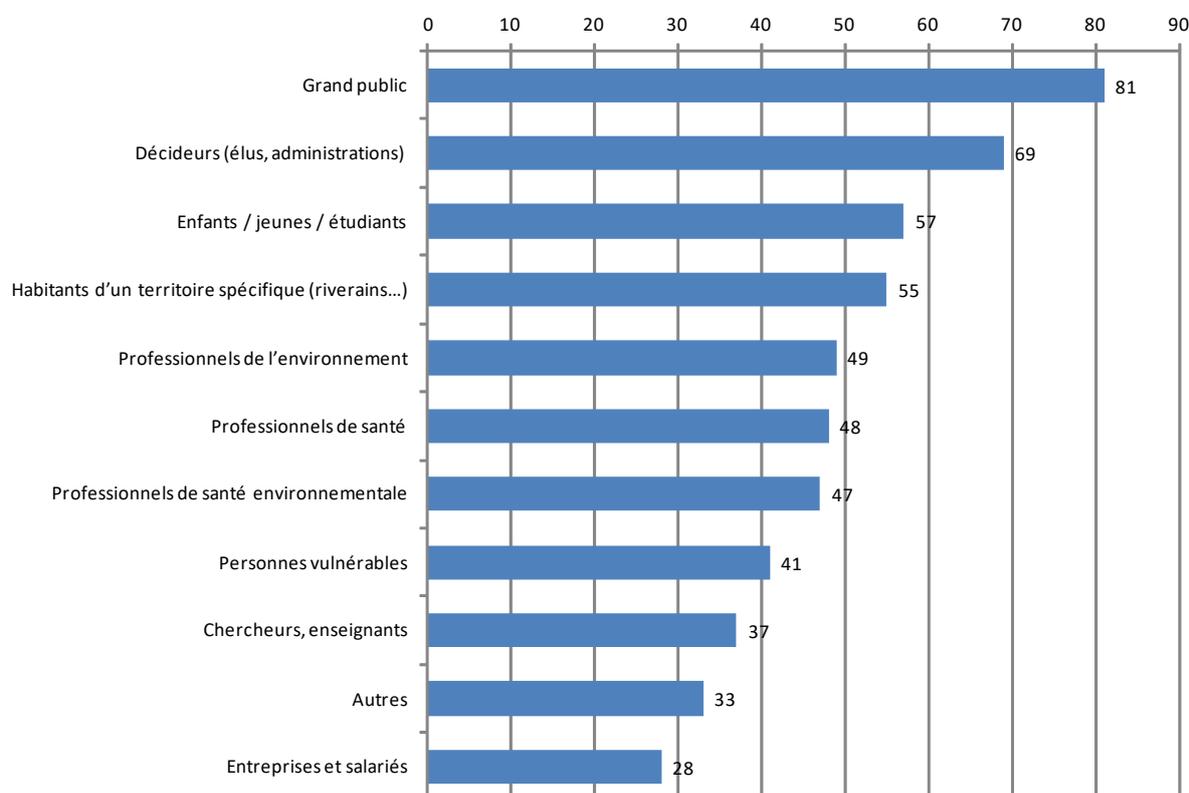
⇒ *La Drôme a été ciblée par plus d'une vingtaine d'actions*

4.3.4. Publics cibles

Les publics cibles, qu'ils soient directs ou indirects, ont été renseignés pour chacune des 170 actions.

Les actions menées visaient d'abord principalement le grand public (81 actions), puis en second lieu, les décideurs (69 actions). Le public « enfants/jeunes/étudiants » a été visé par 57 actions. Les professionnels de l'environnement, de la santé et de la santé environnementale ont été ciblés un nombre presque équivalent de fois (respectivement 49, 48, et 47 fois). Les entreprises et leurs salariés n'ont en revanche été directement ciblés que par 28 actions.

Figure 2 : Répartition des réponses à la question "Public cible direct de l'action" (n=545)



- ⇒ **La majorité des actions recensées visent directement le grand public et les décideurs**
- ⇒ **L'approche par actions ciblées sur des personnes vulnérables (précaires, séniors, femmes enceintes...) reste faible, à l'exception des enfants, des jeunes et des étudiants**

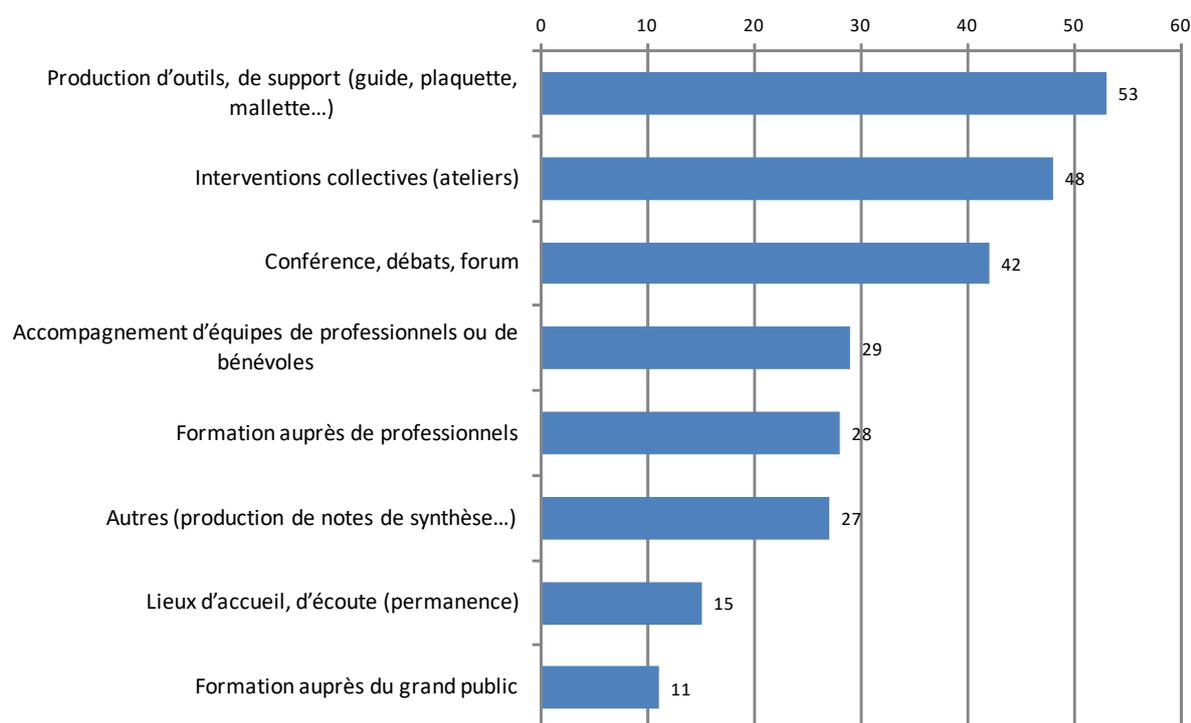
Pour la question concernant le « Public cible indirect de l'action », l'item « Décideurs » a été coché 67 fois. Le grand public a été une cible indirecte pour 63 actions, et les enfants/jeunes/étudiants l'ont été 49 fois.

Concernant la nature des actions, une majorité (122) visaient à « informer, communiquer, sensibiliser » tandis qu'une minorité (51) s'inscrivaient dans une démarche « d'étude, de recherche, et d'innovation ».

La production d'outils, de supports type guides, plaquettes ou mallette, a été le principal moyen de sensibilisation. Il été privilégié pour 53 actions, contre 42 actions utilisant des outils type conférences, débats ou forums.

Une minorité d'actions visaient au final à former le grand public (11 actions) ou concernaient des lieux d'accueil, d'écoute, de permanence (15 actions).

Figure 3 : Effectifs des réponses à la question "Nature de l'action, du type d'activité" (n=253)



⇒ **Plus d'un quart des actions visent à « informer, communiquer, sensibiliser »**

⇒ **Peu d'actions sont consacrées à la formation du grand public ou de professionnels**

4.3.5. Cohérence des actions avec d'autres plans et programmes en place

La question était de savoir si les actions avaient été mises en place en cohérence avec des programmes ou politiques publiques déjà existants, que ce soit dans le domaine de la santé, de l'environnement mais aussi en terme de politique de ville ou de santé au travail (Figure 4).

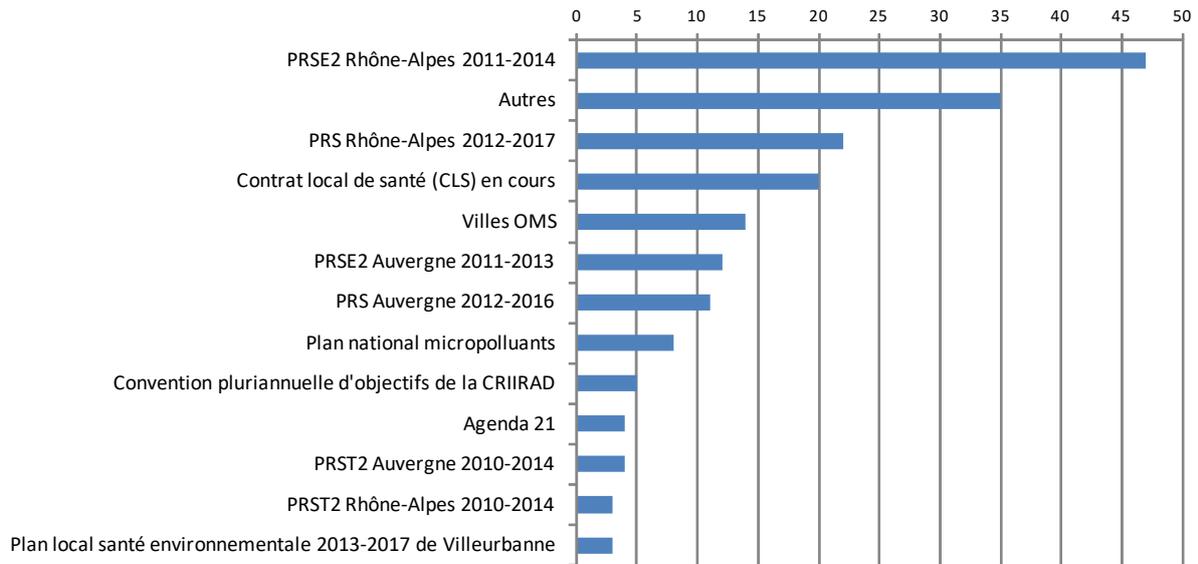
C'est ainsi avec le PRSE2 et le PRS de l'ex-région Rhône-Alpes que les liens les plus importants ont été créés (47 actions étant en cohérence avec le PRSE2 et 22 avec le PRS).

Viennent ensuite des liens avérés avec les Contrats locaux de santé et les villes OMS (20 actions pour les CLS et 14 pour les Villes OMS).

Ce sont ensuite des plans de prévention plus spécifiques, sur des thématiques spécialisées (Plan micropolluants, Agendas 21, Plans régionaux de santé au travail, etc.) qui rendent moins aisée la cohérence avec des actions de santé environnement qui seraient généralistes.

C'est ainsi que le lien avec le Plan National Micropolluants a été mentionné pour 8 actions (menées par le GRAIE), celui avec la Convention Pluriannuelle d'Objectifs de la CRIIRAD a été mentionné pour 5 actions, celui avec le Plan local de santé environnementale 2013-2017 de Villeurbanne pour 3 actions. Enfin d'autres programmes sont cités spontanément : Directive cadre eau, Plan de santé environnement du Conseil Régional, Plan cancer, Loi santé, etc.

Figure 4 : Effectif des actions inscrites dans des plans et politiques publiques (n=188)



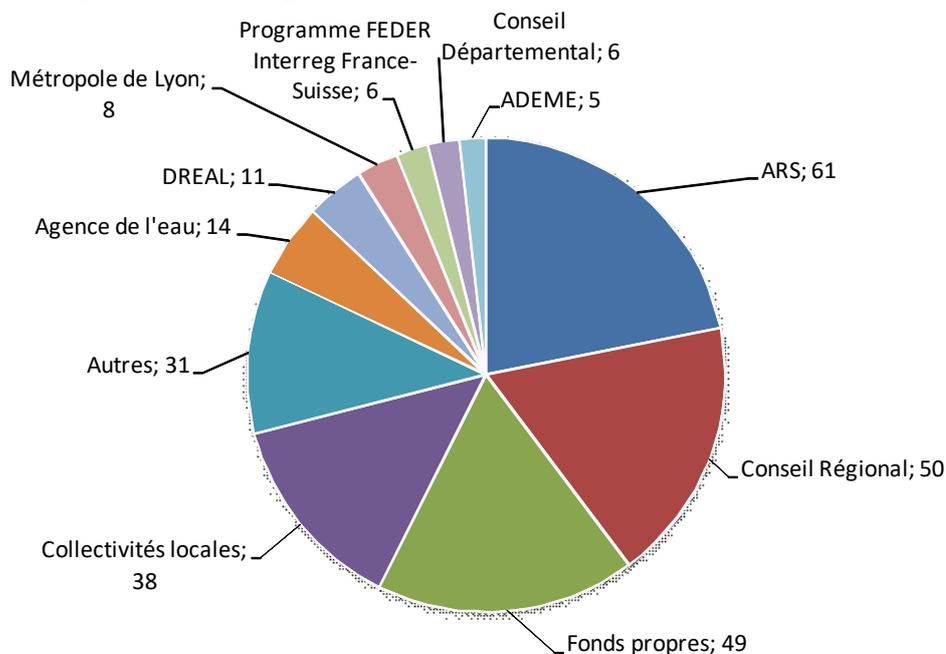
A noter : 51 actions sont inscrites dans au moins deux plans.

- ⇒ **Cohérence des actions en santé environnement avec les PRSE, les PRS et les CLS**
- ⇒ **47 actions en lien avec le PRSE2 rhônalpin, 12 actions avec le PRSE2 auvergnat**
- ⇒ **Des cloisonnements plus marqués avec les Agendas 21**

4.3.6. Organismes financeurs des actions

L'ARS et le Conseil régional de l'ex-Rhône-Alpes apparaissent comme les principaux organismes financeurs d'actions en santé environnementale dans la région avec respectivement 61 et 50 actions financées. C'est ensuite une majorité d'actions qui sont conduites avec des fonds propres (49 actions).

Figure 5 : Répartition des organismes financeurs des actions (n=279)



Le budget mobilisé *a minima* déclaré pour la totalité des actions a été d'environ 30 000 000 €.

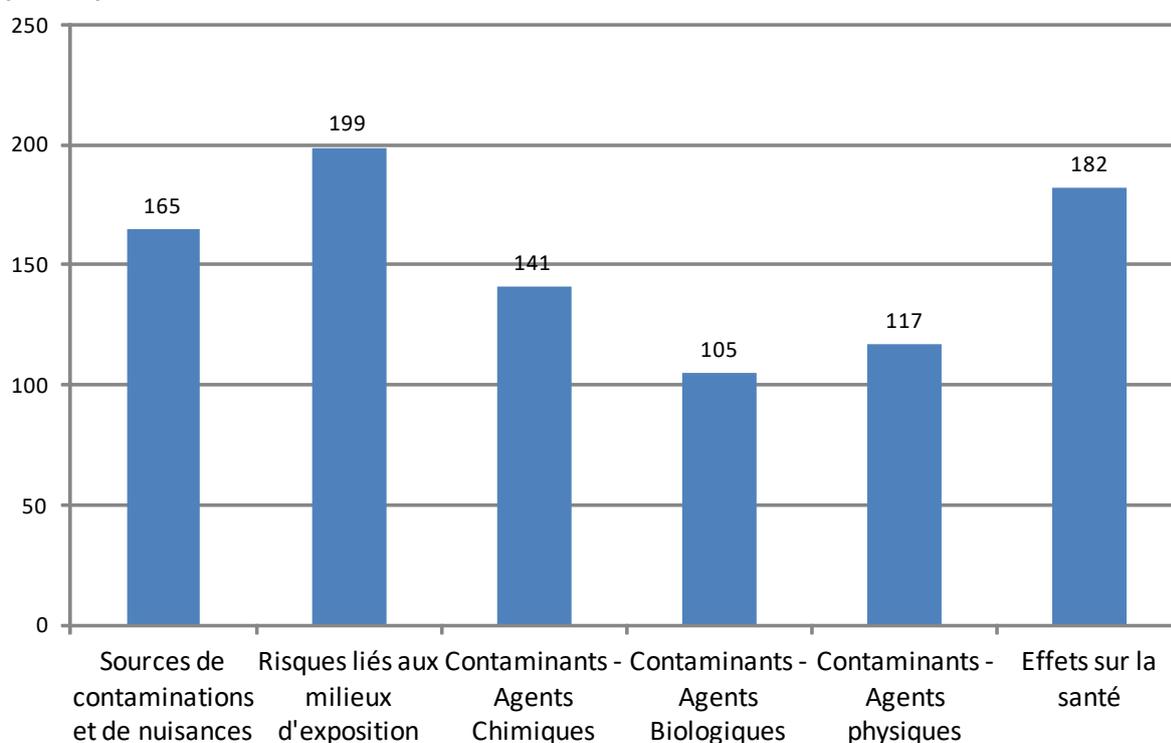
En moyenne, les actions avaient un budget de 178 097 € (min : 0 € ; max : 10 000 000 € sur plusieurs années ; médiane : 5630 €)

- ⇒ *L'ARS et les Conseils régionaux sont les principaux financeurs d'actions en santé environnement*
- ⇒ *Bon nombre d'actions sont toutefois réalisées grâce à des fonds propres*

4.3.7. Thématiques de santé environnement abordées par les actions

Le questionnaire proposait de nombreuses thématiques de santé environnement afin de renseigner le cœur du sujet de chacune des actions (cf. Annexe 4). Ces thématiques ont été renseignées 909 fois. Les risques liés aux milieux d'exposition (eau, air, sols, zone urbaine, alimentation, etc.) ont été le plus fréquemment renseignés (Figure 6).

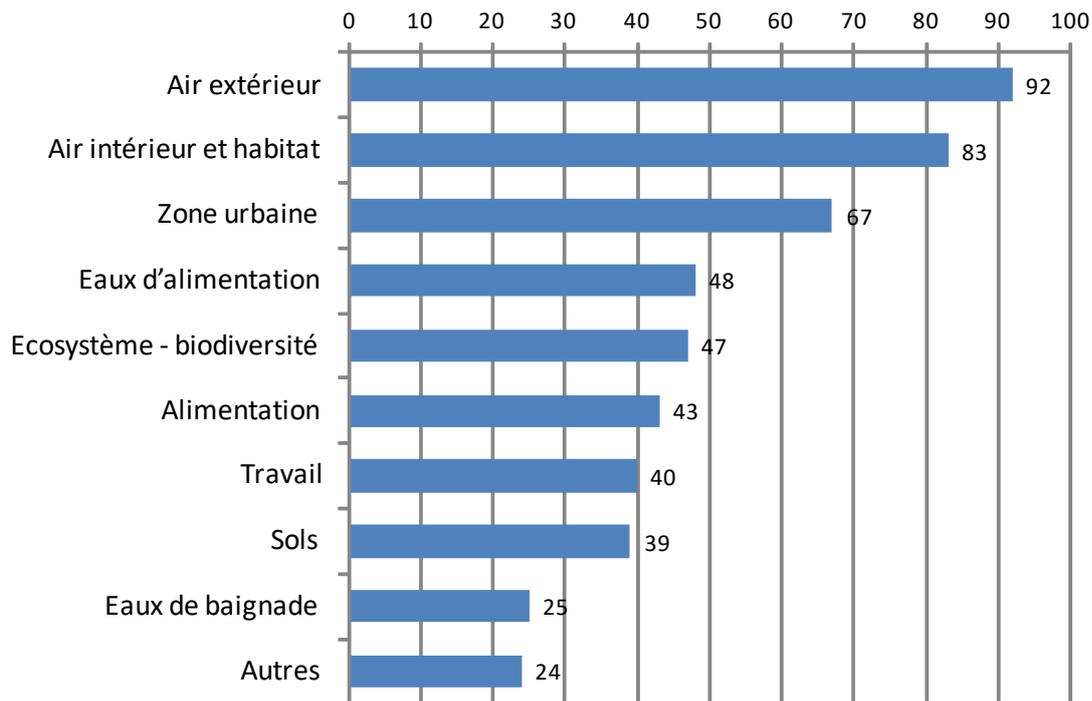
Figure 6 : Histogramme des thématiques de santé environnement abordées dans les actions (n=909)



4.3.7.1. Les milieux d'exposition

Les milieux d'exposition les plus souvent concernés par les actions étaient l'air extérieur (92 actions), l'air intérieur et l'habitat (83 actions), ainsi que les zones urbaines (67 actions) (Figure 7).

Figure 7 : Répartition des risques liés aux milieux d'exposition dans les actions recensées (n=508)

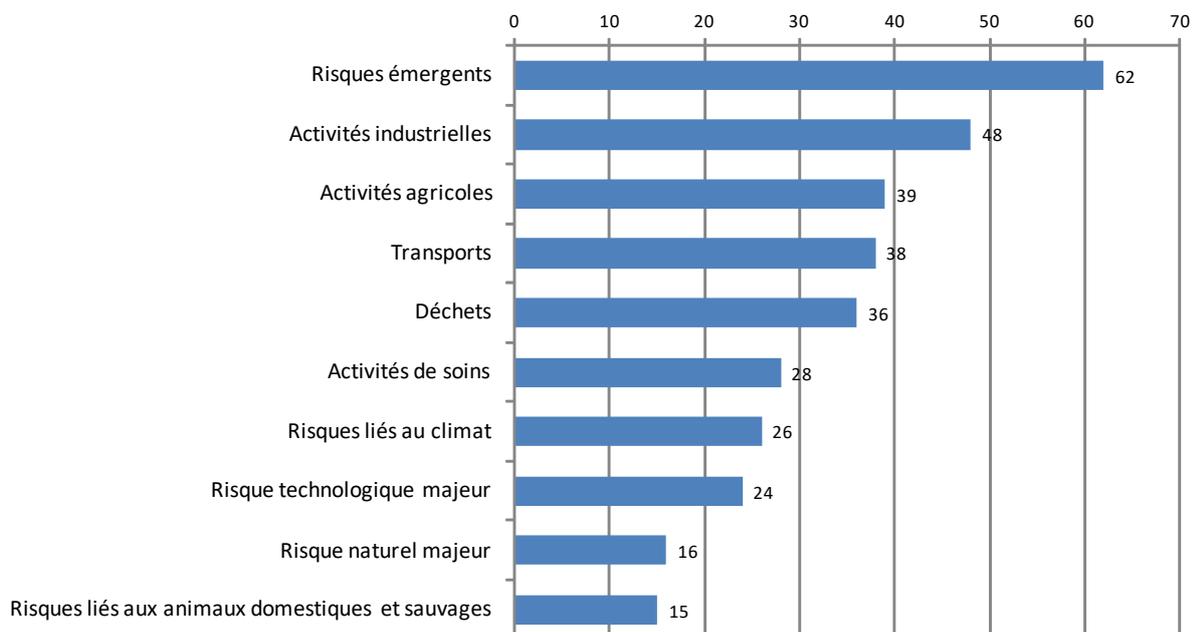


⇒ *La qualité de l'air (qu'il soit extérieur ou intérieur avec l'habitat) était la préoccupation principale de près d'un tiers des actions*

4.3.7.2. Les sources de contamination et de nuisance

Concernant les sources de contamination et de nuisance, c'est la problématique des risques émergents (perturbateurs endocriniens, nanoparticules, etc.) qui a été majoritairement traitée par les actions (62 actions soit 36%). Les activités industrielles et les activités agricoles étaient aussi d'importantes sources de préoccupation (respectivement 48 et 39 actions), alors que les risques liés aux animaux domestiques et sauvages n'étaient abordés que par 15 actions et les risques naturels par 16 actions (Figure 8).

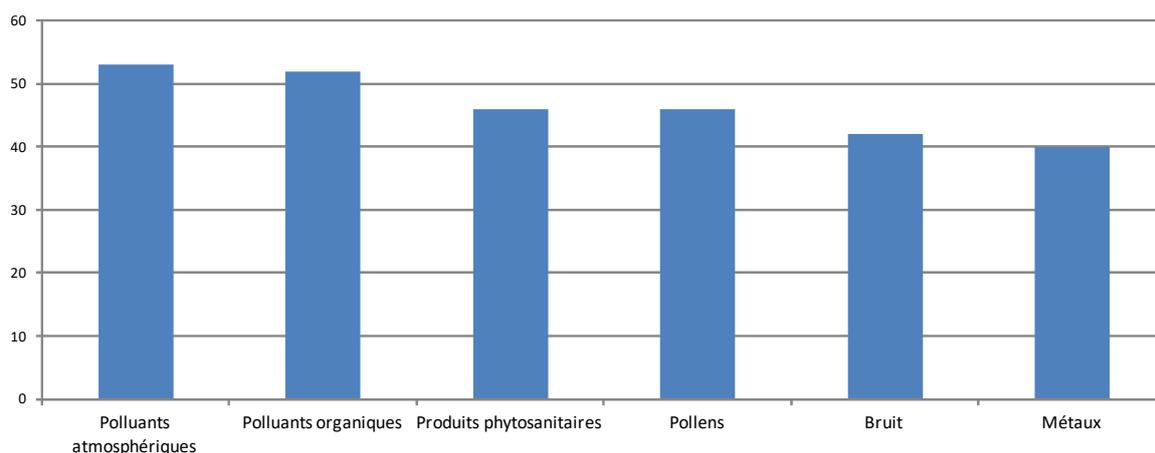
Figure 8 : Répartition des sources de contaminations et de nuisances recensées (n=332)



- ⇒ **Les actions se sont surtout intéressées aux risques émergents et aux problématiques liées aux activités industrielle et agricole**
- ⇒ **Peu d'actions ont concerné les risques liés aux animaux domestique et sauvage et aux risques naturels**

4.3.7.3. Les différents contaminants : agents chimiques, biologiques, physiques

Figure 9 : Agents contaminants recensés plus de 30 fois (n=279)



Les agents chimiques les plus souvent ciblés par les actions ont été les polluants atmosphériques, les polluants organiques (dioxines, furane, HAP), les produits phytosanitaires (insecticides, herbicides, fongicides) et les métaux.

- ⇒ **Les polluants de l'air atmosphériques et organiques sont les agents chimiques majoritairement ciblés par les actions**

Les différents pollens (notamment l'ambrosie dans la région) ont représenté les contaminants biologiques les plus renseignés, suivis par les moisissures, les allergènes non polliniques et les micro-organismes.

Dans la rubrique « autres » qui concernait 8 actions, ont été retrouvés 3 « Antibiorésistance », 2 « Tout contaminant présent dans l'environnement de vie des femmes enceintes (dont produits de bricolage, jardinage, hygiène corporelle) », 1 « champignon », 1 « moustique », 1 « sans réponse ».

- ⇒ **Les pollens sont les agents biologiques majoritairement abordés par les actions, avec notamment l'importance donnée à l'ambrosie dans la région**

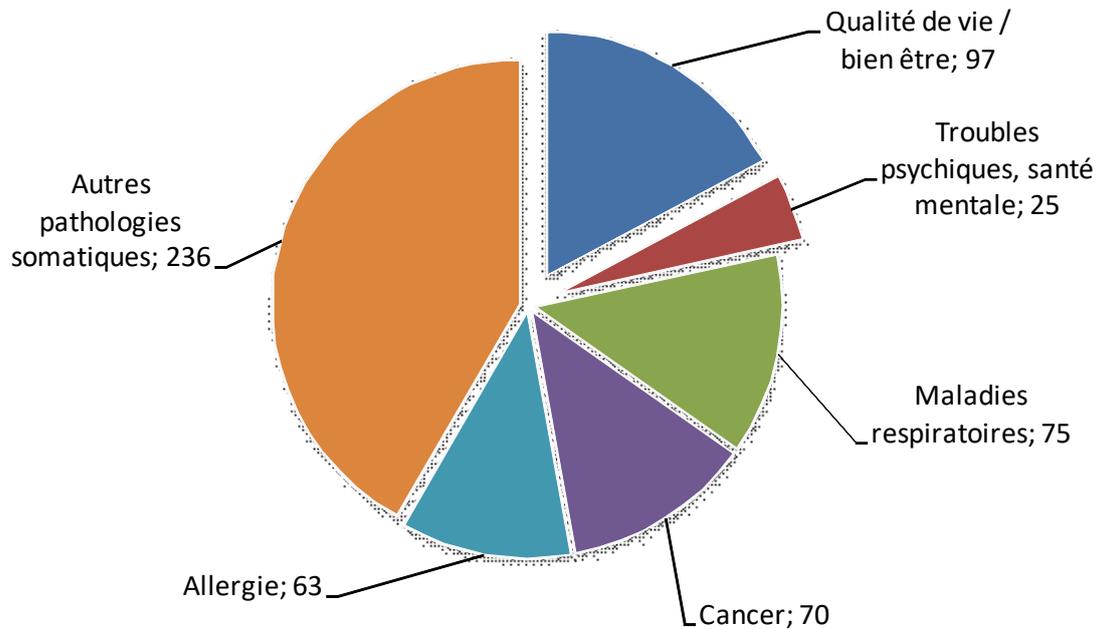
L'agent physique le plus souvent recensé a été le bruit, suivi par les rayonnements ionisants, les rayonnements non ionisants et les fibres.

- ⇒ **Le bruit et les rayonnements ionisants (radon, etc.) ont été les agents physiques les plus ciblés par les actions.**
- ⇒ **Les fibres (minérales, amiante, etc.) ont été les agents physiques les moins ciblés par les actions.**

4.3.7.4. Les effets sur la santé

Plus de la moitié des actions recensées s'intéressaient à la qualité de vie et au bien-être des populations. Les maladies respiratoires, les cancers et les allergies étaient aussi des préoccupations prédominantes. Peu d'actions ont concerné les maladies de l'appareil digestif, les maladies infectieuses et les traumatismes (Figure 10).

Figure 10 : Répartition des effets sur la santé recensés (n=566)



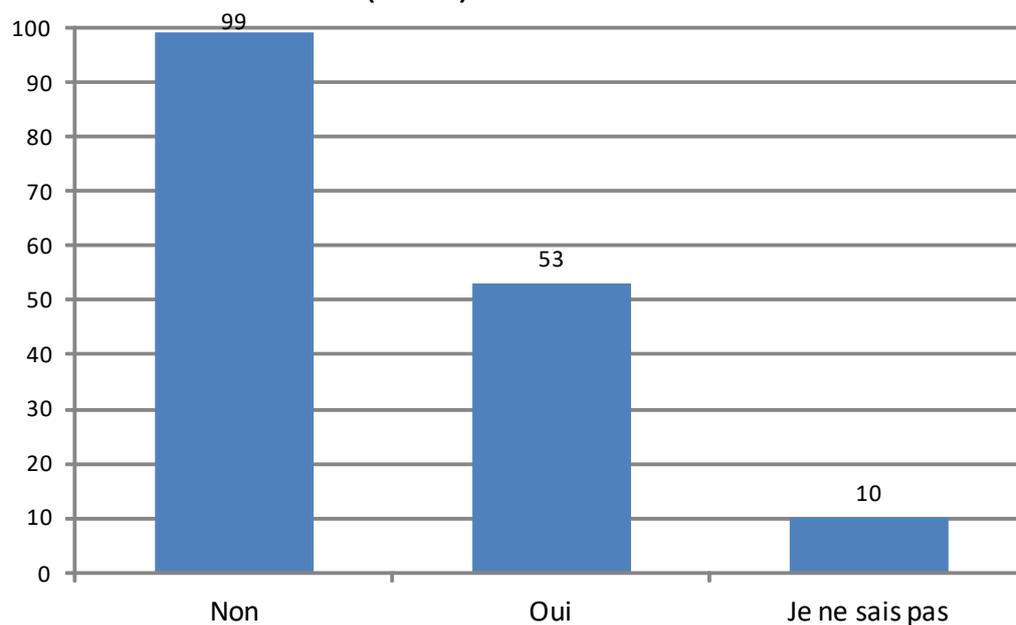
- ⇒ **Maintenir une bonne qualité de vie était l'objectif de santé le plus fréquemment retrouvé**
- ⇒ **Les maladies respiratoires, les cancers et les allergies étaient aussi des préoccupations prédominantes**
- ⇒ **Peu d'actions ont concerné les traumatismes et les maladies infectieuses**

4.3.8. Déroulement de l'action

Un tiers des actions recensées ont connu des difficultés lors de leur mise en œuvre (Figure 11).

La difficulté la plus souvent rapportée était celle de réunir les financements nécessaires, mais il faut noter que la cause « autres » a été cochée un nombre similaire de fois, et concernait surtout des difficultés pour convaincre les élus locaux (n=4).

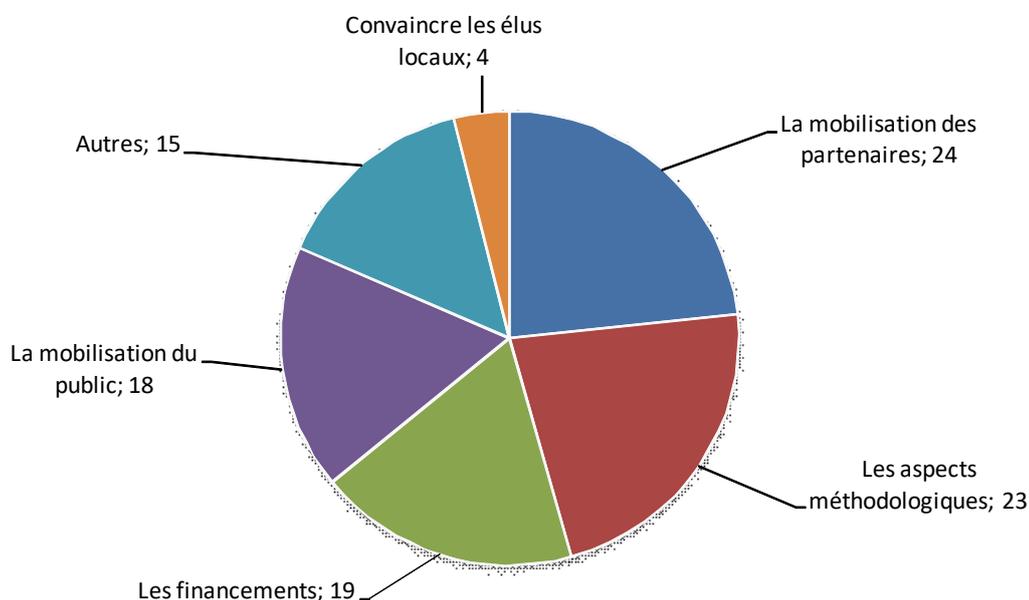
Figure 11 : Répartition des réponses à la question "Avez-vous rencontré des difficultés dans la mise en œuvre de l'action?" (n=162)



⇒ **Un tiers des actions recensées ont connu des difficultés lors de leur mise en œuvre**

La mobilisation du public a été difficile dans 18 actions (Figure 12).

Figure 12 : Effectifs des difficultés rencontrés lors de la mise en place des actions (n=103)



⇒ **Des difficultés de mise en œuvre ont été constatées pour environ un tiers des actions, surtout au niveau de la recherche de financements et de la mobilisation du public**

Près de la moitié des actions (49%) ont fait l'objet d'une évaluation.

Dans 81% des cas, ces évaluations ont été faites *via* un suivi d'indicateurs.

4.3.9. Statut juridique des structures ayant répondu au questionnaire (et qui ne sont pas forcément les porteurs de l'action)

On constate que deux tiers des acteurs recensés dans notre étude sont des associations. Les collectivités territoriales se classent en troisième position derrière les structures identifiées comme ayant un « autre statut juridique » (qui comportent, entre autres types d'établissements, 5 établissements publics à caractère industriel et commercial, 2 établissements de santé privés d'intérêt collectif, et 2 établissements publics à caractère scientifique et technologique). Enfin, 9% des actions ont été menées par des administrations.

5. SYNTHÈSE

L'enquête sur les actions en santé environnement menées sur la région Auvergne-Rhône-Alpes, en 2015-2016, a été réalisée par l'ORS dans le contexte de l'élaboration du PRSE3 afin d'apporter un nouvel outil de diagnostic, complémentaire à l'état des lieux⁵, et complémentaire à la démarche de recensement des plans en santé environnement⁶.

Ces différents diagnostics de la situation régionale, en matière de santé environnement, répondent aux attentes nationales (PNSE3, instruction gouvernementale⁷, etc.), ainsi qu'aux recommandations issues de l'évaluation du PRSE2. Ces documents s'inscrivent en amont de l'écriture du PRSE3, prévue pour 2017, apparaissant ainsi inmanquablement comme des outils d'aide à la décision publique.

Le PRSE3 a l'intention d'orienter les acteurs et décideurs afin que la recherche de bénéfices sanitaires puisse devenir une intention commune à tous les documents et acteurs. C'est un objectif opérationnel essentiel⁸. Les résultats de l'enquête sur les actions et les résultats de l'inventaire des plans, comme les autres documents, sont donc importants à porter à connaissance des rédacteurs du futur PRSE3, afin qu'ils identifient l'éventail des partenaires, ainsi que les champs de santé environnement déjà investigués dans la grande région.

⇒ **Quelle définition de la santé environnement ?**

La principale difficulté de l'enquête de recensement des actions de santé environnement a reposé sur la définition même de ce qu'était la santé environnement. Pour cette définition⁹, au vu de l'ampleur du champ possiblement couvert et de ses différentes acceptions, différents choix ont été réalisés afin de garantir un nombre d'actions pleinement pertinentes à recenser. Cette inclusion sélective a ainsi exclu 36 actions, soit parce qu'elles ne répondaient pas complètement à la définition, soit que le lien à la santé ou à l'environnement n'était pas clairement explicité. On peut citer en exemples les actions concernant la mobilité, dont le bénéfice sur la santé n'était souvent pas exprimé clairement, ou celles concernant les mobilités actives (vélo, marche, rollers) qui sont souvent prises en compte sous l'angle de la baisse de la pollution et des émissions de gaz à effet de serre, mais qui omettent l'impact bénéfique pour la santé d'une augmentation de l'activité physique. Les actions font par ailleurs souvent référence aux mobilités douces, terminologie qui valorise moins l'activité physique mais qui marque l'opposition aux mobilités mécanisées¹⁰.

⁵ Santé-Environnement Auvergne-Rhône-Alpes, Etat des lieux 2016. Ministère en charge de l'environnement, ARS, Cerema, ORS. Décembre 2016, 129p.

⁶ Recensement des plans en santé environnement menés dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. ORS Auvergne-Rhône-Alpes, Février 2017.

⁷ Instruction du gouvernement du 27 octobre 2015 relative à l'élaboration et à la mise en œuvre des PRSE.

⁸ Proposition d'objectifs pour le 3^{ème} PNSE. Comité technique du PRSE Auvergne-Rhône-Alpes, janvier 2017, 36p.

⁹ La santé environnementale (ou environmental health) - Organisation mondiale de la santé, 1994 - Conférence d'Helsinki

« Elle comprend les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de la vie, qui sont déterminés par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de notre environnement. Elle concerne également la politique et les pratiques de gestion, de contrôle et de prévention des facteurs environnementaux susceptibles d'affecter la santé des générations actuelles et futures ».

¹⁰ Les volets santé des agendas 21, un levier pour les politiques locales de santé. Une analyse des éléments de convergence du développement durable et la promotion de la santé. ORS Ile-de-France, Juin 2011, 24p.

La plupart des exclusions ont ainsi été motivées par le fait que les actions étaient orientées soit exclusivement sur la santé, soit exclusivement sur l'environnement.

Cette rigueur dans la définition même de la santé environnement et dans les critères d'inclusion stricts qui ont été appliqués, a contribué à ce qu'un certain nombre d'actions n'a pas été retenu.

⇒ ***L'enquête, un taux de participation satisfaisant***

L'intérêt des acteurs à participer à cette enquête a été indéniable et ils ont été très nombreux à participer ou à souhaiter participer, témoignant ainsi de la dynamique régionale sur les sujets de santé environnement.

Le portail de saisie du questionnaire par voie informatique a cependant probablement contribué à freiner la participation de certains acteurs, non familiarisés à l'informatique. Deux acteurs ont ainsi informé l'ORS de leur refus à participer après deux tentatives infructueuses de réponse sur la plateforme de saisie, et ce malgré la possibilité de renvoyer le questionnaire par voie postale.

Au final, ce sont **184 acteurs**, d'Auvergne et Rhône-Alpes, qui ont répondu à l'enquête. La participation a donc été satisfaisante. Ces résultats reflètent la pertinence du fichier de destinataires à qui ce questionnaire a été adressé et dont les acteurs cibles avaient probablement été bien repérés, ainsi que l'effet d'annonce que les acteurs ont relayé auprès de leurs propres réseaux. Ils s'expliquent aussi probablement par le fait que le nouveau et vaste territoire d'Auvergne-Rhône-Alpes est affecté par une grande majorité des risques, notamment ceux décrits dans les PNSE1/PNSE2/PRSE1 et PRSE2 (12 départements sont concernés par des programmations en faveur de la santé environnement, allant de 14 plans dans l'Ardèche à 50 au maximum dans le Rhône)¹¹ et que les acteurs se sont sentis concernés et investis. Bon nombre d'acteurs étaient par ailleurs déjà bien identifiés au niveau de chacune des 2 ex-régions, Auvergne et Rhône-Alpes, notamment parce qu'ils avaient déjà participé (soit à l'élaboration, à la mise en œuvre ou au pilotage) aux précédents PRSE. D'autres acteurs, moins identifiés par les circuits institutionnels ou moins attendus, ont aussi participé. La cible a donc été large avec des acteurs plutôt bien préalablement repérés sur les 2 ex-régions et des profils variés avec des acteurs qui relèvent du public, comme du privé, des institutionnels, associations, collectivités, universitaires, etc. On note toutefois l'absence ou la rareté de certains partenaires comme les acteurs de l'urbanisme, des formateurs de santé environnement, ou des acteurs des milieux artistiques qu'on sait œuvrer dans le domaine de la santé environnement dans la grande région et qui n'ont parfois pas renseigné leurs actions.

Il est aussi important de noter un biais de sélection dans la mesure où certains services, dont les fonctions relèvent exclusivement de la santé environnement (exemples des Services communaux d'hygiène et de santé des grandes villes telles que Lyon, Villeurbanne, Valence, Clermont-Ferrand, etc., les services santé environnement des ARS ou le Groupe de Recherche Rhône Alpes sur les Infrastructures et l'Eau-GRAIE), ont soit, très détaillé, soit, synthétisé l'ensemble des actions qu'ils menaient au point d'engendrer une sur- ou sous-représentativité des actions recensées.

Au final, une majorité d'acteurs (127) a recensé une seule action et 57 acteurs en ont renseigné deux ou plus.

⇒ ***De nombreuses actions recensées dans le domaine de la santé environnement, sur une large couverture géographique***

C'est un total de **207 actions** qui a été recensé par questionnaire, avec 82 % d'actions retenues (**170 actions**), 17 % d'exclusion (36 actions non retenues pour des thématiques abordées souvent trop en marge par rapport à la définition de la santé environnement) et une action qui a été saisie deux fois.

¹¹ Recensement des plans en santé environnement menés dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. ORS Auvergne-Rhône-Alpes, Février 2017.

La plupart des actions se sont déroulées sur plus d'un an, les actions ponctuelles restant rares. Ceci répond aux calendriers quadriennaux prévus généralement par les PRSE qui permettent ainsi aux actions de s'accomplir sur la durée.

Même s'il a été difficile d'identifier les territoires cibles de l'ensemble des actions du fait des cases multiples à cocher dans le questionnaire et d'imprécisions (de 170 actions renseignées, ce sont 296 territoires qui étaient concernés), il semble que l'ensemble de la région Auvergne-Rhône-Alpes a été couvert par des actions. Il n'existerait donc pas de territoires orphelins dans le domaine de la santé environnement. Le Rhône et la Drôme sont les départements les plus concernés (respectivement plus d'une trentaine et vingtaine d'actions menées). Ceci reflète une nouvelle fois le dynamisme de la région en matière de santé environnement, en écho probablement à l'impulsion donnée par les PRSE1 et PRSE2.

⇒ ***Des champs d'action en santé environnement nombreux mais encore trop cloisonnés par milieux d'exposition et facteurs de risque***

La démarche d'enquête montre que la santé environnement est couverte par une très large gamme de sujets qui s'inscrivent dans le *continuum* des thématiques abordées par les PRSE1 et PRSE2 (auvergnat et rhônalpin), et qui peuvent prétendre à occuper une place dans le PRSE3 (même si le PRSE3 prévoit une approche par grands objectifs et non plus une approche spécialisée par risques et facteurs de risque). Les actions sont variées, abordant de nombreuses thématiques différentes (cf. listing en Annexe 6). Parmi la liste des thématiques qui étaient proposées dans le questionnaire, ce sont plus de 900 occurrences qui ont été renseignées, avec une majorité de réponses sur les risques liés aux milieux d'exposition (eau, air, sols, zone urbaine, etc.). Notons toutefois qu'une liste très complète de thématiques était suggérée aux acteurs afin qu'ils identifient le plus exhaustivement possible leur champ d'action. Ainsi, certains acteurs dont les missions étaient transversales ou généralistes avaient tendance à tout cocher, tandis que d'autres structures, spécialisées sur un ou quelques sujets seulement, criblaient les réponses. Le sujet des risques émergents (perturbateurs endocriniens, nanoparticules, médicaments dans les eaux, etc.), ainsi que les risques industriels et agricoles, ont été particulièrement cités. Quant aux agents, ce sont les actions concernant la pollution atmosphérique, les polluants organiques (dioxines, furanes, HAP), l'ambroisie, le bruit et le radon qui semblent être les principales préoccupations. Il s'agit donc bien de risques caractéristiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes et dont certains sont particulièrement typiques de la région (ambroisie, radon). On note aussi que ce sont des risques qui sont particulièrement documentés et pour lesquels l'information ou la communication sur ces sujets ne cessent de croître, améliorant ainsi les niveaux de connaissance du grand public et alimentant ses préoccupations et questionnements.

Au global, on note cependant un certain manque de visibilité concernant l'ensemble des actions qui sont initiées (avec parfois impression de redondance, dans les actions ou dans les missions institutionnelles), et une quasi impossibilité à avoir une idée claire de ce qui est réalisé sur un champ particulier (et ce d'autant qu'aucun focus dans notre étude n'a porté sur les évaluations des actions). Qui serait par exemple aujourd'hui à même de dire l'étendue des actions menées dans le cadre des pesticides dans la grande région, voire même dans les ex-régions séparées, alors même que le plan écophyto2 a été déployé dans tous les départements ? Même question, dans le cadre de la qualité des eaux ? On peut se demander s'il s'agit d'un manque de concertation lors de l'élaboration des plans ou lors des phases en amont de l'élaboration (sans doute plus probable) ou encore s'il s'agit d'une sectorisation trop forte des programmes (déclinaison nationale, contrat d'objectifs d'organismes, initiatives locales, etc.).

⇒ ***Une majorité d'actions en santé environnement tournées vers l'information, la sensibilisation et la communication au grand public***

Les résultats de l'enquête montrent que les actions sont plutôt orientées sur de l'information, de la sensibilisation et de la communication et elles visent principalement le grand public, s'opérant principalement grâce à la production d'outils.

Peu d'actions s'adressent à des personnes vulnérables telles que les femmes enceintes, les personnes âgées de plus de 65 ans, les personnes précaires, les personnes souffrant de pathologies cardiaques, respiratoires, etc., alors que les enfants et les jeunes constituent une cible privilégiée. Si la plupart des actions menées semblent fournir des outils ou supports type guides, plaquettes ou organisation de conférences, débats, forums, on remarque que les actions de formation, qu'elles s'adressent à des professionnels ou au grand public, restent rares. Rares sont aussi les actions qui s'inscrivent dans une démarche d'étude, de recherche, et d'innovation. Ceci serait sans doute à développer notamment dans le cadre du PRSE3.

Ces résultats montrent ainsi qu'un grand nombre d'actions existent déjà et on peut imaginer que ces actions sont bien développées opérationnellement. Ces démarches contribuent à ce que la culture commune en matière de santé environnement progresse ces dernières décennies. C'est particulièrement prégnant dans le cadre de la qualité de l'air pour lequel les efforts de connaissance et de communication ont permis ces dernières années à ce que le grand public prenne conscience des impacts sur la santé de la qualité de l'air et des gains sanitaires qui étaient possibles.

⇒ ***Des effets sanitaires liés à l'environnement encore mal identifiés***

Les résultats de l'enquête montrent que maintenir une bonne qualité de vie était l'objectif de santé le plus fréquemment retrouvé parmi les actions recensées. Survenaient ensuite les troubles psychiques et la santé mentale, tandis que les affections respiratoires n'apparaissent qu'en troisième position et les cancers en quatrième position. C'est donc sur des intentions généralisées, globalisantes de « mieux être, mieux vivre, mieux vieillir » que les actions de santé environnement se construisent. Elles ne ciblent que très rarement des pathologies spécifiques en lien avec un facteur de risque environnemental.

Il est clairement établi aujourd'hui qu'un certain nombre de questions de santé relèvent des conditions dégradées de l'environnement. Mais dans l'incertitude de liens de cause à effet entre un environnement néfaste et un impact sanitaire avéré (liens qui ne peuvent être établis qu'à l'issue de diverses études épidémiologiques, souvent longues et parfois controversées), la qualité de vie et le bien être apparaissent comme un indicateur minimum, sentinelle pourrait-on dire.

⇒ ***De la cohérence d'action mais un flou contextuel***

Les thématiques des actions s'inscrivent généralement dans des programmations, avec en premier lieu les PRSE, PRS, CLS, etc¹². Les moyens, qu'ils soient financiers ou humains, ne sont pas forcément en adéquation avec ces programmations puisque bon nombre d'actions restent réalisées avec des fonds propres (49 actions contre 61 financées par les ARS et 50 par le Conseil régional). Parmi les résultats de l'enquête, ce sont 47 actions qui étaient en lien avec le PRSE rhônalpin et 12 actions avec le PRSE auvergnat. En termes de planification, l'instruction du Gouvernement du 27 octobre 2015¹³ concernant le PRSE, souligne la rareté des incohérences. Mais elle précise aussi que les complémentarités ne sont pas toujours optimisées. Peu de complémentarités sont ainsi relevées avec tout ce qui est développement durable et notamment les Agendas 21. On peut conclure au même type de constat pour les actions sur le terrain. Ces dernières restent très sectorielles, avec des organisations en silos, souvent par facteurs de risque (plan micropolluants, plan pesticides, etc.), sans qu'il n'y ait de véritables passerelles entre elles, mais sans non plus que soient engendrées de réelles contradictions. Le sentiment est, qu'au final, beaucoup de choses sont faites dans le domaine de la santé environnement mais sans clarté sur le contexte dans lequel les actions s'organisent, donnant ainsi parfois le sentiment de redondance d'actions.

¹² Recensement des plans en santé environnement menés dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. ORS Auvergne-Rhône-Alpes, Février 2017.

¹³ Instruction du gouvernement du 27 octobre 2015 relative à l'élaboration et à la mise en œuvre des PRSE.

⇒ **Le manque d'évaluation des actions**

L'enquête réalisée sur les acteurs et les actions n'augure d'aucun retour sur l'efficacité des actions à savoir notamment si les méthodes d'intervention sont porteuses d'effets potentiellement positifs ou non. Il est ainsi impossible de présumer de la réalité des actions menées, de leur concordance, et de leurs difficultés à rapprocher les efforts et les résultats. Il s'agit donc d'intentions, qui reflètent toute l'importance de mettre en place des évaluations en post programmations.

⇒ **Des manques de moyens**

Un tiers des actions a montré des difficultés de mise en œuvre. La principale difficulté est de réunir les financements nécessaires à la mise en œuvre de l'action. La seconde difficulté est liée à la délicate mobilisation du public.

6. RECOMMANDATIONS

L'élaboration et la mise en œuvre du PRSE3 doivent tirer profit de tous les éléments de diagnostics¹⁴ qui ont été élaborés au sein de la région pour constituer les fondations d'un PRSE3 réaliste et opérationnel. Certains points forts et faiblesses sont apparus à l'issue de l'ensemble de ces travaux et ici, de l'enquête sur les actions.

Différentes recommandations ont ainsi pu être élaborées :

⇒ **Favoriser des approches en termes de prévention et de promotion de la santé**

La faiblesse de la plupart des actions serait qu'elles étaient ancrées sur des approches très réparatrices des risques ou de la santé (accidents, maladies), sans inscrire des démarches préventives, d'anticipation (diminution des expositions, suppression des facteurs de risque, etc.) qui seraient axées sur la promotion de la santé et le bien-être des personnes. L'information en santé environnement circule, mais sans proposition de leviers d'actions, individuels ou collectifs. C'est donc par des actions visant à développer cette culture de prévention, *via* les leviers de la formation et de l'évaluation, que les changements de paradigmes en santé environnement pourront s'opérer (prévention *versus* réparation, risques collectifs *versus* risques individuels). La mise en œuvre d'une véritable politique publique de santé environnementale doit donc impliquer de passer d'une conception biomédicale de la santé à une approche basée sur la notion de bien-être et sur une prise en compte systémique des déterminants de la santé ; Le passage de l'une à l'autre nécessitant immanquablement l'élaboration de mesures plus contraignantes dans une optique de prévention davantage institutionnelle¹⁵.

⇒ **Impliquer davantage les populations**

Il apparaît par ailleurs important, comme c'est de plus en plus pratiqué, d'impliquer les habitants dans les décisions de proximité porteuses d'impacts sanitaires. Les attentes du public, en termes de santé environnement, notamment sur ce que l'on nomme les questions socialement vives ou les risques émergents (champs électromagnétiques, perturbateurs endocriniens, médicaments dans les eaux, etc.), sont croissantes. L'implication peut se faire à travers la formation de conseils citoyens ou l'animation de débats publics, sur les enjeux locaux en santé environnement. Ceci constitue un axe fort de

¹⁴ Santé-Environnement Auvergne-Rhône-Alpes, Etat des lieux 2016. Ministère en charge de l'environnement, ARS, Cerema, ORS. Décembre 2016, 129p.

¹⁴ Recensement des plans en santé environnement menés dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. ORS Auvergne-Rhône-Alpes, Février 2017.

¹⁵ La santé environnementale en Europe : un exercice fictif de politique publique ? Forbat J., Simos J. Environ., Risque, Santé, Vol.16, n°1, janv-fév.2017.

développement pour des actions concertées, avec des objectifs partagés, tout en renforçant la communication et le décloisonnement.

⇒ **Dédier des lignes budgétaires et des budgets spécifiques**

Le manque de moyens financiers a concerné un tiers des actions et il ne facilite pas la réalisation des activités. Le fait de ne pas avoir de budget dédié et de réaliser les actions à moyens constants induit le risque de « noyer » les actions du PRSE dans les actions déjà réalisées habituellement ou du moins déjà prévues dans d'autres cadres par d'autres partenaires, qui n'ont par ailleurs pas besoin du label « PRSE ». Afin de garantir le sens et la spécificité des actions du PRSE, et d'asseoir leur légitimité par rapport à d'autres actions (en les prolongeant ou en les complétant éventuellement), il est indispensable que les partenaires sachent sur quels moyens réels, notamment financiers, ils peuvent s'appuyer pour réaliser des actions dans le cadre du PRSE.

Sur ces lignes budgétaires, il est par ailleurs nécessaire de sortir de la défiance des politiques de santé environnement. L'un des leviers serait de convaincre les principaux acteurs politiques et économiques qu'une véritable politique publique de santé environnement peut engendrer des économies substantielles dans le domaine de la santé publique pour peu que soient intégrés une approche intégrée des déterminants de santé¹⁶.

⇒ **Déclouonner les plans et programmes¹⁶**

Le PRSE3 doit s'efforcer de créer des liens avec les autres plans sectoriels, en insistant dans sa communication sur sa contribution aux objectifs de santé, dans un bon niveau de gouvernance. La question de l'intersectorialité est en matière de santé environnement décisive puisque l'expertise scientifique requise est généralement dispersée parmi les divers secteurs administratifs. Cette exigence d'intersectorialité impliquerait la création d'incitations institutionnelles qui sont pour l'heure marginales. Il doit aussi prôner, comme l'y invitait le PNSE3, une approche plus systémique de la santé environnementale afin que celle-ci soit à l'avenir intégrée, de façon opérationnelle par le plus grand nombre, et que la santé environnementale soit portée par ceux qui concourent à la construction d'un cadre de vie. La cohérence et l'imbrication des différents plans permettront de mieux apprécier l'importance des besoins et d'organiser correctement les gouvernances et les interventions opérationnelles.

⇒ **Systématiser l'évaluation des actions**

C'est un point essentiel pour la rédaction du futur PRSE3 : les questions évaluatives et les indicateurs, qualitatifs et quantitatifs, doivent être pensés dès l'élaboration. L'un des principaux obstacles de ces évaluations est lié à l'absence de systèmes d'indicateurs capable d'évaluer de façon satisfaisante les enjeux de santé environnementale et les résultats des politiques mises en œuvre¹⁷. Ce sont des points à pallier.

⇒ **Perspectives en amont de l'écriture du PRSE3**

Le développement de politique de gestion des risques en matière de santé environnement reste donc à poursuivre, en créant des synergies, principalement sur les aspects sanitaires, mais sans que cela ne devienne non plus invasif. L'importance est d'agir en amont pour, non plus réparer, mais anticiper les

¹³ Recensement des plans en santé environnement menés dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. ORS Auvergne-Rhône-Alpes, Février 2017.

¹⁷ La santé environnementale en Europe : un exercice fictif de politique publique ? Forbat J., Simos J. Environ., Risque, Santé, Vol.16, n°1, janv-fév.2017.

risques et mesurer les gains sanitaires. Il est nécessaire que les leviers sanitaires s’ancrent naturellement dans les cultures et qu’un décloisonnement des plans s’opère.

L’approche de la prévention *via* le PRSE3 se précisera, d’une part par l’appréhension des sujets qui s’affineront et d’autre part, par l’incitation faite aux acteurs de développer, sur les périodes des plans, une maturité suffisante pour s’investir sur les actions, à la croisée d’une connaissance en santé environnement affinée et d’une culture renforcée dans ce domaine. Cette culture renforcée reposera notamment sur les différents outils régionaux (site internet PRSE3 qui devrait voir le jour au printemps 2017, différents diagnostics réalisés) conduits en santé environnementale sur le territoire régional et qui, mis à disposition, contribueront à une meilleure connaissance des acteurs, des plans et des actions (cf. recensement des plans mais aussi état des lieux¹⁸, enquête actions¹⁹). Il n’y a pas d’identification de compartiment orphelin que le PRSE aurait à combler. On peut parler d’une maturité, à la fois des territoires et des sujets, sur le thème de la santé environnement. Le PRSE pourra donc s’opérer avec plus de hauteur et transversalité, de manière systémique, la culture commune semblant acquise. Mais la visibilité qui passe probablement par plus de concertation ou communication est à améliorer afin d’éviter ces impressions de redondance et de démultiplication des actions. Créer des opportunités de coordination renforcée sur certains sujets à saisir afin d’éviter la mise en place de coordination de rattrapage en cours de mise en œuvre sera aussi nécessaire. Mettre en place des mesures plus contraignantes tout en intégrant les concepts de promotion de la santé et de bien-être pour sortir des informations anxiogènes permettra de mieux ancrer les politiques de santé environnement. Autant d’étapes primordiales pour donner aux acteurs de tous les territoires une perception plus claire des synergies qu’ils peuvent construire avec le PRSE3.

¹⁸ *Santé-Environnement Auvergne-Rhône-Alpes, Etat des lieux 2016. Ministère en charge de l’environnement, ARS, Cerema, ORS, Décembre 2016, 129p.*

¹⁹ *Enquête sur les actions en santé environnement menées en Auvergne et Rhône-Alpes en 2015-2016. ORS Rhône-Alpes, Février 2017.*

ANNEXES

1. Glossaire des sigles et acronymes

AASQA	Association agréée de surveillance de la qualité de l'air
ACNUSA	Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
ADIL	Agence départementale d'informations sur le logement
AFEDA	Association française d'études des ambrosies
AFNOR	Association française de normalisation
ALD	Affections de longue durée
ANR	Agence nationale de la recherche
ANSES	Agence nationale de sécurité sanitaire
APORA	Association des entreprises de Rhône-Alpes pour l'environnement industriel
APPEL	Réseau des éco-entreprises de Rhône-Alpes
ARRA	Association régionale des organismes d'hlm en Rhône-Alpes
ARDI	Agence régionale du développement et de l'innovation
ARS	Agence régionale de santé
BASIAS	Base de données des anciens sites industriels et activités de service
BASOL	Base de données sur la pollution des sols
BPCO	Bronchopneumopathie chronique obstructive
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières
CAF	Caisse d'allocation familial
CAPEB	Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment
CARSAT	Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail
CBN	Conservatoire botanique national
CCAS	Centre communal d'action sociale
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CDA	Centre départemental d'assèchement
CEA	Commissariat à l'énergie atomique
CEIES	Centre d'étude de l'environnement sur la santé
CEMAGREF	Institut de recherche en science et technologie de l'environnement
CERTU	Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques
CETE	Centre d'études techniques de l'équipement
CETIOM	Centre technique interprofessionnel des oléagineux métropolitains
CIDB	Centre d'informations et de documentation sur le bruit
CIRC	Centre international de recherche sur le cancer
CIRCE	Cancer, inégalités régionales, cantonales et environnement
CIRE	Cellule de l'institut de veille sanitaire en région
CG	Conseil général
CHU	Centre hospitalier universitaire
CLARA	Cancéropôle Lyon Auvergne Rhône-Alpes
CLE	Commission locale de l'eau
CLS	Contrat locaux de santé
CMA	Chambre des métiers et de l'artisanat
CMEI	Conseiller médical en environnement intérieur

CMR	Cancérogène, mutagène, reprotoxique
CNFPT	Centre national de la formation publique territoriale
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CODERST	Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques
COG AT/MP	Convention d'objectifs et de gestion de la branche accidents du travail et maladies professionnelles
COFIL	Comité de pilotage
COV	Composés organiques volatils
CPAM	Caisse Primaire d'assurance Maladie
CSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment
CTI	Centre technique industriel
dB(A)	Décibel pondéré a (unité d'intensité sonore telle que perçue par l'oreille humaine)
DBO5	Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours
DDCS	Direction départemental de la cohésion sociale
DDCSPP	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations
DDPP	Direction départementale de la protection des populations
DDT	Directions départementales des territoires
DGAC	Direction générale de l'aviation civile
DGAL	Direction générale de l'alimentation
DGS	Direction générale de la santé
DIRECCTE	Direction régionale de l'entreprise, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
DRAAF	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
DRRT	Délégation régionale a la recherche et a la technologie
DTADD	Directive territoriale d'aménagement et de développement durables
DUP	Déclaration d'utilité Publique
ENS	Ecole normale supérieure
ENTPE	Ecole nationale des travaux publics d'état
EPCI	Etablissement public de coopération intercommunale
ERP	Etablissement recevant du public
FFB	Fédération française du bâtiment
FRAPNA	Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature
FREDON	Fédération régionale de défense contre les organismes nuisibles
GEREP	Déclaration annuelle des émissions polluantes
GIS	Groupement d'intérêt Scientifique
GRAIE	Groupe de recherche Rhône-Alpes sur les infrastructures et l'eau
GRAINE Rhône-Alpes	Réseau régional d'éducation a l'environnement
GRSE	Groupe régional santé-environnement
HAP	Hydrocarbures aromatiques polycycliques
ICPE	Installations Classées Pour La Protection De l'environnement
IFSTTAR	Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux
IGN	Institut géographique national
INPG	Institut national polytechnique de Grenoble
INPES	Institut national de prévention et d'éducation pour la santé
INPI	Institut national de la protection intellectuelle

INSA	Institut national des sciences appliquées de Lyon
IPPC	Integrated pollution prevention and control
IRD	Institut de recherche pour le développement
IREPS	Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé
InVS	Institut de veille sanitaire
INSEE	Institut national de la statistique et des sciences économiques
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale
LCSQA	Laboratoire central de surveillance de la qualité de l'air
LGGE	Laboratoire de glaciologie et géophysique de l'environnement
LHI	Lutte contre l'habitat indigne
MEDDTL	Ministère de l'environnement, du développement durable, des transports et du logement
METRO	Communauté d'agglomérations Grenoble-Alpes métropole
MSA	Mutuelle sociale agricole
NOx	Oxydes d'azote
NO ₂	Dioxyde d'azote
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONEMA	Office national de l'eau et des milieux aquatiques
OPCA	Organisme paritaire collecteur agréé
OPPBTP	Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics
OQAI	Observatoire de la qualité de l'air intérieur
ORHL	Observatoire régional de l'habitat et du logement
ORS	Observatoire régional de santé
OTHU	Observatoire de terrain en hydrologie urbaine
PARN	Pôle alpins sur les risques naturels
PCB	Polychlorobiphényles
PCEAT	Plan climat-air-énergie territorial
PCET	Plan climat-énergie territorial
PDU	Plan de déplacement urbain
PLU	Plan Local d'urbanisme
PLS	Plan local de santé
PM	Poussières (« particule matter »)
PME	Petites et moyennes entreprises
PMI	Petites et moyennes industries
PMS	Programme municipal de santé
PNA	Programme National Pour l'alimentation
PNSE	Plan national santé environnement
PNNS	Plan national nutrition santé
PPA	Plan de protection de l'atmosphère
PPBE	Plan de prévention du bruit dans l'environnement
PREDD	Plan régional d'élimination des déchets dangereux
PRES	Pôle de recherche et d'enseignement supérieur
PRIEC	Plan régional d'inspection et contrôle
PRS	Projet régional de santé
PRSE	Plan régional santé environnement
PSRS	Plan stratégique régional de santé
PRST	Plan régional santé travail
PSST	Plan santé-sécurité au travail
PTS	Programmes territoriaux de santé
QAI	Qualité de l'air intérieur
RGPP	Révision générale des politiques publiques

RNSA	Réseau national de surveillance aérobiologique
RSEIN	Réseau recherche santé environnement intérieur
RTR LHI	Réseau technique régional de lutte contre l'habitat indigne
RUTP	Rejet urbain par temps de pluie
SAGE	Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau
SATEP	Service d'assistance technique à l'eau potable
SCHS	Service communal d'hygiène et de santé
SCoT	Schéma de cohérence territoriale
SDAGE	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
SEG	Surveillance environnementale globale
SEMITAG	Société d'économie mixte des transports de l'agglomération Grenobloise
SERA	Association santé environnement en Rhône-Alpes
SGAR	Secrétariat général pour les affaires régionales
SIGFRiED	Système d'information Géographique - Facteurs de risques environnementaux et décès par cancer
SO ₂	Dioxyde de soufre
SPPPI	Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles
SRADDT	Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire
SRAL	Service régional de l'alimentation
SRCAE	Schéma régional climat air et énergie
TPE	Très petite entreprise
UCBL	Université Claude Bernard Lyon
UIC	Union des industries chimiques
UJF	Université Joseph Fourier
UNESCO	Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (« United Nations Educational, Scientific And Cultural Organization »)
URPS	Union régionale des professionnels de santé
ZABR	Zone atelier bassin du Rhône

2. Bibliographie

- ORS Bourgogne Franche-Comté : Diagnostic préparatoire au PRSE3 (2016)
- ORS Île-de-France : Les volets santé des Agendas 21, un levier pour les politiques locales de santé (2011)
- INPES : Recensement des acteurs-actions en Santé Environnement, Etat des lieux non exhaustif pour définir des pistes en Prévention Santé Environnement (2013)
- PRSE Bretagne : Recensement des actions visant à construire une culture en Santé Environnement avec les Bretons (2012)
- CODES/CAES/CRIPS et Graine Aquitaine : La santé-environnement en Aquitaine, Illustration par des actions locales, document préparatoire aux journées départementales (2009)
- APPA Nord-Pas-de-Calais : Recensement d'outils pédagogiques "Santé-Environnement" (2015)
- Carrefour des Pays Lorrains : Etat des lieux des actions santé-environnement en Lorraine (2014)

3. Courrier adressé aux différents partenaires informant de la conduite de l'enquête



Destinataire
Adresse

N/Réf. : n° 053/16
Objet : Enquête sur les actions santé environnement
menées en Auvergne-Rhône-Alpes en 2015-2016

Lyon, le 21 octobre 2016

Madame, Monsieur,

Dans le cadre du 3^{ème} Plan régional santé environnement (PRSE 3) de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en cours d'élaboration, plusieurs travaux préparatoires sont actuellement menés. Parmi ces travaux, une enquête va être conduite auprès de l'ensemble des organismes intervenant sur cette thématique, afin de mieux appréhender les programmes et actions menés par les différents acteurs de terrain dans la région.

L'Observatoire régional de la santé (ORS) Rhône-Alpes, missionné par le Comité technique du PRSE 3, réalise cette enquête avec le soutien financier de la DREAL et de l'ARS. L'objectif de cette enquête est de repérer et décrire, de façon succincte, l'ensemble des actions menées en santé environnement sur le territoire d'Auvergne-Rhône-Alpes au cours des années 2015 et 2016, qu'il s'agisse d'actions d'information/sensibilisation, éducation, étude, recherche, accompagnement, production de supports, etc.

Vous avez été identifié comme acteur potentiel sur cette thématique et nous vous invitons à valoriser vos actions en participant à l'enquête en ligne, accessible sur internet par le lien suivant :

http://www.balises-rhone-alpes.org/enquete_prse.php

L'enquête se déroule du 19 octobre au 25 novembre 2016. Les résultats de l'enquête seront disponibles début 2017.

N'hésitez pas, par ailleurs, à faire circuler ce lien auprès d'acteurs que vous connaissez, afin que cette enquête reflète le plus fidèlement possible la réalité de votre territoire.

Pour toute question sur cette enquête, vous pouvez contacter par mail ou par téléphone les personnes suivantes :

- Lucile Montestrucq : lucile.montestrucq@ors-rhone-alpes.org, tél : 04 72 07 46 20
- Martine Dreneau : martine.dreneau@ors-rhone-alpes.org, tél : 04 72 07 46 22

Je vous remercie de votre collaboration et vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Martine Dreneau
Directrice-adjointe

4. Questionnaire



ENQUETE SUR LES ACTIONS EN SANTE ENVIRONNEMENT MENEES EN 2015 ET 2016 DANS LA REGION AUVERGNE- RHONE-ALPES

Dans le cadre de la préparation du 3^{ème} Plan Régional Santé Environnement (PRSE3) Auvergne-Rhône-Alpes, l'ORS a été chargé de recenser par une enquête, via ce questionnaire, les différentes actions réalisées dans le champ de la santé environnement en Auvergne-Rhône-Alpes.

Vous avez été identifié comme acteur ayant pu mener des actions ou études dans le domaine de la santé environnement durant les années 2015 et 2016.

Merci de bien vouloir renseigner ce questionnaire pour chacune de vos actions (ou type d'actions, si plusieurs actions de même nature ont été réalisées).

**Champ obligatoire du questionnaire*

DESCRIPTION DE L'ACTION

1- Intitulé*

.....
.....
.....
.....

2- Objectif général

.....
.....
.....

3- Objectif opérationnel

.....
.....
.....

4- Période de l'action (année) *

2015

- 2016
- 2015-2016

Précisions (action pluriannuelle, durée en mois..) :

5- Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action (*i.e chargés de l'élaboration*) – mentionner uniquement les noms des organismes*

6- Prestataires de l'action et partenaires (*i.e chargés de la mise en œuvre opérationnelle*) – mentionner uniquement les noms des organismes
Attention, acteurs et prestataires peuvent être identiques

7- Public cible direct de l'action*

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Grand public | <input type="checkbox"/> Habitants d'un territoire spécifique (riverains...) |
| <input type="checkbox"/> Entreprises et salariés | <input type="checkbox"/> Professionnels de santé |
| <input type="checkbox"/> Décideurs (élus, administrations) | <input type="checkbox"/> Professionnels de l'environnement |
| <input type="checkbox"/> Personnes vulnérables | <input type="checkbox"/> Professionnels de santé environnementale |
| <input type="checkbox"/> Enfants / jeunes | <input type="checkbox"/> Chercheurs, enseignants |
| <input type="checkbox"/> Etudiants / scolaires | <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) : |

7 Bis - Public cible indirect de l'action

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Grand public | <input type="checkbox"/> Habitants d'un territoire spécifique (riverains...) |
| <input type="checkbox"/> Entreprises et salariés | <input type="checkbox"/> Professionnels de santé |
| <input type="checkbox"/> Décideurs (élus, administrations) | <input type="checkbox"/> Professionnels de l'environnement |
| <input type="checkbox"/> Personnes vulnérables | <input type="checkbox"/> Professionnels de santé environnementale |
| <input type="checkbox"/> Enfants / jeunes | <input type="checkbox"/> Chercheurs, enseignants |
| <input type="checkbox"/> Etudiants / scolaires | <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) : |

8- Territoire cible de l'action*

- | | |
|---------------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> Ain | <input type="checkbox"/> Loire |
| <input type="checkbox"/> Allier | <input type="checkbox"/> Puy de Dôme |
| <input type="checkbox"/> Ardèche | <input type="checkbox"/> Savoie |
| <input type="checkbox"/> Cantal | <input type="checkbox"/> Rhône |
| <input type="checkbox"/> Drôme | <input type="checkbox"/> ex-Auvergne |
| <input type="checkbox"/> Haute-Loire | <input type="checkbox"/> ex-Rhône-Alpes |
| <input type="checkbox"/> Haute-Savoie | <input type="checkbox"/> Auvergne Rhône-Alpes |
| <input type="checkbox"/> Isère | <input type="checkbox"/> Autres (à préciser)..... |

9 – Bref descriptif de l'action et méthode

.....

10 - Nature de l'action, du type d'activité*

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Information, communication, sensibilisation | <input type="checkbox"/> Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...) |
| <input type="checkbox"/> Formation | <input type="checkbox"/> Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles |
| <input type="checkbox"/> Conférence, débats, forum | <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) : |
| <input type="checkbox"/> Lieux d'accueil, d'écoute (permanence) | |
| <input type="checkbox"/> Interventions collectives (ateliers) | |
| <input type="checkbox"/> Etude, recherche, innovation | |

11- L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?

- PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
- PRSE2 Auvergne 2011-2013
- PRS Rhône-Alpes 2012-2017
- PRS Auvergne 2012-2016
- Contrat local de santé (CLS) en cours

- Villes OMS
- Agenda 21
- PRST2 Rhône-Alpes 2010-2014
- PRST2 Auvergne 2010-2014
- Autres (à préciser) :

12- Organismes financeurs de l'action

- ARS
- DREAL
- Conseil Régional
- Conseil Départemental*

- Collectivités locales*
- Fonds propres*
- Autres (à préciser) :*

13- Budget total de l'action : €

14- Quelle a été la fréquence de l'action ?

- Ponctuelle
- Répétitive dans l'année
- Suivie (ateliers, point écoute, ...), précisez.....

THEMATIQUE DE L'ACTION

15- Sources de contaminations et de nuisances

- Activités industrielles
- Activités agricoles
- Activités de soins
- Déchets
- Transports
- Risque technologique majeur (risques industriels et nucléaires, transport de matières dangereuses...)
- Risque naturel majeur (séismes, feux de forêt, inondations, tempêtes, avalanches, crues torrentielles...)
- Risques liés au climat (canicule, froid, moustiques de genre Aedes...)
- Risques liés aux animaux domestiques et sauvages
- Risques émergents (perturbateurs endocriniens, nanoparticules, etc)

16- Risques liés aux milieux d'exposition

- Air extérieur
- Air intérieur et habitat
- Eaux d'alimentation
- Eaux de baignade
- Sols
- Alimentation
- Travail
- Zone urbaine
- Ecosystème - biodiversité
- Autres (à préciser) :

Contaminants

17- Agents chimiques

- Produits phytosanitaires (insecticides, herbicides, fongicides...)
- Biocides
- Nitrates
- Métaux (arsenic, cadmium, plomb, mercure...)
- Polluants organiques (COV, HAP, dioxines et furanes...)
- Polluants atmosphériques (CO, NOx, SO2, particules...)
- Fumée de tabac
- Odeurs
- Bisphénol A
- Autres (à préciser) :

18- Agents biologiques

- Micro-organismes (bactéries, virus, parasites)
- Moisissures, cyanobactéries
- Pollens (ambroisie, etc)
- Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
- Autres (à préciser) :

19- Agents physiques

- Rayonnements ionisants (radon...)
- Rayonnements non ionisants (UV, champs électromagnétiques...)
- Bruit
- Fibres (minérales, amiante...)
- Autres (à préciser) :

20- Effets sur la santé

- Allergie
- Cancer
- Intoxication (oxycarbonée, saturnisme...)
- Maladies de l'appareil digestif
- Maladies cardio-vasculaires
- Maladies infectieuses
- Maladies neurologiques et neuro-musculaires
- Maladies respiratoires
- Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité
- Troubles métaboliques (obésité, diabète, ...)
- Troubles hormonaux
- Troubles sensoriels
- Qualité de vie / bien être
- Maladies du sang
- Traumatismes
- Troubles psychiques, santé mentale

21- Avez-vous rencontré des difficultés dans la mise en œuvre de l'action ?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

22- Si oui, sur quels points avez-vous rencontré des difficultés ?

- Méthodologie
- Les financements
- La recherche de documents
- La recherche d'outils pédagogiques
- La mobilisation de partenaires pour l'élaboration
- La mobilisation de partenaires pour la mise en œuvre
- L'animation
- La mobilisation du public
- L'inadaptation des outils
- L'évaluation
- Autres, précisez.....

23- Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

24- Si oui, avez-vous utilisé des indicateurs ?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

25- Si oui, lesquels ?

.....

26- Vos commentaires

.....

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Sigle :

Nom* :

Service :

Adresse

Rue :

Code postal :

Ville* :

Téléphone :

Email :

Site Internet :

Statut juridique* :

- Administration
- Collectivité territoriale
- Association
- Autre (à préciser).....

Personne à contacter pour des informations complémentaires sur cette action :

Nom* :

Email :

Téléphone :

MERCI DE VOS REPONSES

5. Liste des 36 actions exclues de l'analyse

	Intitulé de l'action	Objectif général
1	Vente de paniers de fruits et de légumes aux étudiants	Accompagner les étudiants vers une démarche de consommation responsable et les inciter à adopter une alimentation équilibrée.
2	Distribution de matériel de prévention auprès des associations étudiantes	Lutter contre les comportements à risques
3	Actions santé	Mieux connaître l'état de santé des jeunes pour mieux y répondre. Les amener à prendre conscience du lien important entre bonne santé, image de soi, bien-être et insertion sociale et professionnelle. Favoriser l'accès à la prévention,
4	Parcours santé	Offrir aux jeunes altiligériens qui rencontrent des difficultés d'accès aux droits et aux soins des réponses adaptées à leurs besoins dans le cadre d'un large partenariat entre le social et le médical afin de les rendre responsables et autonomes dans leurs démarches de santé.
5	Association MCPV	Lutter contre les poulaillers industriels vétustes.
6	Signature charte nationale qualité AGORES	Assoir et Valoriser la démarche qualité initiée en sensibilisant tous les acteurs
7	Hygiène et transmission des épidémies en collectivité	Montrer aux élèves d'âges différents comme aux adultes les schémas de transmissions des épidémies dans les collectivités.
8	Zone de gratuité	Eviter que des objets encore utilisables se retrouvent en déchetterie ou à l'incinérateur
9	Zone de gratuité	Permettre à la population et de pouvoir mettre à disposition des objets encore utilisables et à d'autres de le récupérer gratuitement
10	Les Locavores (TAP - activité périscolaire)	Action éducative sur l'alimentation durable
11	Vélo-Ecole "sociale" de FIT organisé par Vélo-Cité 63 à Clermont-Ferrand	En partenariat avec l'association FIT, qui accompagne des personnes en insertion sociale et professionnelle, dans le cadre du parcours dit "insertion par la mobilité" permettre aux bénéficiaires de ce dispositif l'accès à l'utilisation et à la pratique du vélo et ainsi leur permettre d'acquérir de nouvelles compétences mobilité utiles à leur parcours d'insertion socioprofessionnelle. L'objectif final des stagiaires est d'obtenir le permis de conduire automobile que FIT prépare avec une "auto-école sociale"
12	Action Vélo-Boulot-Dodo par Vélo-Cité 63 à Clermont-Ferrand	Atelier Vélo Boulot Dodo: réemploi et remise en état de vélos pour adoption par étudiants, conseils/outillage pour de l'autoréparation et de l'entretien de son propre vélo, pour développer la vélo-autonomie des utilisateurs et inciter à la remise en selle. Cela permet de multiplier le nombre de cyclistes quotidiens dans nos villes.
13	Actions d'information en faveur de l'usage de la bicyclette sur Clermont-Ferrand par Vélo-Cité 63	Démontrer que le vélo est un mode de transports à part entière et qu'il est parfaitement adapté aux déplacements urbains de courtes distances ou en intermodalité
14	Ateliers jardin	Travailler son rapport à l'alimentation (variété, saisonnalité, qualité, goût, production, cuisine, culture) via l'aliment brut dans le contexte d'un écosystème jardin respectueux de l'environnement (outils du jardinier, compost, rotation des cultures, favoriser la biodiversité, arrachage manuel des mauvaises herbes, techniques de conservation)
15	Etude de l'impact radiologique du site uranifère des Bois Noirs	Recherche et information sur le site d'extraction d'uranium des Bois Noirs où de grandes quantités de stériles miniers

		uranifères et de résidus d'extraction ont été abandonnées.
16	Journée santé destinée aux élèves	Rythme de vie sur besoins primaires
17	Lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration collective scolaire (Dispositif Etablissements Témoins)	Accompagner les politiques publiques "Gestion et Prévention des déchets" des collectivités en y intégrant un volet éducatif et les enseignants et animateurs en ALSH sur les projets "déchets"
18	DISPOSITIF PROPOUMON : repérage et évaluation systématique de l'origine professionnelle des cancers broncho-pulmonaires	Repérer, informer et identifier de manière systématique les cancers broncho-pulmonaires d'origine professionnelle et le cas échéant, accompagner les patients dans la démarche de reconnaissance en maladie professionnelle
19	DISPOSITIF PROLYMPHOME : repérage et évaluation systématique de l'origine professionnelle des lymphomes	Repérer, informer et identifier de manière systématique les lymphomes d'origine professionnelle et le cas échéant, accompagner les patients dans la démarche de reconnaissance en maladie professionnelle
20	Coins Nature	Accompagner et/ou mettre en place de manière participative un espace composé de nature dans un but écologique et éducatif
21	Information grand public sur les questions d'alimentation, santé, environnement.	Donner les moyens aux consommateurs et usagers d'être acteurs dans ces domaines.
22	Programme de prévention du surpoids, de l'obésité et de la sédentarité chez les patients atteints de cancer	Systématiser, dans le parcours de soins des patients atteints de cancer, la prévention et la prise en charge du surpoids, de l'obésité, de la prise de poids et de la sédentarité
23	Quelle alimentation pour demain ?	Mieux consommer
24	Fabrication de cosmétiques bio	Des cosmétiques meilleurs pour la santé et l'environnement
25	Peinture naturelle pour décoration	Inciter le public à utiliser des peintures naturelles
26	Atelier Santé Ville	Utiliser une démarche de santé participative qui vise à réduire les inégalités sociales en matière de santé, en s'appuyant entre autre sur le partenariat (au sens large)
27	Protection de l'environnement par le biais de la gestion de déchet en collectant le déchet à sa source et en le revalorisant en huile de chaîne de tronçonneuse 100% sans carbone d'origine volatile.	Huilétic est une association créée en 2010, agréée entreprise solidaire depuis 2011. Elle est actrice de l'économie sociale, solidaire et environnementale. Son objet "est d'agir pour la protection et le respect de l'environnement, notamment en protégeant les terres, les nappes phréatiques, les rivières et les mers de la pollution créée par le rejet sauvage des huiles alimentaires usagées (HAU) et des graisses animales et de contribuer au développement local durable en Ardèche et sur les départements limitrophes". Pour ce faire : Nous collectons gratuitement les Huiles Alimentaires Usagées, en circuit court, auprès de tous les artisans des métiers de bouche de notre département (07) et sur les départements limitrophes la Haute-Loire (43), la Drôme (26), et le Gard (30)
28	Projet santé	Maintenir une offre de service santé variée et adaptée à la demande et aux besoins des jeunes accompagnés par la Mission Locale : Temps d'accueil individuel des jeunes sur des deux sites favorisant l'accès aux droits avec le point info santé
29	Kit santé : insertion pro et santé	Sensibiliser les jeunes sur la question de la santé via un kit santé + proposer une action mutualisée avec d'autres MISSIONS LOCALES DE L'ISERE
30	Jeu POUSSCADY	Proposer une action de santé environnementale qui concerne directement les jeunes dans leur vie quotidienne ou leurs centres d'intérêts afin de favoriser un impact positif de celle ci sur le comportement quotidien de ce public

31	Conférence internationale sur l'eau dans la ville - Novatech	Faire évoluer les connaissances et les pratiques en matière de gestion durable de l'eau dans la ville, en particulier des eaux pluviales, avec une ouverture internationale
32	Les Trophées Novatech sur l'eau dans la ville	La preuve par l'exemple et amener les réseaux des acteurs de la ville (aménagement, écologie et urbanisme) à croiser le réseau des acteurs de l'eau pour bâtir ensemble des stratégies autour de l'eau dans la ville
33	Forum Eaux pluviales et aménagement	Partager une culture de la gestion durable de l'eau dans la ville avec les acteurs de l'aménagement urbain
34	Observatoire régional des opérations innovantes pour la gestion des eaux pluviales	La preuve par l'exemple : Faire valoir des opérations exemplaires de la région AURA en matière de prise en compte des eaux pluviales dans des opérations d'aménagement
35	Actions collectives de prévention santé à destination des retraités vivant à domicile	Prévention santé, maintien de l'autonomie des retraités
36	Manger+bouger = Santé	Réduire l'obésité et le surpoids, augmenter l'activité physique, diminuer la sédentarité à tous les âges

6. Liste des actions en santé environnement

Intitulé	Réactivation de la Cellule de Veille Sanitaire des Boues d'Épuration (acronyme CEVESAB)
Objectif général	La cellule de veille sanitaire a pour objectif de mettre en place une surveillance des populations animales vis-à-vis de l'usage des boues d'épuration urbaines, potentiellement vectrices de contaminants infectieux, parasitaires ou toxiques.
Objectif opérationnel	L'intérêt agronomique des boues d'épuration urbaine est contrebalancé par la présence éventuelle de contaminants : agents infectieux (bactéries, virus), parasites et toxiques. Une vigilance sanitaire concernant ces contaminants est nécessaire pour garantir la qualité des sols et des récoltes mais aussi la santé animale et humaine. La cellule de veille sanitaire a pour objectif de recenser les cas d'intoxications animales suspectées impliquant les boues puis de mener une enquête épidémiologique afin de définir la responsabilité de ces boues résiduelles. Ce projet s'inscrit pleinement dans la thématique de surveillance des populations et des milieux. Etant donnée l'activité spécifiquement vétérinaire du CNITV, la surveillance est ici centrée sur l'animal ce qui revêt un intérêt pour la santé publique puisque celui-ci constitue un précieux indicateur d'éventuelles contaminations des boues d'épuration urbaines et de leurs conséquences.
Période de l'action	2015-2016 - Action pluriannuelle 2015-2016-2017
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CNITV
Prestataires de l'action et partenaires	Centre National d'Informations Toxicologiques Vétérinaires (CNITV)
Public cible direct de l'action	Entreprises et salariés; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Vétérinaires, Agriculteurs
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Il s'agit de recenser les cas d'intoxications animales suspectées impliquant les boues puis de mener une enquête épidémiologique afin de définir la responsabilité de ces boues résiduelles. Concernant les animaux de rente qui pâturent sur des aires soumises à un plan d'épandage des boues d'épuration urbaines, la connaissance du nombre de cas d'intoxications réelles et du nombre total d'animaux exposés permettra de réaliser une estimation chiffrée du risque sanitaire dans cette situation donnée. La mise à disposition de tout usager d'un interlocuteur unique qui dispose d'une expertise certaine concernant l'épandage des boues d'épuration urbaines est un autre objectif de la réactivation de la cellule de veille sanitaire vétérinaire. En effet, l'épandage de boues résiduelles peut générer des questions ou des inquiétudes chez de nombreux usagers, en particulier chez les non professionnels (ex. les riverains). Il est important que ces personnes aient accès à une information scientifique de qualité adaptée à leur niveau de compréhension et aux inquiétudes qui motivent l'appel. Si cet élément d'information n'était pas pris en compte, les riverains risqueraient de considérer l'épandage agricole de boues d'épuration urbaines uniquement comme une nuisance. Enfin, les données ainsi récoltées seront exploitées dans l'optique d'une diffusion des connaissances acquises auprès des professionnels de la filière : vétérinaires praticiens, Directions Départementales de la Protection des Populations, Groupements de Défense Sanitaire... L'information qui sera synthétisée et disséminée concernera d'une part l'estimation du risque sanitaire associé à l'épandage agricole de boues d'épuration urbaines (cette estimation sera par ailleurs chiffrée pour les animaux de rente), d'autre part les enseignements qui auront été retirés des accidents étudiés, le but étant d'améliorer les pratiques pour diminuer le risque d'incident.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	ADE
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles; Déchets; Risques liés aux animaux domestiques et sauvages; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Sols; Alimentation
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Métaux; Polluants organiques
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Intoxication
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	Centre National d'Informations Toxicologiques Vétérinaires - CNITV
Service - mail	cnitv@vetagro-sup.fr
Code postal Ville	69280 MARCY L ETOILE
Statut juridique	Association

Intitulé	Santé et pollution électromagnétique artificielle
Objectif général	Informier le public mais aussi les mondes politiques, médicaux, sociaux et médiatiques sur cette grave problématique sanitaire induite par les pollutions électromagnétiques des Hyper et Basse fréquences dues au développement excessif des nouvelles technologies du sans fil et du tout électrique.
Objectif opérationnel	Amener chacun à se remettre en question vis à vis de la dangerosité des OEM sur le vivant (humain, faune et flore), adopter des mesures de précaution, modifier ses habitudes comportementales pour soi et son entourage.
Période de l'action	2015-2016 - multiples opérations ponctuelles depuis la création de poem26 en 2011
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	POEM26
Prestataires de l'action et partenaires	association POEM26
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Conférences en région Rhones Alpes mais aussi à l'assemblée nationale avec explication sur ce que sont les oem et le mecanisme d'action sur le corps sensoriel réactif. quels sont les différents émetteurs dans et à l'exterieur du lieu de vie
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Lieux d'accueil, d'écoute (permanence); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...); Accompagnement
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales; subventionné par la ville de Romans sur Isère
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - conference entre 2et 5 par an, correspond à un mi temps pour la presidente : ecoute telephonique selon le demande, depalcement pour mesure et recherche de lieux sans onde
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités de soins; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité; divers lieux de vie(habitat, travail, lieux public,de sante, d'enseignement, spirituel..
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements non ionisants
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies de l'appareil digestif; Maladies cardio-vasculaires; Maladies infectieuses; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Maladies du sang; Traumatismes; Troubles psychiques, santé mentale; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Prévention ondes électromagnétique Drome - POEM26
Service - mail	poem26@ymail.com
Code postal Ville	26100 ROMANS SUR ISERE
Statut juridique	Association

Intitulé	MediATeS - Animation territoriale et sensibilisation autour de la question des médicaments dans l'eau
Objectif général	Sensibiliser à la problématique des médicaments dans l'eau
Objectif opérationnel	Bâtir les messages et développer les supports dans le cadre d'une démarche expérimentale d'animation territoriale entre professionnels de la santé et professionnels de l'eau
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	GRAIE; SIPIBEL; IRMISE
Prestataires de l'action et partenaires	GRAIE et groupement d'étude (Claire Tillon, Myriam Poitou, Sandra decelle-Lamothe)
Public cible direct de l'action	Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	Haute-Savoie; Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	En appui sur l'étude stratégique réalisée dans le cadre du projet interreg franco-suisse Irmise et sur le site pilote de Bellecombe (SIPIBEL) depuis 2012 : - animation d'un groupe de travail pour élaborer les messages, les supports et participer à la diffusion - identification des porteurs de messages et vecteurs de diffusion - analyse des nouvelles pratiques de soin : HAD
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...); Production de notes de synthèse
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; Plan national micropolluants
Organismes financeurs de l'action	ARS; Conseil Régional; Conseil Départemental; Fonds propres; - DGS - Ministère de la santé - ARS Rhône-Alpes - Région AURA - Département 74 -Fonds Propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux d'alimentation; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Biocides; Polluants organiques; Médicaments
Contaminants Agents biologiques	Antibiorésistance
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Elodie Brelot - GRAIE
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Moustiques et gestion des eaux pluviales
Objectif général	Acquérir des connaissances sur la présence de moustiques dans les ouvrages de gestion des eaux pluviales, notamment pour préserver la santé des personnes travaillant dans ces ouvrages et à proximité
Objectif opérationnel	Depuis 1995, le Grand Lyon a mis en place une politique de partage de la gestion des eaux pluviales entre le public et le privé et mène des actions de valorisation de l'eau dans la ville. Depuis cette date, les ouvrages de gestion des eaux pluviales ouverts au public se sont multipliés et génèrent de nouvelles formes de paysages en centre urbain et en périurbain. La réussite de ces opérations ne doit pas occulter les difficultés rencontrées encore aujourd'hui par les services sur ces techniques, notamment par la présence de biodiversité adverses dont les moustiques.
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Métropole de Lyon; OTHU; GRAIE
Prestataires de l'action et partenaires	La métropole de Lyon
Public cible direct de l'action	Professionnels de l'environnement; Chercheurs, enseignants; Professionnels de l'assainissement, professionnels de la ville
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Diffusion : Porter à connaissance les résultats de la recherche notamment acquis en appui sur l'OTHU Etudes : Campagnes de prélèvements spécifiques sur les moustiques au sein d'ouvrages d'infiltrations : 15 bassins de rétention et/ou infiltration et 2 toitures végétalisées sur le territoire étendu de la Métropole de Lyon ont été échantillonnées une fois par mois de mai à novembre 2016 afin de vérifier si des moustiques s'y développaient. Au sein des bassins, toutes les parties en eau étaient échantillonnées. Les prélèvements s'effectuaient à l'aide d'un filet pour retenir les larves de moustiques, qui étaient ensuite mis en éclosoir pour pouvoir les identifier
Nature de l'action, du type d'activité	Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...); Production de notes de synthèse
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Lutte contre la dissémination du moustique tigre
Organismes financeurs de l'action	"-Agence de l'eau RMC - Metropole de Lyon - Ministère de la Recherche
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Risques liés au climat; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Moustiques
Contaminants Agents physiques	température, conductivité
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Elodie Brelot - GRAIE
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Etat des lieux santé environnement préalable au PRSE3
Objectif général	Faire un état des lieux régional de la santé environnementale
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ORS RA; CEREMA
Prestataires de l'action et partenaires	Observatoire régional de la santé CEREMA
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE3 à venir
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Transports; Risque technologique majeur; Risque naturel majeur; Risques liés au climat; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Nitrates; Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants; Bruit
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Maladies de l'appareil digestif; Maladies cardio-vasculaires; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Troubles métaboliques; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Observatoire régional de la santé -
Service - mail	
Code postal Ville	69001 LYON 01
Statut juridique	Association

Intitulé	Ateliers en santé environnementale et sensibilisation sur les risques auditifs
Objectif général	Promouvoir la politique de santé environnementale de la Région Rhône-Alpes. Permettre aux jeunes de faire des choix favorables à leur santé en prenant en compte leur environnement. Développer auprès des jeunes des réflexes de protection de leurs systèmes auditifs lors d'écoute de musiques amplifiées
Objectif opérationnel	Réfléchir sur l'impact sur la santé de son choix d'alimentation Evoquer les risques sur la santé concernant l'utilisation des produits cosmétiques Informer et échanger avec les jeunes sur les risques auditifs pris dans les milieux festifs
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mission Locale des Monts D'Or et des Monts du Lyonnais
Prestataires de l'action et partenaires	Mutualité Française
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Deux ateliers en santé environnementale ont été mis en place. Les informations en santé environnementale ont été relayées par 2 chargées de promotion de la santé de la Mutualité du Rhône. Le temps d'animation est d'environ 2h30. Le 1er atelier était un jeu de plateau permettant d'avoir des questions réponses. Le deuxième atelier était un quizz et un échange interactif. A la fin de l'animation, les jeunes repartent avec des documents d'informations sur comprendre les labels, savoir déchiffrer les étiquettes et le calendrier des fruits et légumes de saison. Un stand a été mis en place sur les risques auditifs qui était tenu par deux animatrices en prévention santé de l'Association Avenir Santé. La réception du public s'est faite sur le flux.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Alimentation; cosmétiques
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Cancer; Maladies respiratoires; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	MISSION LOCALE DES MONTS D OR ET DES MONTS DU LYONNAIS -
Service - mail	d.ferra@missloc.org
Code postal Ville	69160 TASSIN LA DEMI LUNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Axe scientifique du Cancéropôle CLARA : Environnement, nutrition, épidémiologie et cancer
Objectif général	Ouvrir en faveur de la recherche interdisciplinaire concernant les facteurs environnementaux et nutritionnels en lien avec la survenue des cancers et contribuer à la prévention des cancers
Objectif opérationnel	Accompagner la structuration des équipes de recherche académique et clinique à l'échelle d'Auvergne-Rhône-Alpes et favoriser le décloisonnement disciplinaire pour faire naître de nouvelles orientations de recherche Développer et soutenir des projets de recherche interdisciplinaires, associant épidémiologie, biologie moléculaire et approches spatiales concernant l'association des cancers en lien avec les expositions environnementales et professionnelles Développer et soutenir des projets de recherche interdisciplinaires, concernant les facteurs nutritionnels (alimentation et activités physique) chez les patients atteints de cancer Contribuer à la prévention des cancers liés aux facteurs environnementaux, professionnels et nutritionnels, en proposant des implémentations des recommandations nationales
Période de l'action	2015-2016 - Action pluriannuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CLARA
Prestataires de l'action et partenaires	Centre International de Recherche sur le Cancer, Inserm, INRA, Université de Lyon, Université Clermont Auvergne, Hospices Civils de Lyon, CHU de Clermont-Ferrand, Centre Léon Bérard, Centre Jean Perrin, Centre de Recherche de Cancérologie de Lyon, CENS (Centre Européen Nutrition Santé), Institut des sciences analytiques (ISA), Unité de Nutrition Humaine, Centre de Recherche en Nutrition Humaine Auvergne et Rhône-Alpes
Public cible direct de l'action	Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Dès 2007, le CLARA a mis en place un axe Nutrition, Métabolisme et Cancer. En 2011, cet axe a évolué significativement pour intégrer plus largement l'ensemble des dimensions environnementales et comportementales en lien avec le cancer. Pour la période 2015-2017, les efforts visent à soutenir la recherche dans ces thématiques, répondant en particulier aux objectifs 11 et 12 du Plan Cancer 3 qui ambitionne de « donner à chacun les moyens de réduire son risque de cancer ». Cette action traite en priorité de l'importance des facteurs de développement des cancers en lien avec l'alimentation, l'activité physique, le travail et l'environnement. Sur le volet des facteurs environnementaux, l'accent est donné aux études visant à mieux comprendre les liens entre cancer et environnement dans l'optique de protéger les populations des expositions à risque et de prévenir des cancers liés au travail ou à l'environnement. L'exposition aux pesticides, en particulier dans un contexte professionnel, et aux perturbateurs endocriniens est particulièrement étudiée, dans une dynamique impliquant à la fois des toxicologues, des médecins, des géographes et en faisant appel à des ressources en bioinformatique. Cette démarche est soulignée par la structuration d'un programme visant à évaluer l'exposition aux pesticides des populations dans une région viticole. Sur le volet des facteurs comportementaux, la priorité pour 2015-2017 est donnée à des études proposant des interventions nutritionnelles et d'activité physique adaptées et sur l'impact de la qualité des aliments dans le développement des cancers (gras, contaminants, composés néoformés...). L'objectif est notamment de pouvoir proposer des programmes validés pour les malades pendant leur traitement et après la maladie en consolidant la compréhension des mécanismes sous-jacents par des études métaboliques et de suivi des comportements alimentaires.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Etude, recherche, innovation; Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRSE2 Auvergne 2011-2013; PRS Rhône-Alpes 2012-2017; PRS Auvergne 2012-2016; Plan Cancer 2014-2019, Contrat d'Objectifs et Performance 2015-2017 du CLARA
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; Conseil Départemental; Collectivités locales; Institut National du Cancer
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - Animation de la communauté régionale (séminaire, atelier de travail, diffusion des résultats, accompagnement au montage de projets de recherche, financement et suivi de projets, actions auprès du grand public
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Déchets; Transports; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Sols; Alimentation; Travail; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants
Effets sur la santé	Cancer
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Cancéropôle Lyon Auvergne-Rhône-Alpes - CLARA
Service - mail	infos@canceropole-clara.com
Code postal Ville	69007 LYON 07
Statut juridique	Autres - Fondation reconnue d'utilité publique

Intitulé	Sensibilisation d'un large public sur l'air intérieur Sensibilisation sur divers autres thèmes santé environnement
Objectif général	Sensibilisation sur la qualité de l'eau (référence documents publiés par l'ARS), les déchets, les pesticides, l'assainissement individuel des eaux usées, les labels et signes de qualité Agir sur les causes des nuisances de l'air intérieur
Objectif opérationnel	idem
Période de l'action	2015-2016 - actions pluriannuelles
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CLCV
Prestataires de l'action et partenaires	clcv partenariat avec le chru
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Ardèche; Cantal; Drôme; Haute-Loire; Haute-Savoie; Isère; Loire; Puy de Dôme; Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Information du public lors de permanences dans 30 villes de la région Utilisation de plaquettes éditées par la CLCV au niveau national ou local Tenue de stands lors de forums d'association, lors de la semaine du développement durable Action
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès du grand public; Conférence, débats, forum; Lieux d'accueil, d'écoute (permanence); Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Auvergne 2011-2013; PRS Auvergne 2012-2016
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Déchets; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires
Contaminants Agents biologiques	Moisissures, cyanobactéries; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies respiratoires; Troubles psychiques, santé mentale; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	CONSOMMATION - LOGEMENT - CADRE DE VIE - C.L.C.V.
Service - mail	intervention dans 30 localités de la région AURA et action particulière sur Clermont-Ferrand - puy-de-dome@clcv.org
Code postal Ville	63000 CLERMONT FERRAND
Statut juridique	Association

Intitulé	Participation au comité territorial Loire (devenu Loire Haute Loire) de Air Rhône-Alpes (devenu ATMO Auvergne Rhône-Alpes)
Objectif général	Relayer au sein de notre association et au delà les informations concernant la qualité de l'air. Essayer de sensibiliser les élus locaux à ces problématiques.
Objectif opérationnel	Notre association ADSE siège dans le collège 4 en représentation de l'association Santé Environnement Rhône-Alpes (SERA)
Période de l'action	2015-2016 - réunions 3 fois par an
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ADSE
Prestataires de l'action et partenaires	ADSE en représentation de SERA
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	Haute-Loire; Loire
Bref descriptif de l'action et méthode	Participation active régulière aux réunions du Comité Territorial Loire-Haute-Loire (ex Loire) de ATMO AUVERGNE RHONE-ALPES (ex AIR RHONE-ALPES), assurée par Jacques PETIT médecin (retraité) et secrétaire de l'ADSE.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Transports; Risques liés au climat; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Christiane PARET présidente Jacques PETIT secrétaire - ADSE(Association pour la Défense de la Santé et de l'Environnement)
Service - mail	adse.forez@orange.fr
Code postal Ville	42110 FEURS
Statut juridique	Association

Intitulé	Étude sur les coûts du désamiantage
Objectif général	Objectiver les coûts du désamiantage pour des opérations de réhabilitation ou de démolition de bâtiment.
Objectif opérationnel	Production d'une grille d'analyse à partir d'un retour d'expériences sur 4 opérations Diffusion de la grille à plusieurs maîtres d'ouvrages, afin de récolter des données sur plusieurs opérations de désamiantage Constitution d'une base
Période de l'action	2016 - Action démarrée en 2016 et toujours en cours, se poursuivra sur 2017.
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	DREAL ARA; DDT26; DDT38; DDT69; DDT73; ARRA HLM; FFB; CAPEB; Région ARA; Lyon Métropole Habitat
Prestataires de l'action et partenaires	CEREMA (laboratoire d'Autun), maître d'oeuvre de l'étude
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Bailleurs sociaux, maîtres d'ouvrages
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	DREAL
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Déchets
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Fibres
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Service - mail	HCVD -
Code postal Ville	69006 LYON 06
Statut juridique	Administration

Intitulé	Création d'un jeu de plateau : dépollu'Air
Objectif général	Sensibiliser le grand public sur la thématique de l'air de manière ludique
Objectif opérationnel	Création de l'outil et lancement de l'édition Etude de besoins à l'échelle nationale
Période de l'action	2015-2016 - 32 mois
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	OIKOS; Métropole de Lyon; ADES; ARS
Prestataires de l'action et partenaires	Editeur et designer : Mouche à Oreille
Public cible direct de l'action	Grand public; Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Réalisation d'une veille pédagogique des outils sur la qualité de l'air. Réalisation d'une étude des besoins. Conception d'une maquette de jeu de plateau Edition du jeu Vente
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	ARS; Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Odeurs
Contaminants Agents biologiques	Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Fibres
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	OIKOS
Service - mail	
Code postal Ville	69890 LA TOUR DE SALVAGNY
Statut juridique	Association

Intitulé	Santé environnementale sous ses différents aspects
Objectif général	Favoriser la compréhension des mécanismes par lesquels l'environnement local et global peut affecter la santé. Faire découvrir les solutions d'actions simples et accessibles à tous pour réduire les atteintes à l'environnement et à la santé.
Objectif opérationnel	Objectifs opérationnels très nombreux en regard des thèmes, des modes d'actions et des publics rencontrés
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ecoles de soignants; Collèges; Lycées; Mutuelles; Entreprises; Collectivités; Associations
Prestataires de l'action et partenaires	J'interviens à titre personnel (société Environnement Santé formation) ou pour le compte d'associations (SERA, C2DS, WECF...), mais aussi pour des mutuelles, entreprises, collectivités....
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Ain; Ardèche; Drôme; Haute-Savoie; Isère; Loire; Puy de Dôme; Savoie; Rhône; ex-Auvergne; ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Descriptif des actions :</p> <p>Très variables selon les populations, les thèmes.... Conférences, formations, sensibilisation, cours....</p> <p>Méthodes :</p> <p>Très variables selon les populations, les thèmes.... intervention magistrales, travaux de groupes, travaux sur les représentations...</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès du grand public; Formation auprès de professionnels; Conférence, débats, forum; Interventions collectives; Production d'outils, de support; Assessment
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017; Contrat local de santé (CLS) en cours; Agenda 21
Organismes financeurs de l'action	ARS; Conseil Régional; Conseil Départemental; Collectivités locales; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Activités de soins; Déchets; Transports; Risque technologique majeur; Risques liés au climat; Risques liés aux animaux domestiques et sauvages; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Alimentation; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Bisphénol A; bruits, rayonnements, contaminants dans biens de consommations (jouet, textiles, cosmétiques..)
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants; Bruit; Fibres
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Maladies de l'appareil digestif; Maladies cardio-vasculaires; Maladies infectieuses; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Maladies du sang; Troubles psychiques, santé mentale; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Environnement Santé Formation -
Service - mail	eco.infirmier@gmail.com
Code postal Ville	73100 AIX LES BAINS
Statut juridique	Autres - indépendant

Intitulé	Inondations urbaines et crues
Objectif général	Obtenir des outils de simulations fiables pour (i) prévoir les risques encourus par les riverains lors d'inondations urbaines et (ii) les risques associés à l'inondation de bâtiments lors des crues entraînant des pollutions (chimique ou radioactive).
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2015-2016 - Les laboratoires sont engagés dans un projet ANR. L'action fait partie ds projets des laboratoires à l'échelle quinquennale.
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	INSA; IRSTEA
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Professionnels de l'environnement; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	L'action allie des mesures en laboratoire (canaux, carrefours de canaux) et des simulations numériques pour connaître les profondeurs et les vitesses locales (responsables du risque d'emporter des riverains ou des véhicules), les débits, le mélange des eaux de surface et du réseau d'assainissement enterré, etc. La comparaison des résultats de simulation avec les expériences permet (i) d'évaluer les codes et de les caler pour obtenir des outils de simulation fiable et (ii) d'opérer le changement d'échelle nécessaire pour traiter les différentes situations.
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Appel d'offre ANR
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres; ANR
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - politique pluriannuelle des laboratoires concernés, Schéma National de la Recherche
Sources de contaminations et de nuisances	Risque technologique majeur; Risque naturel majeur
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes
Contaminants Agents physiques	Radioactivité (Centrales nucléaires)
Effets sur la santé	Cancer; Maladies de l'appareil digestif; Maladies infectieuses; Traumatismes
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Institut National des Sciences Appliquées de Lyon - INSA Lyon
Service - mail	Laboratoire de Mécanique des Fluides et d'Acoustique -
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Autres - EPST

Intitulé	Autorité de Sureté nucléaire: Radon
Objectif général	Contrôle du respect de la réglementation lié au radon pour les établissements d'enseignement publics en Auvergne-Rhône-Alpes
Objectif opérationnel	Vérifier le respect de la réglementation sur l'exposition au radon pour les établissements publics d'enseignement
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ASN
Prestataires de l'action et partenaires	ASN
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	Allier; Ardèche; Cantal; Haute-Loire; Loire; Puy de Dôme; Savoie; Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Les collèges et lycée publics sont gérés par les conseils généraux et les conseils régionaux. L'ASN a mené auprès des huit conseils généraux (+grand Lyon) et des deux conseil régionaux des inspections visant à contrôler que la réglementation liée à l'exposition au Radon dans les lieux d'enseignement était respectée. En particulier la réglementation prévoit un dépistage périodique et des mesures de remédiation en cas de concentration supérieure au seuil. Parallèlement, une enquête à distance a été menée auprès des mairies à propos de la gestion du risque Radon dans les écoles publiques.
Nature de l'action, du type d'activité	Inspection/contrôle
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRSE2 Auvergne 2011-2013
Organismes financeurs de l'action	
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Risque naturel majeur
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants
Effets sur la santé	Cancer; Maladies respiratoires; Maladies du sang
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Autorité de sureté nucléaire - ASN
Service - mail	Pôle NPX -
Code postal Ville	69006 LYON 06
Statut juridique	Administration

Intitulé	Covigilance Risques sanitaires et environnementaux des nanos et Zoom sur les nanos dans l'agriculture
Objectif général	Sensibiliser et informer les acteurs relais sur les risques sanitaires et environnementaux associés aux nanomatériaux Poser les bases d'une vigilance collective autour de ces risques par les pouvoirs publics, les associations, les entreprises
Objectif opérationnel	Elaborer puis favoriser la diffusion du guide "Nanomatériaux et risques pour la santé et l'environnement - Soyons vigilants !" (soutenu dans le cadre de l'AAP 2014) et son appropriation par les acteurs relais et le grand public
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	AVICENN
Prestataires de l'action et partenaires	AVICENN (Association de veille et d'information citoyenne sur les enjeux des nanosciences et des nanotechnologies), EnviteRA, ISARA (Institut supérieur d'agriculture et d'agroalimentaire Rhône-Alpes), IG2E
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants; préventeurs de santé, CHSCT, .
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Rédaction puis diffusion du livre "Nanomatériaux et risques pour la santé et l'environnement - Soyons vigilants !" aux acteurs relais en santé environnement et aux journalistes Recherche et compilation d'informations complémentaires sur le site
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRSE2 Auvergne 2011-2013
Organismes financeurs de l'action	ARS; Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Activités de soins; Déchets; Transports; Risque technologique majeur; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Alimentation; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Métaux; nanoparticules
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies de l'appareil digestif; Maladies cardio-vasculaires; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles hormonaux
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Association de Veille et d'Information Civique sur les Enjeux des Nanosciences et des Nanotechnologies - AVICENN
Service - mail	contact@avicenn.fr
Code postal Ville	69004 LYON 04
Statut juridique	Association

Intitulé	Expertise sur la présence d'amiante environnemental (naturel) sur des sites en cours de creusement
Objectif général	Analyse géologique dans des terrains cristallins et diagnostic de la présence d'amiante
Objectif opérationnel	Réduire les expositions liées aux affleurements naturels d'amiante
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	BRGM ARA
Prestataires de l'action et partenaires	BRGM Auvergne -Rhône Alpes BRGM Orléans
Public cible direct de l'action	Entreprises et salariés
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Les objectifs d'une telle mission d'expertise sont les suivants : -Analyse des échantillons naturels de roche ; -Analyse en lames mince des échantillons prélevés ; -Si des cristallisations fibreuses sont découvertes, ces dernières feront l'objet d'analyses spécifiques par microsonde ionique et microscopie électronique.
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Lien direct avec exploitants d'ouvrages
Organismes financeurs de l'action	Exploitants d'ouvrages
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Risque naturel majeur
Risques liés aux milieux d'exposition	Travail
Contaminants Agents chimiques	Amiante
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Fibres
Effets sur la santé	Maladies respiratoires
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	Bureau des recherches géologiques et minières - BRGM
Service - mail	BRGM Auvergne - Rhône Alpes - s.buschaert@brgm.fr
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Autres - EPIC

Intitulé	Second colloque sur les risques professionnels des verriers - Givors 10 octobre 2015
Objectif général	Recherche des causes des maladies professionnelles des verriers de Givors, à partir d'une étude de santé des anciens verriers réalisée en 2009.
Objectif opérationnel	Réaliser un point public d'étape, le premier colloque avait eu lieu en 2012.
Période de l'action	2015 - Ponctuelle, ce colloque, mais s'inscrit dans une action de longue durée engagée depuis sept ans (2009)
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Association des anciens verriers de Givors
Prestataires de l'action et partenaires	Le colloque était organisé par l'Association des anciens verriers de Givors en partenariat avec le Conseil régional Rhône-Alpes, l'INSERM/CNRS, la ville de Givors et des syndicats de la fédération CGT du verre-céramique
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	ex-Auvergne; ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Ce second colloque avait pour ambition à partir d'un point d'étape de cette action engagée depuis 2009 d'organiser un débat afin d'élargir la connaissance et la sensibilisation sur les risques professionnels auxquels sont exposés les ouvriers verriers dans leur activité quotidienne : exposés à l'amiante et aux produits chimiques d'une façon générale. Identifier et populariser les avancées de la connaissance avec les études menées dans les entreprises (Carsat Rhône-Alpes sur quatre verreries en activité: "Evaluation de l'exposition aux produits chimiques du personnel en verreries de verre creux de la région Rhône-Alpes Années 2012-2013") et trois études de brouillard d'huile à Veauche (42) et Puy-Guillaume (63) réalisées par des toxicologues sur démarches des CHSCT des unités de production).</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Lieux d'accueil, d'écoute; Interventions collectives (ateliers); Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support; Accompagnement
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Contrat local de santé (CLS) en cours
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; Collectivités locales; Fonds propres; Inserm/CNRS, syndicats
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles
Risques liés aux milieux d'exposition	Travail
Contaminants Agents chimiques	Métaux; Polluants organiques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit; Fibres; Hautes températures
Effets sur la santé	Cancer; Maladies de l'appareil digestif; Maladies cardio-vasculaires; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Maladies du sang; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Association des anciens verriers de Givors
Service - mail	assovertiers@free.fr
Code postal Ville	69700 GIVORS
Statut juridique	Association

Intitulé	Surveillance et information des concentrations de pollens et de moisissures présents dans l'air extérieur
Objectif général	Informar la population allergique de la présence en pollens et spores allergisants sur leur région
Objectif opérationnel	Mise en place de capteurs de pollens fonctionnant pendant toute la période de pollinisation des plantes Distribution de l'information
Période de l'action	2015-2016 - Action pluri-annuelle, effective de février à septembre de chaque année
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	RNSA; Associations ATMO AURA
Prestataires de l'action et partenaires	Centres indépendants d'analyse des pollens
Public cible direct de l'action	Grand public; Professionnels de santé; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Le RNSA entretient chaque année un réseau de 15 capteurs qui fonctionnent sur l'ensemble de la saison pollinique. Une maintenance hebdomadaire des capteurs est effectuée pour récupérer un échantillon pour chaque capteur. L'échantillon est ensuite analysé dans un centre d'analyse agréé par le RNSA. Les données recueillies sont centralisées au RNSA qui en fait la diffusion toutes les semaines par différents moyens de communication.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRSE2 Auvergne 2011-2013
Organismes financeurs de l'action	ARS; Collectivités locales; Fonds propres; DGS, ADEME, MEEM
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - Hebdomadaire
Sources de contaminations et de nuisances	Risques liés au climat
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Moisissures, cyanobactéries; Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	Réseau National de Surveillance Aerobiologique - RNSA
Service - mail	rnsa@rnsa.fr
Code postal Ville	69690 BRUSSIEU
Statut juridique	Association

Intitulé	Programme d'actions d'Information des publics Cancer Environnement
Objectif général	(1) produire des informations de référence actualisées sur les liens cancer-environnement, rendre accessible auprès des différents publics les résultats des actions menées, (2) améliorer les connaissances sur les expositions environnementales et les risques de cancer du sein par des approches interdisciplinaires validées à partir d'un système d'information géographique (SIG) et d'approches novatrices de modélisation des
Objectif opérationnel	Elaboration de fiches d'information thématiques et actualisation du portail cancer-environnement.fr. Sensibilisation, communication et promotion auprès des publics Poursuite du projet GEO3N : caractérisation des sources émettrices de dioxines, et estimation de l'exposition des femmes résidant en région Rhône-Alpes (géocodage par SIG) et évaluation de l'association entre cette exposition aux dioxines et le risque de cancer du sein
Période de l'action	2015-2016 - convention annuelle d'objectifs et de moyens
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CLB
Prestataires de l'action et partenaires	Centre Léon Bérard et ses partenaires scientifiques et institutionnels régionaux
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Professionnels de santé; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Des synthèses de données scientifiques, médicales et techniques sur les liens cancer-environnement sont réalisées et validées afin d'enrichir les contenus du portail d'information de référence www.cancer-environnement.fr . Il s'agit de fiches d'information qui détaillent l'état des connaissances actuelles sur un agent ou une substance et les risques de cancer associés et facilite l'accès à des documents de référence pour aller plus loin et appréhender le sujet dans sa globalité. Les différents contenus sont mis à jour grâce à une veille scientifique et documentaire régulière. Ce portail développe également une lettre d'information trimestrielle, un bulletin de veille hebdomadaire et répond à des questions d'internautes. Un suivi régulier du référencement et des statistiques du portail permet une optimisation continue des contenus. Des actions de sensibilisation des acteurs santé environnement, des professionnels de santé et de communication au grand public sont menées pour faciliter l'accès à l'information sur cancer-environnement et les derniers résultats de recherche dans le domaine, encourager les échanges et mieux hiérarchiser les risques de cancer en lien avec l'environnement et renforcer la prévention. Le programme d'actions s'intéresse également à l'étude des expositions aux dioxines et risques de cancer du sein (GEO3N), et à l'étude de l'exposition chronique à faible dose aux polluants xénoestrogènes dans l'air ambiant et risque de cancer du sein (GEO3N-XENAIR) en région Rhône-Alpes, en s'appuyant sur le développement collaboratif et interdisciplinaire d'un SIG et d'un travail de modélisation, en partenariat avec de nombreux acteurs régionaux, nationaux et internationaux.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Conférence, débats, forum; Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	facteurs environnementaux, professionnels et nutritionnels
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Cancer
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Centre Léon Bérard - CLB
Service - mail	Département Cancer Environnement - julien.carretier@lyon.unicancer.fr
Code postal Ville	69008 LYON 08
Statut juridique	Autres - Etablissement de santé privé d'intérêt collectif

Intitulé	Gestion de la plateforme signalement ambroisie
Objectif général	Chaque personne (particuliers ou non) peut effectuer le signalement d'un ou plusieurs plants d'ambroisie sur la région Auvergne Rhône Alpes. Le signalement est transféré à un référent de la commune concernée pour qu'il s'en occupe.
Objectif opérationnel	Coordination de terrain, gestion de la hotline (téléphone, mail), information et signalements, aide pour les référents ambroisie, gestion « au quotidien » : saisie signalements reçus par mail et téléphone, gestion profils utilisateur, formation, communication, bilan, suivi des actions, relance des référents...
Période de l'action	2015-2016 - action pluriannuelle - sur 4 mois de juin à septembre
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	RNSA; ARS
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Professionnels de l'environnement
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Mesure des pollens, information sur le risque allergique, gestion de la hotline de la Plateforme Signalement-Ambroisie, avec information, vérification, intégration, transfert des demandes qui arrivent aussi bien de la part des particuliers que des référents ambroisie grâce aux différents canaux de signalement. Formation des référents pour l'utilisation de la plateforme conjointement avec les ARS. Intervention ponctuel dans des manifestations pour présentation de la plateforme et sensibilisation à l'allergie aux pollens d'ambroisie
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles; Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	Réseau National de Surveillance Aérobiologique - RNSA
Service - mail	rnsa@rnsa.fr
Code postal Ville	69690 BRUSSIEU
Statut juridique	Association

Intitulé	Evaluation de l'impact médico-sanitaire de l'allergie à l'ambroisie
Objectif général	Estimer le coût sanitaire de l'allergie au pollen d'ambroisie
Objectif opérationnel	Calcul du coût à partir des données de remboursement du régime général (hors SLM)
Période de l'action	2015-2016 - action annuelle depuis 2008
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ARS
Prestataires de l'action et partenaires	ARS
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes; Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Le ciblage des personnes présumées allergiques à l'ambroisie s'effectue à partir des données de remboursements de médicaments anti-allergiques sur la période de pollinisation de l'ambroisie. Une fois les personnes ciblées, les autres coûts de santé (consultation, tests de dépistage, désensibilisation, traitements médicamenteux et arrêts de travail) sont recherchés. Les données sont recueillies au niveau communal pour permettre de mettre en relation la cartographie des "allergiques" avec la cartographie des "pollens".
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	GELAS - ARS
Service - mail	Eudes et Prospective - DDEPI- DSPAR - anny.gelas@ars.sante.fr
Code postal Ville	69003 LYON 03
Statut juridique	Administration

Intitulé	ORHANE: Observatoire Régional Harmonisé Auvergne-Rhône-Alpes des Nuisances Environnementales
Objectif général	Offrir un outil régional d'identification et de hiérarchisation de l'exposition du territoire aux nuisances Air et Bruit. Favoriser une meilleure prise en compte croisée des impacts environnementaux dans les plans d'actions et une meilleure connaissance des territoires rhônalpins les plus exposés au bruit et à la pollution
Objectif opérationnel	Développer un site internet rassemblant l'ensemble des cartes calculées: http://www.orhane.fr/
Période de l'action	2015-2016 - Action pluriannuelle (2012-...)
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Acoucté; Air RA; CEREMA; Ministère de l'environnement; DREAL ARA; Région RA
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	D'un point de vue méthodologique, les cartes ORHANE sont générées par croisement de cartes de qualité de l'air et de bruit, ces dernières étant obtenues par modélisation numérique. Air : deux cartes de qualité de l'air sont prises en compte : la moyenne annuelle de dioxyde d'azote NO2 et le nombre annuel de dépassements du seuil journalier en particules PM10. Tous les types de sources sont prises en compte (transports, agriculture, résidentiel, industrie...) Bruit : trois cartographies du bruit sont prises en compte : le bruit routier, ferroviaire et aérien (exprimé en Lden définissant un niveau de bruit moyen sur 24h). Le caractère événementiel de certains bruits n'est pas pris en compte : klaxons, véhicules de secours, livraisons, bruits de voisinage, commerces (bars, restaurants...) ... Les cartographies de pollution atmosphérique et de bruit utilisées pour ORHANE ont une résolution spatiale de 10 mètres. Ces cartographies utilisées pour ORHANE ont une représentativité temporelle de type moyenne annuelle, représentative des 5 dernières années. Ce n'est pas l'objectif d'ORHANE de rendre compte de phénomènes limités dans le temps mais plutôt de mettre en évidence une exposition à long terme.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	DREAL; Conseil Régional; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Troubles psychiques, santé mentale; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Acoucté
Service - mail	observatoire.bruit@acoucite.org
Code postal Ville	69007 LYON 07
Statut juridique	Association

Intitulé	Site d'information dédié aux professionnels de santé sur les risques sanitaires en Rhône-Alpes, avec une rubrique spécifique dédiée aux risques environnementaux : http://www.risques-sanitaires-ra.org/
Objectif général	Informer et sensibiliser les professionnels de santé
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2015-2016 - Site créé en 2009, enrichi et mis à jour régulièrement
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	URPS Médecins ARA
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Professionnels de santé; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Les contenus éditoriaux sont synthétisés par un médecin de l'URPS Médecins RA et un service de documentation à partir d'informations scientifiquement validées, pour faciliter une lecture rapide par les professionnels de santé.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Risque technologique majeur; Risques liés au climat; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Pollens
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants; Bruit; Fibres
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Maladies infectieuses; Maladies respiratoires
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Union Régionale des Professionnels de Santé Médecins libéraux d'Auvergne-Rhône-Alpes - URPS Médecins AuRA
Service - mail	urps@urps-med-aura.fr
Code postal Ville	69006 LYON 06
Statut juridique	Association

Intitulé	Programme de surveillance des pesticides dans l'air ambiant
Objectif général	Documentation de l'exposition de la population aux pesticides via la voie aérienne. Protection de la population et en particulier des personnes les plus sensibles et les plus exposées. Expertise permettant d'évaluer la pertinence de la mise en place d'une surveillance pérenne.
Objectif opérationnel	Mise en place de mesures dans différents environnements (d'urbanisation et de cultures) Inventaires des émissions potentielles de pesticides dans l'air Evaluation de l'exposition de la population, construction d'indicateurs Concertation
Période de l'action	2015-2016 - Actions pluriannuelles
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ATMO AURA
Prestataires de l'action et partenaires	Chambres Régionale et Départementales d'Agriculture, Conseil Régional, ARS, collectivités territoriales
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Auvergne : http://www.atmoauvergne.asso.fr/fr/mesures/publications/rapports-etudes?rapports_annee_liste=&field_rapport_annee_value=&field_rapport_departement_value=All&field_rapport_polluants_tid=27&field_rapport_type_tid=All&=Appliquer Rhône-Alpes : http://www.air-rhonealpes.fr/publications?mots-cles=&thematiques=3174&zones_geographiques=All&depuis=&jusque=&type_publication=All&donnees_surveillees=All&=Rechercher
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès du grand public; Formation auprès de professionnels; Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; Ecophyto
Organismes financeurs de l'action	ARS; Conseil Régional; Conseil Départemental; Collectivités locales; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Cancer; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Atmo Auvergne-Rhône-Alpes -
Service - mail	contact@atmo-aura.fr
Code postal Ville	69500 BRON
Statut juridique	Association

Intitulé	Agents chimiques, microbiologiques et écotoxicologiques et gestion des Eaux pluviales en milieux urbains
Objectif général	Identifier la présence et les quantités de substances chimiques ou contaminants à risques pour la santé (métaux lourds, micropolluants organiques et germes pathogènes) liées aux rejets urbains de temps de pluie (RUTP) et également dans l'air proche des ouvrages de rétention des eaux pluviales
Objectif opérationnel	Acquérir des connaissances, notamment pour préserver la santé des personnes travaillant dans ces ouvrages et à proximité Elle permettra également à termes aux opérationnels de disposer d'outils évolutifs de priorisation des polluants à suivre, en l'état des informations intégrant les marges d'incertitudes et de risques identifiés.
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	OTHU; GRAIE; Métropole de Lyon
Prestataires de l'action et partenaires	OTHU
Public cible direct de l'action	Professionnels de l'environnement; Chercheurs, enseignants; Professionnels de l'assainissement, professionnels de la ville
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Diffusion : Porter à connaissance les résultats de la recherche notamment acquis en appui sur l'OTHU Etudes : Suivi en continu et campagnes de mesures eau, air et sédiments sur les sites expérimentaux de l'OTHU
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...); Production de notes de synthèse
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	programme de l'agence de l'eau
Organismes financeurs de l'action	"-Agence de l'eau RMC - Metropole de Lyon - Ministère de la Recherche - ANR, ANSES, IMU - ONEMA
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - Suivi en continu + campagnes ponctuelles
Sources de contaminations et de nuisances	Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Nitrates; Métaux; Polluants organiques; Bisphénol A; 52 micropolluants
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes
Contaminants Agents physiques	température, conductivité, MES, DCO
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Elodie Brelot - GRAIE
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Limiter les risques sanitaires liés à la qualité de l'air intérieur
Objectif général	Accompagnement de partenaires sur les risques sanitaires liés à la qualité de l'air intérieur : expertise, mesures, conseil, expérimentations. Sensibilisation des élus à la qualité de l'air intérieur (en lien avec les orientations réglementaires). Accompagnement des CMEI.
Objectif opérationnel	Cf. ci-dessus. Un chef de projet est particulièrement chargé de cette thématique.
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ATMO AURA
Prestataires de l'action et partenaires	Conseil Régional, Conseil Départemental de l'Isère, ARS, SERA
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables
Territoire cible de l'action	Haute-Loire; ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Toutes les publications sur le site : http://www.air-rhonealpes.fr/publications?mots-cles=&thematiques=3173&zones_geographiques=All&depuis=&jusque=&type_publication=All&donnees_surveillees=All&=Rechercher
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès du grand public; Formation auprès de professionnels; Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; Plans Santé de collectivités
Organismes financeurs de l'action	ARS; Conseil Régional; Conseil Départemental; Collectivités locales; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Atmo Auvergne-Rhône-Alpes -
Service - mail	contact@atmo-aura.fr
Code postal Ville	69500 BRON
Statut juridique	Association

Intitulé	Observatoire régional de la qualité de l'air
Objectif général	Surveillance, expertise de la qualité de l'air, information du public et des acteurs publics
Objectif opérationnel	Mise en œuvre du Plan Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air 2011-2015 (nouveau plan à paraître fin 2016 pour la période 2017-2021)
Période de l'action	2015-2016 - Action permanente
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ATMO AURA
Prestataires de l'action et partenaires	Atmo Auvergne-Rhône-Alpes
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	http://www.air-rhonealpes.fr/publications/programme-regional-de-surveillance-de-la-qualite-de-lair-2011-2015
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	ARS; DREAL; Conseil Régional; Conseil Départemental; Collectivités locales; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Transports; Risque technologique majeur; Risques liés au climat; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Odeurs
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Atmo Auvergne-Rhône-Alpes -
Service - mail	contact@atmo-aura.fr
Code postal Ville	69500 BRON
Statut juridique	Association

Intitulé	Gaz en réseaux d'assainissement
Objectif général	Acquérir des connaissances, notamment pour préserver la santé des personnes travaillant dans ces ouvrages et à proximité
Objectif opérationnel	Dans les réseaux d'assainissement urbains et industriels, des endroits spécifiques (zones d'écoulement exemptes d'oxygène ou anaérobie, ou faibles flux) peuvent être le siège de la production de composés organiques volatiles (COV), d'ammoniac (NH3) et de sulfure d'hydrogène (H2S). Ces substances sont identifiées comme responsables de nombreux problèmes que sont la corrosion des canalisations en ciment constitutives du réseau, des risques pour la santé humaine, et les désagréments causés par leurs odeurs caractéristiques, particulièrement problématiques en environnement urbain. Les objectifs visés sont : i) quantifier et ii) qualifier les flux produits (effluent gazeux, gaz toxiques, asphyxiants et malodorants produits en réseau d'assainissement) dans le but de iii) prévenir les risques liés à leur dispersion.
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	OTHU; GRAIE; Grand Lyon
Prestataires de l'action et partenaires	OTHU, INSA Lyon DEEP
Public cible direct de l'action	Professionnels de l'environnement; Chercheurs, enseignants; Professionnels de l'assainissement, professionnels de la ville
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Diffusion : Porter à connaissance les résultats de la recherche notamment acquis en appui sur l'OTHU Etudes : Mesures et modélisation de la dispersion du H2S en réseau d'assainissement. Etudes en laboratoire (thèse Lucie Carrera) pour comprendre le transfert de masse d'oxygène à travers l'interface eau/air.
Nature de l'action, du type d'activité	Production de notes de synthèse
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Agence de l'eau RMC - Metropole de Lyon - Ministère de la Recherche
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Risques liés au climat; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Elodie Brelot - GRAIE
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	ALDEVA Drôme-Ardèche (Association Locale de Défense des Victimes de l'Amiante)
Objectif général	Information des victimes et des familles, les ayant droits. Constitution des dossiers et défense devant les tribunaux
Objectif opérationnel	Constitution des dossiers pour la reconnaissance de la maladie professionnelle. Accompagnement devant les TASS ou autres instances.
Période de l'action	2015-2016 - Toutes les années depuis 1996
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Secteur AT/MP de la Sécurité Sociale; Avocats
Prestataires de l'action et partenaires	Sécurité sociale, avocats
Public cible direct de l'action	Entreprises et salariés; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Ardèche; Drôme; Haute-Loire; Isère; Loire
Bref descriptif de l'action et méthode	Accueil des victimes, écoute, conseils et constitution des dossiers. Accompagnement dans les démarches.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Lieux d'accueil, d'écoute (permanence); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - Permanence chaque lundi de 9h à 12h
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Déchets
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Travail; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Fibres
Effets sur la santé	Cancer; Maladies de l'appareil digestif; Maladies respiratoires
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Association Locale de Défense des Victimes de l'Amiante - ALDEVA Drôme Ardèche
Service - mail	aldema.26.07@orange.fr
Code postal Ville	26140
Statut juridique	Association

Intitulé	Lutte contre l'ambrosie sur infrastructures linéaires
Objectif général	Limiter la propagation de pollens et de graines d'ambrosie
Objectif opérationnel	Traitements phytosanitaires, Fauchage, Engazonnement après travaux, Sensibilisation des équipes en interne, Participation à des réunions de travail avec la FREDON
Période de l'action	2015-2016 - Action pluriannuel
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	APRR
Prestataires de l'action et partenaires	FREDON
Public cible direct de l'action	Entreprises et salariés; Professionnels de l'environnement
Territoire cible de l'action	Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	CHEVARIN - APRR
Service - mail	environnement - jerome.chevarin@aprr.fr
Code postal Ville	03800 GANNAT
Statut juridique	Autres

Intitulé	Action pérenne d'aide à la défense de la santé publique et de l'environnement (sonore et autres) dans le cadre de la loi santé du 26 janvier 2006, article 56.
Objectif général	Guider les plaignants d'agressions sonores de voisinage pour qu'ils retrouvent un environnement respectueux de la santé et de la tranquillité des êtres humains et des animaux ; un environnement respectueux de la nature, air, sol, flore.
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2015-2016 - action pérenne depuis 1980
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	AABV
Prestataires de l'action et partenaires	LES DELEGUES REGIONAUX ET DEPARTEMENTAUX DE L'AABV
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Ain; Allier; Ardèche; Cantal; Drôme; Haute-Loire; Haute-Savoie; Isère; Loire; Puy de Dôme; Savoie; Rhône; ex-Auvergne; ex-Rhône-Alpes; Auvergne Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Nos actions sont personnalisées en fonction des problèmes rencontrés dans le but de faire cesser les pollutions de voisinage dans les zones urbaines comme rurales
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Lieux d'accueil, d'écoute (permanence); Accompagnement
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Loi santé
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - NOS DELEGUES SONT DISPONIBLES POUR REpondre AUX DEMANDES DES PERSONNES QUI SOUFFRENT
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Sols; Zone urbaine; Les répercussions du bruit de voisinage sur la santé (autres que la surdité) sont bien connues de l'OMS : stress, insomnies, dépression, perturbation des rythmes cardiovasculaires, maux de tête, etc.
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Odeurs
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit; DÉTERIORATION DES SOLS ET DE L'AIR
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Traumatismes; Troubles psychiques, santé mentale; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	LAHAYE Anne - ASSOCIATION ANTIBRUIT DE VOISINAGE (AABV)
Service - mail	présidence - presidence@aabv.fr
Code postal Ville	13790
Statut juridique	Association

Intitulé	3ème colloque régional Ecophyto Auvergne "Produits phytopharmaceutiques : protection de la santé des utilisateurs professionnels"
Objectif général	Les objectifs de ce colloque étaient multiples : partager des connaissances scientifiques sur le sujet, présenter des dispositifs de surveillance et les mesures de prévention existantes en Auvergne, échanger entre partenaires, alimenter la réflexion régionale sur la santé et les produits phytopharmaceutiques. Cette rencontre était également la traduction concrète de la connexion entre plusieurs politiques publiques.
Objectif opérationnel	Faire intervenir des personnalités de niveau national Echanger entre partenaires Présenter le kit communication santé déployé chez les distributeurs et conçu dans le cadre du plan Ecophyto en Auvergne
Période de l'action	2015 - 1 journée à dimension régionale (Auvergne)
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	DRAAF; DIRECCTE; MSA; ARS; Chambre Régionale d'Agriculture
Prestataires de l'action et partenaires	DRAAF, la DIRECCTE, la MSA, l'ARS et la chambre régionale d'agriculture
Public cible direct de l'action	Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations); Professionnels de santé; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	ex-Auvergne
Bref descriptif de l'action et méthode	Participation au colloque santé Limousin en janvier 2014 Plusieurs prises de contacts entre la DRAAF, DIRECCTE, MSA, ARS Puis plusieurs réunions de préparation avec toutes les structures partenaires Répartition des recherches d'intervenants, aspects pratiques pris en charge par la DRAAF et la Chambre régionale Ce colloque a réuni 115 participants de diverses structures partenaires le 3 mars 2015 à Lempdes (63) en Auvergne.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRS Auvergne 2012-2016; PRST2 Auvergne 2010-2014
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles
Risques liés aux milieux d'exposition	Travail
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes - DRAAF
Service - mail	Service régional de l'alimentation -
Code postal Ville	69001 LYON 01
Statut juridique	Administration

Intitulé	Protection de l'environnement nocturne
Objectif général	Qualité de la nuit
Objectif opérationnel	Limitation de la diffusion de lumière artificielle dans l'environnement
Période de l'action	2015-2016 - permanente
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ANPCEN; FRANE
Prestataires de l'action et partenaires	Idem
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	Cantal; Puy de Dôme
Bref descriptif de l'action et méthode	expositions Conférences Rendez-vous avec les élus ou décideurs de projets
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Agenda 21
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	lumière artificielle
Effets sur la santé	Cancer; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Association Nationale pour la Protection du Ciel et de l'Environnement Nocturnes, Fédération Régionale Auvergne Nature Environnement - ANPCEN, FRANE
Service - mail	daniel.rousset@cegetel.net
Code postal Ville	63140 CHATEL GUYON
Statut juridique	Association

Intitulé	Etude PERI-PEWE : Perception des risques environnementaux par les femmes enceintes
Objectif général	Evaluation de la perception des risques liés à 20 facteurs environnementaux par les femmes enceintes et hiérarchisation de ces risques
Objectif opérationnel	Identification des comportements (de prévention ou non) en fonction des niveaux de perception de risque associés aux 20 facteurs environnementaux étudiés
Période de l'action	2015-2016 - Action ponctuelle sur année universitaire 2015 - 2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Département Santé Publique et Environnement; Faculté de Pharmacie; Université d'Auvergne; EA 4681
Prestataires de l'action et partenaires	Prestataire : Département Santé Publique et Environnement - Faculté de Pharmacie - Université d'Auvergne - EA 4681
Public cible direct de l'action	Grand public; Personnes vulnérables
Territoire cible de l'action	Puy de Dôme; ex-Auvergne
Bref descriptif de l'action et méthode	La grossesse est souvent perçue comme une période à part dans la vie d'une femme. Des mesures de prévention, des modifications de comportement sont parfois développés dans une optique de protection du futur enfant. Dans ce contexte, une étude transversale a été réalisée pour évaluer la perception du risque lié à 20 facteurs environnementaux par les femmes enceintes (PW). Parallèlement, le comportement préventif des femmes enceintes (en accord ou non avec les conseils prodigués par les professionnels de santé périnatale) ont été étudiés. Les données ont été recueillies avec un questionnaire standardisé et analysées avec le logiciel Modalisa v8.0, R v2.15.2. Dans l'étude PERI-PEWE, 170 femmes enceintes ont été incluses. La sensibilité à l'environnement a été estimée à l'aide d'une échelle de Likert ; elle est estimée à $6,4 \pm 1,7$ (échelle 0-10). Pour plus de 80% des femmes enceintes, la pollution atmosphérique, le monoxyde de carbone, les pesticides et l'amiante étaient les substances jugées les plus préoccupantes. En outre, les femmes enceintes n'ont pas identifié les professionnels de santé périnatale comme des conseillers et/ou des référents en santé environnementale.
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation; Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Auvergne 2011-2013; Thématique de recherche de l'équipe PEPRADE
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Alimentation; Travail; Mode de vie
Contaminants Agents chimiques	Tous contaminants présents dans l'environnement de vie des femmes enceintes (dont produits de bricolage, jardinage, hygiène corporelle ...
Contaminants Agents biologiques	Tous contaminants présents dans l'environnement de vie des femmes enceintes (dont produits de bricolage, jardinage, hygiène corporelle ...
Contaminants Agents physiques	Tous contaminants présents dans l'environnement de vie des femmes enceintes (dont produits de bricolage, jardinage, hygiène corporelle ...
Effets sur la santé	Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Mme Pr Marie-Pierre SAUVANT-ROCHAT - Université d'Auvergne - EA 4681
Service - mail	Département Santé Publique et Environnement - Faculté de Pharmacie - m-pierre.sauvant-rochat@udamail.fr
Code postal Ville	63000 CLERMONT FERRAND
Statut juridique	Autres - EPSP

Intitulé	Plan régional de lutte contre l'ambrosie
Objectif général	Contraindre l'évolution de l'ambrosie sur le territoire auvergnat, suivant la stratégie européenne relative aux espèces exotiques envahissantes (prévention, détection précoce, élimination-contrôle).
Objectif opérationnel	Assurer la surveillance de l'ambrosie sur le territoire, améliorer les connaissances concernant son développement et ses effets, développer des outils de gestion de l'ambrosie, sensibiliser les acteurs locaux sur les risques, promouvoir les actions de luttes, accompagner les acteurs locaux (agriculteurs, collectivités, gestionnaires d'espaces...)
Période de l'action	2015-2016 - pluriannuel
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Agriculteurs; Collectivités départementales; Parcs; Gestionnaires d'espaces; Chambres d'agriculture; FREDON Auvergne
Prestataires de l'action et partenaires	Partenaires : agriculteurs, collectivités départementales, parcs, communes, gestionnaires d'espaces (snf, carriers, paysagistes, BTP,...), chambres d'agriculture, .. Coordinateur de l'action : FREDON Auvergne
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Allier; Cantal; Haute-Loire; Puy de Dôme; ex-Auvergne
Bref descriptif de l'action et méthode	Prévention, détection précoce, élimination-contrôle
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication; Formation auprès du grand public; Formation auprès de professionnels; Conférence, débats, forum; Lieux d'accueil; Interventions collectives; Production d'outils, de support; Assurance
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRS Auvergne 2012-2016; Contrat local de santé (CLS) en cours
Organismes financeurs de l'action	ARS; FEDER
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles; Risque naturel majeur
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Sols; Alimentation; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	FREDON Auvergne - FREDON Auvergne
Service - mail	contact@fredon-auvergne.fr
Code postal Ville	63370 LEMPDES
Statut juridique	Autres - syndicat professionnel

Intitulé	Atelier Ma maison respire, moi aussi
Objectif général	Faire le point sur les problèmes de santé liés à la pollution de l'air intérieur, sur les différents polluants et sur les moyens d'agir pour réduire les sources d'exposition.
Objectif opérationnel	Prévenir les allergies respiratoires liées à des facteurs environnementaux. Informer et sensibiliser sur les allergies respiratoires, les prévenir et les limiter. Identifier les sources d'allergènes possibles et les irritants, les moyens d'éviction et les solutions pour y remédier.
Période de l'action	2015-2016 - 3 séances hebdomadaires
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mutualité Française Auvergne
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Grand public; Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Allier; Cantal; Haute-Loire; Puy de Dôme
Bref descriptif de l'action et méthode	Séance n1 : Information/ Sensibilisation - 6 sources de la pollution de l'air intérieur -Les polluants biologiques (acariens, blattes, moisissures, animaux, pollens) -Les polluants chimiques (COV, tabac etc.) -Les solutions pour y remédier (aération, ventilation,...). Séance n2 : Fabrication de produits ménagers - Apprendre à fabriquer des produits ménagers « maison » -Point sur les écolabels -Lecture d'étiquettes Séance n3 : Les COV (Composés Organiques Volatils) -Explication des COV : nature, où les trouve-t-on ? etc. -Comment les éviter ?
Nature de l'action, du type d'activité	Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Auvergne 2011-2013; Contrat local de santé (CLS) en cours
Organismes financeurs de l'action	ARS; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Risques liés au climat; Risques liés aux animaux domestiques et sauvages; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Odeurs
Contaminants Agents biologiques	Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Mutualité Française Auvergne - Mutualité Française Auvergne
Service - mail	Prévention et Promotion de la santé - c.motte@mutualite-auvergne.fr
Code postal Ville	63000 CLERMONT FERRAND
Statut juridique	Association

Intitulé	Diagnostics du domicile des patients atteints de maladies respiratoires
Objectif général	La visite est d'une durée de 2 h environ. Le CMEI, muni d'un questionnaire et d'appareils de mesure, visite toutes les pièces de l'habitat à la recherche d'allergènes. Suivant les gênes identifiées par le médecin, le CMEI va orienter son intervention à domicile en prenant en compte toutes les données : chauffage, ventilation, revêtements (sols, murs, plafonds), mobilier, présence d'animaux, de plantes....
Objectif opérationnel	Le Conseiller Médical en Environnement Intérieur est un professionnel formé pour la recherche de polluants dans le lieu de vie (habitation, lieu de travail, ...) et le conseil afin d'améliorer l'habitat. Il agit sur prescription médicale pour les personnes souffrant d'allergies et de pathologies respiratoires. Il réalise des audits de l'intérieur du logement, donne des recommandations et établit un compte rendu de visite pour la personne et pour le médecin prescripteur.
Période de l'action	2015-2016 - annuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mutualité Française Auvergne
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Grand public
Territoire cible de l'action	Allier; Cantal; Haute-Loire; Puy de Dôme
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Mesurer selon la pathologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les polluants biologiques : acariens, moisissures, allergènes d'animaux, blattes, plantes, ... - les polluants chimiques : Composés Organiques Volatils (COV), formaldéhyde, ... <p>Le Conseiller Médical en Environnement Intérieur : questionne la personne sur ses habitudes de vie et l'écoute, observe, prélève les poussières (recherche d'acariens), mesure l'humidité ambiante et dans les murs, la température, détecte les COV (Composés Organiques Volatiles) comme le formaldéhyde qui est présent dans les colles et vernis et agglomérés et produits ménagers, repère la présence d'insectes, peut également mettre en place un dispositif de prélèvement d'air afin d'en faire analyser les composants en laboratoire.</p> <p>Enfin, des solutions sont proposées, des conseils pratiques (aération, limitation des irritants,...) et des mesures d'éviction du ou des produits allergènes.</p> <p>Des documents d'information diffusés par des organismes accrédités (INPES, AFSSET, ...) sont remis. Suite à la visite, un compte rendu est envoyé à la personne et, avec son accord, au médecin prescripteur.</p> <p>Le Service de CMEI recontacte la personne par téléphone 6 à 9 mois après la visite pour évaluer les améliorations constatées à l'aide d'un questionnaire. Le Service de CMEI fera également un point auprès des médecins prescripteurs afin d'évaluer ce en quoi l'intervention d'un CMEI à domicile constitue une aide au diagnostic dans le cadre du suivi des patients atteints de pathologies allergiques respiratoires.</p>
Nature de l'action, du type d'activité	diagnostic
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Auvergne 2011-2013; PRS Auvergne 2012-2016; PRST2 Auvergne 2010-2014
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Activités de soins; Déchets; Transports; Risque technologique majeur; Risque naturel majeur; Risques liés au climat; Risques liés aux animaux domestiques et sauvages; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Alimentation; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Odeurs; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Fibres
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Mutualité Française Auevrgne - MFA
Service - mail	CMEI - c.motte@mutualite-auvergne.fr
Code postal Ville	63000 CLERMONT FERRAND
Statut juridique	Association

Intitulé	COMITE REGIONAL AUVERGNE CONTRE LES MALADIES RESPIRATOIRES
Objectif général	Le Comité d'Auvergne a pour but, selon ses statuts, la lutte contre les maladies respiratoires, en particulier par des actions d'éducation à la santé, en dépistant, en conseillant et en orientant.
Objectif opérationnel	Toutes nos actions sont une occasion d'informer le grand public sur la fréquence et la gravité des maladies respiratoires ainsi que sur leurs causes, leur traitement et bien sûr leur prévention.
Période de l'action	2015-2016 - tout au long de l'année
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CLIC de Billom; FFAAIR; ASDA; AIRRA
Prestataires de l'action et partenaires	CLIC de Billom (Centre Local d'Information et de Coordination), FFAAIR (Fédération Française des Associations et Amicales des Insuffisants Respiratoires), ASDA (Association le Souffle D'Auvergne), AIRRA (Aide aux Insuffisants Respiratoires)
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	Allier; Cantal; Haute-Loire; Puy de Dôme
Bref descriptif de l'action et méthode	Dépistage des troubles ventilatoires obstructifs Ce dépistage est déterminé par un test du souffle. Il est réalisé à l'aide d'un spiromètre digital électronique. Ce spiromètre nous indique deux paramètres : le DEP (débit expiratoire de pointe) et le VEMS (volume expiratoire maximal en 1 seconde) Ces deux paramètres nous permettent de définir les anomalies bronchiques. Suivant les résultats nous orientons les personnes testées vers le médecin traitant, puis vers le spécialiste.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	ARS; dons, prestataires de service
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Risques liés aux animaux domestiques et sauvages
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Alimentation; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Fumée de tabac
Contaminants Agents biologiques	Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Fibres
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	COMITE REGIONAL AUVERGNE CONTRE LES MALADIES RESPIRATOIRES - CRAMR
Service - mail	cdmrt63@wanadoo.fr
Code postal Ville	63000 CLERMONT FERRAND
Statut juridique	Association

Intitulé	Etude PERI-HELPE : Perception des risques environnementaux par les professionnels de santé périnatale du CHU de Clermont-Ferrand
Objectif général	Evaluation de la perception des risques environnementaux par les professionnels de santé périnatale du CHU de Clermont-Ferrand
Objectif opérationnel	Identification des conseils prodigués vis-à-vis des risques environnementaux par les professionnels de santé périnatale
Période de l'action	2015-2016 - action ponctuelle sur l'année universitaire 2015-16
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Département Santé Publique et Environnement; Faculté de Pharmacie; Université d'Auvergne; EA 4681 PEPRAD
Prestataires de l'action et partenaires	Prestataire de l'action : Département Santé Publique et Environnement - Faculté de Pharmacie - Université d'Auvergne - EA 4681 PEPRAD
Public cible direct de l'action	Professionnels de santé; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Puy de Dôme; ex-Auvergne
Bref descriptif de l'action et méthode	Le même risque pour la santé peut être interprété différemment par les individus en fonction de leurs niveaux de connaissance, de facteurs socioculturels et de croyances. Dans ce contexte, il a été initié une étude transversale auprès des professionnels de santé périnatale (PSP) d'Auvergne (membres du Réseau de santé périnatale d'Auvergne - médecins généralistes - gynéco-obstétriciens et sages-femmes présents dans les établissements de santé - n = 1768). La perception du risque lié à 20 facteurs environnementaux par les professionnels de la santé périnatale (HP) (étude PERI-HELPE) a été évaluée à l'aide d'un questionnaire standardisé en ligne, disponible du 1er juillet au 31 décembre 2015. Par ailleurs, les conseils donnés par les PSP aux femmes enceintes et le comportement préventif des PSP ont été étudiés. Les données ont été analysées avec le logiciel de dépouillement d'enquête Modalisa v8.0, et les analyses statistiques avec le logiciel R v2.15.2. Dans l'étude PERI-HELPE, 188 professionnels de santé ont été inclus. Plus de 80% d'entre eux ont perçu un risque sanitaire «très élevé / élevé» associé à l'exposition des femmes enceintes aux pesticides, au monoxyde de carbone, aux phtalates, au plomb et au bisphénol A; et moins de 50% pour le radon, la qualité de l'eau du robinet, l'utilisation de produits de soins personnels, le bruit. Les sages-femmes étaient plus susceptibles que les autres professionnels de santé de percevoir les risques environnementaux. Dans l'ensemble, une minorité de PSP a interrogé les femmes sur leurs expositions aux facteurs environnementaux et leur a conseillé de les réduire pendant la grossesse.
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation; Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Auvergne 2011-2013; Thématique de recherche de l'Equipe EA 4681 PEPRAD
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres; Crédits de recherche Universitaires
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Alimentation; Travail; Mode de vie
Contaminants Agents chimiques	Tous contaminants présents dans l'environnement de vie des femmes enceintes (dont produits de bricolage, jardinage, hygiène corporelle ...
Contaminants Agents biologiques	Tous contaminants présents dans l'environnement de vie des femmes enceintes (dont produits de bricolage, jardinage, hygiène corporelle ...
Contaminants Agents physiques	Tous contaminants présents dans l'environnement de vie des femmes enceintes (dont produits de bricolage, jardinage, hygiène corporelle ...
Effets sur la santé	Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Mme Pr Marie-Pierre SAUVANT-ROCHAT - Université d'Auvergne - EA 4681
Service - mail	Département Santé Publique et Environnement - Faculté de Pharmacie - m-pierre.sauvant-rochat@udamail.fr
Code postal Ville	63000 CLERMONT FERRAND
Statut juridique	Autres - EPSP

Intitulé	Kit « espace santé sécurité » chez les distributeurs de produits phytos professionnels
Objectif général	Sensibiliser les agriculteurs à la nécessité du port d'un EPI pendant un traitement phyto
Objectif opérationnel	Fournir aux distributeurs un kit de communication santé (mannequin + totem + documents) afin que les vendeurs abordent cette thématique avec leurs clients, et vendent des EPIS qui servent !
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	DRAAF; MSA; DIRECCTE; Coopérative Limagrain; Coop de France Rhône Alpes Auvergne; Négoce Centre Est; Chambre Régionale d'Agriculture
Prestataires de l'action et partenaires	DRAAF, la MSA, la DIRECCTE, Coopérative Limagrain, Coop de France Rhône Alpes Auvergne, le Négoce Centre Est et la Chambre régionale d'agriculture
Public cible direct de l'action	Entreprises et salariés
Territoire cible de l'action	ex-Auvergne
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Méthode : comité de pilotage réuni plusieurs fois avec toutes les structures partenaires</p> <p>Action : Le kit communication présent dans l'espace santé / protection des utilisateurs comprend de façon obligatoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un totem porteur du logo Ecophyto et du message lié au projet sur les 2 faces. Ce totem est installé dans le magasin de façon à être très visible par les clients - des plaquettes de communication mises à disposition des clients notamment sur le totem qui comporte un présentoir - des équipements de protection individuelle seront déballés et présentés <ul style="list-style-type: none"> - soit sur un mannequin grandeur nature qui sera habillé avec un EPI complet - soit sur un cintre <p>le mannequin ou le cintre avec les EPI sont installés à côté du totem cité en 1er point de façon à constituer un ensemble complet</p> <p>D'autres messages de prévention (choix des produits par exemple) pourront être présents dans l'espace santé / protection des utilisateurs, ce point est laissé au libre choix des responsables de magasins.</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...); Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRST2 Auvergne 2010-2014; PR
Organismes financeurs de l'action	ARS; toutes les structures citées
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - Questionnaire suite à mise en place
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles
Risques liés aux milieux d'exposition	Travail
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes - DRAAF
Service - mail	Service régional de l'alimentation -
Code postal Ville	69001 LYON 01
Statut juridique	Administration

Intitulé	Annuaire régional des acteurs santé-environnement - Rhône-Alpes
Objectif général	Faire connaître les acteurs et ressources en santé environnement qui existent dans la région Rhône-Alpes et favoriser les liens entre les acteurs.
Objectif opérationnel	Réaliser et mettre à jour un annuaire des acteurs en santé-environnement en Rhône-Alpes (associations, administrations, établissements de recherche, collectivités territoriales, réseaux informels...). Diffuser cet annuaire sur internet en libre accès.
Période de l'action	2015 - Action renouvelée chaque année depuis 2007
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ORS RA
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Ain; Ardèche; Drôme; Haute-Savoie; Isère; Loire; Savoie; Rhône; ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	A partir de sources diverses (Journal officiel des associations, sites internet, listes communiquées par des partenaires...), l'Annuaire a été constitué en 2007 et continue à être mis à jour, d'une part en exerçant une fonction de veille (Journal officiel, listes de diffusion, sites nationaux et régionaux...) et d'autre part en contactant régulièrement l'ensemble des acteurs présents dans l'Annuaire. Les acteurs repérés sont invités à remplir un questionnaire décrivant leurs missions et activités. Ces différents éléments sont saisis dans une base de données, base interrogeable sur le site internet : http://www.ors-rhone-alpes.org/environnement/annuaire.asp , par thématique, par département, par type d'activités, par public-cible et par statut juridique des acteurs. Les résultats des requêtes sur la base de données sont affichés au format html, et il est possible d'exporter les coordonnées des organismes sélectionnés, au format excel, via la messagerie.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Programme santé-environnement du Conseil Régional
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - action continue depuis 2007
Sources de contaminations et de nuisances	Risque technologique majeur; Risque naturel majeur; Risques liés au climat
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Nitrates; Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants; Bruit; Fibres
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies respiratoires; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles hormonaux
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Observatoire Régional de la Santé Rhône-Alpes - ORS RA
Service - mail	courrier@ors-rhone-alpes.org
Code postal Ville	69001 LYON 01
Statut juridique	Association

Intitulé	Prévention des risques auditifs en milieux festifs jeunes
Objectif général	Sur les temps festifs Rhônealpins, au cœur des concerts, festivals, soirées... : Prévenir les risques auditifs et participer à leur réduction, sensibiliser/informer les jeunes rencontrés sur les comportements permettant de réduire les risques sonores (niveaux et temps d'exposition, protections auditives...).
Objectif opérationnel	Mobiliser et former 40 jeunes intervenants rhônealpins à une démarche de prévention des risques auditifs en milieux festifs jeunes. Réaliser 50 actions sur lesquelles environ 20 000 jeunes seront présents. Mettre en place les actions
Période de l'action	2015-2016 - CPOM
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Volontaires en service civique; Bénévoles; Salariés
Prestataires de l'action et partenaires	Association Avenir santé
Public cible direct de l'action	Grand public; Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	L'action se déroule sous forme de stand ou de déambulation et grâce à de nombreux outils nous nous efforçons de prévenir les risques auditifs et participer à leur réduction, en collaboration étroite avec les interlocuteurs (responsables/gestionnaires...) des structures nous accueillant et en complémentarité des projets qu'ils développent. Mais également, de sensibiliser/informer les jeunes rencontrés sur les comportements permettant de réduire les risques sonores (niveaux et temps d'exposition, protections auditives...). Et ce, à travers une approche globale, menée par des jeunes spécialement formés et des professionnels de la prévention.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...); Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	ARS; Fonds propres; Subventions nationales
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - 50 actions tout au long de l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Association Avenir santé france - Avenir santé
Service - mail	Prévention santé en milieux festifs - info@avenir-sante.com
Code postal Ville	69007 LYON 07
Statut juridique	Association

Intitulé	Actions de sensibilisation pour une amélioration de la qualité de l'air tant extérieur qu'intérieur
Objectif général	Amélioration des connaissances pour des publics variés en vue de changements de comportement profitables à une amélioration générale et une moindre exposition aux polluants(plus particulièrement ceux déjà réglementés)
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2015-2016 - Plusieurs actions en direction de publics divers
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	SERA; Air RA; Atmo AURA
Prestataires de l'action et partenaires	SERA, AIR RA
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Professionnels de santé; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	Ain; Ardèche; Drôme; Haute-Savoie; Isère; Loire; Savoie; Rhône; ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Elaboration et Mise en place d'outils pédagogiques pour une meilleure compréhension des enjeux de santé à travers nos actions afin d'obtenir une plus grande attention des enjeux économiques, sociaux et sanitaires. Mise en évidence de cette nécessaire prise de conscience pour l'amélioration de la santé de tous, en n'omettant pas de pointer l'enjeu climatique associé par des changements de comportement
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès du grand public; Formation auprès de professionnels; Conférence, débats, forum; Interventions collectives (ateliers); Accompagnement
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	ARS; Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Déchets; Transports; Risque technologique majeur; Risques liés au climat; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Alimentation; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Pollens
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants; Bruit; Fibres
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies de l'appareil digestif; Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Santé-environnement Rhône-Alpes - SERA
Service - mail	contact@sera.asso.fr
Code postal Ville	38000
Statut juridique	Association

Intitulé	Faire diminuer la présence du pollen d'ambroisie. Faire diminuer le nombre de personnes souffrant d'allergie au pollen d'ambroisie
Objectif général	Inciter les responsables, pouvoirs publics et élus, à prendre leurs responsabilités afin d'atteindre l'objectif cité dans l'intitulé
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Préfets; ARS; Elus communaux; Elus intercommunaux; DDT; Chambres d'agriculture; Allergologues
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Professionnels de santé
Territoire cible de l'action	Ain; Ardèche; Drôme; Isère; Rhône; ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	propositions d'actions interpellations
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; interpellation de l'administration
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	plan départementaux lutte contre l'ambroisie
Organismes financeurs de l'action	
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	Stop Ambroisie -
Service - mail	
Code postal Ville	07300 ST JEAN DE MUZOLS
Statut juridique	Association

Intitulé	Action dans le cadre de l'IntéRéseaux santé porté par 3 réseaux régionaux (MFRA, URHAJ, URML). Outil d'animation "photo expression" sur les questions de santé environnementale "- de pollution pour + de santé" décliné en focus par thématique.
Objectif général	Informier, sensibiliser, faciliter la prise en compte et la prise en charge des questions de santé et santé environnementale, pour les jeunes accompagnés par les Résidences habitat jeunes et les Missions locales.
Objectif opérationnel	Création d'une déclinaison de l'outil photo expression "-de pollution = + de santé" par thématique (MFRA). Professionnalisation des équipes des Résidences habitat jeunes et des référents santé des Missions locales. Co-Animation (Mutualité Française Rhône-Alpes + Missions locales ou Résidence HJ) d'actions auprès des jeunes.
Période de l'action	2015-2016 - L'IntéRéseaux existe depuis 2003, les actions en santé environnementale dans ce cadre, depuis 2013.
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mutualité Française RA; Union Régionale pour l'Habitat Jeunes; Animation Régionale des Missions locales
Prestataires de l'action et partenaires	Sur les territoires : partenariats opérationnel entre les équipes de la Mutualité Française, les Résidences HJ, les Missions locales.
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels des résidences habitat jeunes et Missions locale
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Outil photo expression « - de pollution = + de santé » : Pour travailler la question de la santé environnementale et dans le cadre du partenariat IntéRéseaux (MFRA, Missions Locales et Résidences Habitat Jeunes), un outil photo-expression a été créé par les jeunes et pour les jeunes (Missions Locales / Résidences Habitat Jeunes), accompagnés par la MFRA. L'outil photo expression est caractérisé par un ensemble de photographies très variées prises par les jeunes mises à disposition des participants afin de faciliter la prise de parole sur un sujet donné, en l'occurrence ici, la santé environnementale. Il se compose de 53 photographies en couleur et d'un livret de l'animateur. Il aborde cinq sous-thématiques : air intérieur, alimentation, cosmétiques, environnement extérieur et ondes électro magnétiques. Cet outil a fait l'objet d'une déclinaison proposée par la Mutualité Française en réponse à un besoin identifié lors des animations avec l'outil « «-+ », à savoir, de pouvoir approfondir des sujets, à partir des attentes des jeunes lors d'un 1er temps d'animation. La déclinaison de l'outil est donc utilisée lors d'un 2nd temps d'animation. Les focus (modules thématiques) permettent d'apporter des connaissances plus spécifiques sur les sources de pollution et leurs alternatives. Ces focus traitent de l'air intérieur, des produits d'hygiène et cosmétiques, de l'environnement extérieur, des ondes électromagnétiques et de l'alimentation. Ils sont ludiques, interactifs, et valorisent les pratiques des participants, tout en veillant également à mettre en avant le côté économique afin de réduire les inégalités sociales de santé. Voir : http://www.rhonealpes.mutualite.fr/Pages-transverses/La-prevention-et-la-promotion-de-la-sante/Un-photo-expression-sur-la-sante-environnementale-cree-par-et-pour-les-jeunes-et-ses-cinq-focus-SE En 2015 : 1 Journée IntéRéseaux / 57 participants (les professionnels de l'intéRéseaux); +40 actions ont été animées par la Mutualité Française.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...); Accompagnement
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Politique du Conseil Régional Rhône-Alpes
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - 1 action de professionnalisation, +40 ateliers auprès des jeunes, 3 réunions de coordination.
Sources de contaminations et de nuisances	Déchets
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Alimentation; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Odeurs; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements non ionisants; Bruit
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Maladies de l'appareil digestif; Maladies cardio-vasculaires; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Troubles psychiques, santé mentale; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	MURATOVIC Muzafera (URML) et SANDOZ Marie (URHAJ) - AMILaura (ex URML) et URHAJ
Service - mail	Coordination régionale Santé - muzafera.muratovic@missions-locales.org
Code postal Ville	69003 LYON 03
Statut juridique	Association

Intitulé	Documents pédagogiques pour les stages et les conférences de la CRIIRAD et Sessions de formation
Objectif général	Former les intervenants et relais d'informations de la CRIIRAD et mettre à leur disposition des supports adaptés aux missions de formation et d'information.
Objectif opérationnel	Réaliser des diaporamas et des fiches sur la Radioactivité et la Radioprotection, rappels de physique nucléaire, présentation des interactions entre le rayonnement et la matière. Organiser deux sessions de travail pour former les intervenants et évaluer les documents pédagogiques.
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CRIIRAD; Bénévoles
Prestataires de l'action et partenaires	Equipe du laboratoire de la CRIIRAD
Public cible direct de l'action	formateurs, bénévoles de l'association
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Conception et réalisation de diaporamas, de séquences vidéo et organisation de sessions de travail et de formation internes.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès du grand public; Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Convention Pluriannuelle d'Objectifs
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Risque technologique majeur
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Eaux d'alimentation; Sols; Alimentation; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants
Effets sur la santé	Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Maladies du sang; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles sensoriels
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Commission de Recherches et d'Informations Indépendantes sur le Radioactivité - CRIIRAD
Service - mail	contact@criirad.org
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	Association

Intitulé	Pôle thématique régional Education santé environnement (Rhône-Alpes)
Objectif général	Favoriser la prise en compte des enjeux santé environnement dans les pratiques éducatives en région Rhône-Alpes
Objectif opérationnel	Objectif spécifique 1 : Favoriser les échanges de pratiques des professionnels en éducation santé environnement Objectif spécifique 2 : Faciliter le repérage des ressources et acteurs en éducation santé environnement Objectif spécifique 3 : Contribuer à la dynamique nationale de rapprochement des acteurs de la promotion de la santé et de l'EEDD Objectif spécifique 4 : Contribuer à l'élaboration et à la mise en oeuvre des PRSE
Période de l'action	2015 - Action reconduite depuis 2011
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	GRAINE RA; IREPS RA
Prestataires de l'action et partenaires	ADES 69, URHAJ, URCPIE, Mutualité Française, FRAPNA
Public cible direct de l'action	Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants; Professionnels de l'éducation à l'environnement et de l'éducation/ promotion de la santé + acteurs éducatifs et du travail social
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Veille et diffusion d'information à travers une mailing liste (lettre tous les mois soit 10/an) Consolidation du partenariat / recherche de nouveaux partenaires : rencontres, participation à des réunions... Mise à jour du site internet
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - certaines activités sont ponctuelles (journées) et d'autres suivie (lettre d'info et animation du Pôle)
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Sols; Alimentation; Ecosystème - biodiversité; Les activités du Pôle portent sur l'ensemble des thématiques avec un focus sur alimentation
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	instance régionale d'éducation et de promotion de la santé - IREPS RA
Service - mail	contact@education-sante-ra.org
Code postal Ville	69001 LYON 01
Statut juridique	Association

Intitulé	"Naitre et grandir dans un environnement sain"
Objectif général	Poursuivre et pérenniser une approche santé environnementale dans les secteurs de la maternité et de la petite enfance
Objectif opérationnel	Mieux faire connaître les différentes sources de pollution en poursuivant l'animation de séances de sensibilisation générale à la santé environnementale auprès du public cible Sensibiliser aux risques spécifiques d'exposition et apporter des solutions alternatives réalistes et réalisables via les 4 focus thématiques à destination du public cible (air intérieur, cosmétiques, alimentation, OEM)
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	MfRA
Prestateurs de l'action et partenaires	Collectivités territoriales, réseaux périnatalité, établissements d'accueil du jeune enfant, associations d'assistantes maternelles, réseaux mutualistes, etc.
Public cible direct de l'action	Grand public; Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Professionnels périnatalité et petite enfance
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Depuis 2013, la MfRA a développé des animations généralistes sur la santé environnementale en direction de trois publics cibles : les futurs et jeunes parents, les professionnels de la périnatalité et de la petite enfance et les jeunes. Concernant le public de parents et de professionnels, les séances de sensibilisation aux différentes sources de pollution se sont inscrites dans le temps, notamment grâce à la dynamique impulsée par les colloques organisés en 2012, en 2013 (colloque sur l'alimentation), 2014 (colloque sur les produits d'entretien et les produits d'hygiène) et 2015 (colloque sur les ondes électromagnétiques). Deux modalités sont développées : D'une part des animations santé environnementale généralistes qui permettent d'aborder la santé environnementale dans sa globalité. Ces animations sont déclinées selon différentes modalités, à savoir des stands, des quiz, des groupes d'informations et d'échanges, etc. Les modalités sont adaptées en fonction des demandes des partenaires et du public. D'autre part, des animations sous forme de focus autour de 4 thématiques (air intérieur, cosmétiques, alimentation, ondes électromagnétiques), qui ont été créés en 2014. Ces animations, ludiques et participatives, sont basées sur l'échange de pratiques, la valorisation des compétences de chacun et adaptées au mieux aux particularités des publics cibles.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	ARS; DREAL; Conseil Régional; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Alimentation; Produits d'hygiène et cosmétiques, ondes électromagnétiques
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Polluants organiques; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Rayonnements non ionisants
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Mutualité française Rhône-Alpes - MfRA
Service - mail	Prévention et promotion de la Santé - contact_prevention@mfra.fr
Code postal Ville	69006 LYON 06
Statut juridique	Autres - Organisme à but non lucratif régi par le code de la Mutualité

Intitulé	Qualité de l'air des lieux d'accueil d'enfants 0-6 ans
Objectif général	Contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air des lieux d'accueils d'enfants 0-6 ans pour améliorer la santé des enfants accueillis
Objectif opérationnel	Objectifs spécifiques -Favoriser une prise de conscience des enjeux air intérieur et santé des décideurs institutionnels -Renforcer les compétences des équipes éducatives et chargées du ménage sur la problématique air intérieur et santé -Sensibiliser les parents/ entourage à la problématique de l'air intérieur et ses effets sur la santé
Période de l'action	2015-2016 - 12 mois
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	IREPS RA
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Chercheurs, enseignants; Personnels crèche (éducateurs, personnel ménager)
Territoire cible de l'action	Ardèche; Drôme; Haute-Savoie; Isère; Loire; Savoie
Bref descriptif de l'action et méthode	Mise en place des formations départementales ou inter-départementales pour poser le socle de connaissances minimales sur la qualité de l'air : polluants, sources de pollution, effets sur la santé, réglementation, leviers d'actions, démarches...
Nature de l'action, du type d'activité	Formation auprès de professionnels; Conférence, débats, forum; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - accompagnement sur plusieurs temps + temps ponctuel de formation
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé Rhône-Alpes - IREPS RA
Service - mail	contact@education-sante-ra.org
Code postal Ville	69001 LYON 01
Statut juridique	Association

Intitulé	Dossier de presse sur la qualité des eaux de loisirs (baignades + piscines)
Objectif général	Informier le grand public sur la qualité des eaux de loisirs ainsi que sur le rôle de l'ARS en matière de contrôle sanitaire
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2015 - Action non reconduite en 2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ARS RA
Prestataires de l'action et partenaires	Action réalisée en interne
Public cible direct de l'action	Grand public
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Points abordés dans le dossier de presse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les risques sanitaires associés aux eaux de loisirs - comment est contrôlée la qualité des eaux - comment est informé le public - quelles sont les bonnes pratiques à adopter par les baigneurs - quelle est la qualité des eaux de piscines - quelle est la qualité des eaux de baignades (1 fiche par département)
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux de baignade
Contaminants Agents chimiques	Biocides
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Maladies de l'appareil digestif; Maladies respiratoires
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	ARS Auvergne Rhône Alpes -
Service - mail	
Code postal Ville	69001 LYON 01
Statut juridique	Administration

Intitulé	Etat des connaissances de l'Observatoire régional des effets du changement climatique en Rhône-Alpes "Santé et changement climatique"
Objectif général	Il s'agit d'un travail de synthèse des travaux et études existants sur les impacts et les enjeux potentiels du changement climatique sur la santé en Rhône-Alpes.
Objectif opérationnel	Quatre états de la connaissance ont été rédigés par l'ORECC depuis sa création, en 2013. Trois en septembre 2013, en préparation aux séances des groupes de travail tourisme et agriculture-sylviculture, et un fin 2015, pour préparer les futurs travaux du groupe de travail santé.
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Région ARA; DREAL ARA; ADEME ARA
Prestataires de l'action et partenaires	RAEE / Cerema
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Professionnels de santé; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Par l'apport de connaissance, le suivi d'indicateurs pertinents et l'organisation de travaux entre acteurs, l'ORECC doit contribuer à l'analyse et au suivi de la vulnérabilité des territoires et des acteurs économiques face au changement climatique. Les acteurs pourront alors s'emparer de ces éléments pour réduire cette vulnérabilité, se saisir des opportunités positives et mettre en place des stratégies d'adaptation des activités économiques impactées, des dispositifs de sécurité et de santé publique, des aménagements et des infrastructures, des modalités de gestion des ressources (eau, air, forêt, biodiversité, ...).</p> <p>Cette note s'appuie sur des productions existantes, en particulier, les études climatiques, rapports, publications scientifiques ... réalisées soit pour les travaux de préparation du projet de SRCAE, soit dans le cadre de réflexions sur les effets du changement climatique sur la santé.</p> <p>Non exhaustive, la présente note ne cherche ni à donner un avis ou affirmer un positionnement, ni à émettre des idées nouvelles, mais elle propose de refléter un état d'avancement des recherches et des savoirs et de donner de premiers éléments de discussion pour la suite des travaux de l'ORECC.</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Scéma régional climat air énergie
Organismes financeurs de l'action	DREAL; Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Risques liés au climat
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Observatoire régional des effets du changement climatique en Rhône-Alpes - ORECC
Service - mail	orecc@rhonealpes.fr
Code postal Ville	69001 LYON 01
Statut juridique	Autres - Observatoire (structure non juridique)

Intitulé	Mélange, suivi et mesure des polluants dans les cours d'eau et les réseaux d'assainissement
Objectif général	L'objectif est de quantifier les longueurs nécessaires au mélange de polluants pour savoir quels rives et riverains sont exposés (cours d'eau) ou savoir quels sont les pollutions rejetées vers le milieu par des déversoirs d'orage (réseau d'assainissement).
Objectif opérationnel	Les objectifs opérationnels sont : - prévoir l'exposition des riverains à une pollution - quantifier les charges de polluants émises par les réseaux d'assainissement vers les milieux naturels - une bonne pratique métrologique pour le contrôler sur le terrain
Période de l'action	2015-2016 - Action qui va se poursuivre avec une thèse commencée en 2016, et financée par la Région de 2016 à 2019.
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	INSA; IRSTEA
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Il s'agit de recherches appliquées en environnement. Elles mettent en oeuvre des mesures de terrain (rivière), des mesures en laboratoire (canaux) et des simulations numériques. L'objectif est de détacher les paramètres d'écoulement (dans les rivières, dans les réseaux d'assainissement) qui contrôle la dispersion des polluants, afin de les intégrer dans des codes de simulation opérationnels aux échelles de terrain, qui permettront de prévoir les concentrations et l'exposition des riverains (cours d'eau) ou les rejets vers le milieu naturel (égouts).
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; CNRS-INSA
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - Projet de recherche à l'échelle du quinquennal des laboratoires concernés
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Déchets; Risque technologique majeur; Risque naturel majeur; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux de baignade; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Métaux; Polluants organiques
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Maladies de l'appareil digestif; Maladies infectieuses
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Institut National des Sciences Appliquées de Lyon - INSA de Lyon
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Autres - EPST - Ecole d'Ingénieur

Intitulé	Information et sensibilisation des citoyens sur les dangers relatifs à l'industrie nucléaire; mise en œuvre du débat dans la société des différents aspects de l'utilisation du nucléaire, civil ou militaire; promotion de la protection des populations; interpellation des autorités
Objectif général	Informier et sensibiliser à tous les niveaux (population générale, autorités et acteurs sanitaires, élus locaux et régionaux, administrations, enseignants,...)
Objectif opérationnel	Faire circuler l'information le plus largement possible par tous les moyens possibles
Période de l'action	2016 - action pluriannuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	STOP nucléaire 26-07
Prestataires de l'action et partenaires	STOP nucléaire 26-07 (en utilisant les dossiers et informations de la CRIIRAD)
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Ardèche; Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	Relai des informations de la CRIIRAD qui publie des dossiers de fond, des analyses précises et validées internationalement; participation à des débats ; participation à l'élaboration du plan ORSEC (pour la protection des populations en cas d'accident de transports de matières radioactives) ; interpellation des élus locaux et régionaux; participation aux commissions locales d'information locales; information régulière de la population "sur le terrain"
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès du grand public; Formation auprès de professionnels; Conférence, débats, forum; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017; PRST2 Rhône-Alpes 2010-2014
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Déchets; Transports; Risque technologique majeur
Risques liés aux milieux d'exposition	milieux d'exposition multiples en cas d'accident
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements ionisants autres que le radon.
Effets sur la santé	Cancer; Maladies du sang; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	STOP nucléaire 26-07 - SN 26-07
Service - mail	
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	Association

Intitulé	Surveillance accrue de la pollinisation de l'ambroisie
Objectif général	Mieux évaluer l'exposition à l'ambroisie et surveiller son expansion géographique
Objectif opérationnel	Mise en place de capteurs de pollens spécifiquement pendant la période de pollinisation de l'ambroisie entre juillet et octobre.
Période de l'action	2015-2016 - Action pluriannuel, effective de mi-juillet à début octobre chaque année
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	RNSA; Air RA
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Grand public; Professionnels de santé; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Installation de 6 capteurs supplémentaires dans les zones d'infestation de la plante et dans les zones limitrophes de mi-juillet à début octobre. Une maintenance hebdomadaire est effectuée pour récupérer un échantillon pour chaque capteur. L'échantillon est ensuite analysée dans un centre d'analyse agréé par le RNSA. Les données recueillies sont centralisées au RNSA et diffusées par les moyens de communications du RNSA. En partenariat avec Air Rhône-Alpes (modélisation d'une carte des risque d'allergie liée à l'ambroisie), un bulletin d'information spécifique à l'ambroisie est diffusé à un grand nombre de communes sur l'ex région Rhône-Alpes.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - Hebdomadaire
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles; Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	Réseau National de Surveillance Aérobiologique - RNSA
Service - mail	rnsa@rnsa.fr
Code postal Ville	69690 BRUSSIEU
Statut juridique	Association

Intitulé	Malformations et environnement
Objectif général	Etude de la répartition, de la fréquence et des déterminants des malformations congénitales
Objectif opérationnel	Documenter les expositions environnementales de tous les cas de malformations nés, vivants ou non, sur 4 départements
Période de l'action	2015-2016 - pluriannuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	REMERA
Prestataires de l'action et partenaires	REMERA
Public cible direct de l'action	Grand public; Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Ain; Isère; Loire; Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Collecte de données médicales et d'exposition sur les malformations Focus sur un département (Ain) en raison d'un excès de cas constaté en région agricole. Ce focus n'est pas financé (budget de l'action spécifique = 0)
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	ARS; Conseil Régional; SPF, Inserm, AN
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - collecte permanente, analyse continue
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Activités de soins; Déchets; Transports; Risque technologique majeur; Risque naturel majeur; Risques liés au climat; Risques liés aux animaux domestiques et sauvages; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Alimentation; Travail; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants
Effets sur la santé	Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Registre des Malformations en Rhône Alpes - REMERA
Service - mail	emmanuelle.amar@remera.fr
Code postal Ville	69001 LYON 01
Statut juridique	Association

Intitulé	Information sur des objets radioactifs du quotidien (bijoux, réveils, détecteurs de fumée, etc.)
Objectif général	De nombreux citoyens interrogent régulièrement la CRIIRAD sur les risques radiologiques induits par la détention d'objets du quotidien qui peuvent présenter une radioactivité non négligeable et sur les moyens à mettre en œuvre pour éliminer ces objets via une filière agréée.
Objectif opérationnel	Sur la base de cas concrets, la CRIIRAD prépare pour chaque objet des dossiers d'information comportant la caractérisation radiologique des objets, une fiche technique grand public et une vidéo pédagogique.
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CRIIRAD
Prestataires de l'action et partenaires	Equipe du laboratoire de la CRIIRAD.
Public cible direct de l'action	Grand public
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Mesure de débit de dose et de flux de rayonnement gamma, évaluation des risques de contamination et détermination de l'activité par spectrométrie gamma.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Convention Pluriannuelle d'Objectifs
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants
Effets sur la santé	Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Maladies du sang; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles sensoriels
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Commision de Recherches et d'Informations Indépendantes sur la Radioactivité - CRIIRAD
Service - mail	contact@criirad.org
Code postal Ville	38740 VALJOUFFREY
Statut juridique	Association

Intitulé	Réseau de surveillance de la radioactivité en Rhône-Alpes
Objectif général	Surveillance de la radioactivité dans l'air de Rhône-Alpes à partir du réseau de balises exploité par la CRIIRAD.
Objectif opérationnel	Détecter les pollutions radioactives locales ou lointaines. Etablir des points de référence radiologique sur chacun des sites d'installation de balises du réseau exploité par la CRIIRAD.
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CRIIRAD.
Prestataires de l'action et partenaires	Equipe du laboratoire de la CRIIRAD.
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Assurer l'exploitation du réseau de 6 balises et sondes gamma installées en Drôme, Ardèche et Isère. Mise en ligne des informations à destination du grand public sur le site balises.criirad.org . Mise à disposition d'un service d'astreinte 24h/24 365jours/an. Rapports trimestriels et annuels à destination des collectivités partenaires du réseau.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Conven
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Risque technologique majeur
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants
Effets sur la santé	Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Maladies du sang; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles sensoriels
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Commission de Recherches et d'Informations Indépendantes sur le Radioactivité - CRIIRAD
Service - mail	contact@criirad.org
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	Association

Intitulé	Etude de la contamination radioactive des champignons en Rhône-Alpes.
Objectif général	A la suite de la catastrophe de Tchernobyl, la CRIIRAD avait réalisé entre 1987 et 1992 plus de 900 analyses de différentes espèces récoltées par des particuliers. Elle avait alors pu établir une classification des espèces en fonction de leur capacité à concentrer le Césium 137. L'étude a pour but de renseigner sur l'évolution de l'activité massive d'une sélection d'espèces 30 ans après la catastrophe.
Objectif opérationnel	Renseigner la population, les associations environnementales et les sociétés mycologiques sur le risque de présence de radioactivité dans les champignons 30 ans après la catastrophe de Tchernobyl, en région Rhône Alpes.
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CRIIRAD; Bénévoles
Prestataires de l'action et partenaires	Equipe du laboratoire de la CRIIRAD
Public cible direct de l'action	Grand public
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Procéder à des analyses de spectrométrie gamma sur 36 échantillons parmi les 6 espèces les plus consommées. Le Césium 137 est recherché en priorité, mais également le Plomb 210 et le Strontium 90. L'étude est menée en partenariat avec des sociétés de mycologie.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Interventions collectives (ateliers); Etude, recherche, innovation; Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Convention Pluriannuelle d'Objectifs
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Risque technologique majeur
Risques liés aux milieux d'exposition	Sols; Aliments collectés dans l'environnement
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants
Effets sur la santé	Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies du sang; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles sensoriels
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Commission de Recherches et d'Informations Indépendantes sur la Radioactivité - CRIIRAD
Service - mail	yves.girardot@criirad.org
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	Association

Intitulé	Lutte pour des logements décents
Objectif général	Aider les locataires dans leurs démarches pour obtenir des logements décents, ne présentant pas de risques pour leur santé.
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2015-2016 - Cette action est permanente
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CLCV
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Grand public; Personnes vulnérables; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Ardèche; Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>A* En réponse aux demandes individuelles</p> <p>1 - Dans ses permanences, mais aussi par mail, téléphone, des locataires contactent la CLCV car ils n'obtiennent pas de leur bailleur les réparations et travaux nécessaires.</p> <p>2 - Conseils et informations sur les droits et obligations de chaque partie. Conseils sur les bons gestes (utilisation chauffage, aération...).</p> <p>3 - Conseils sur les démarches à effectuer.</p> <p>4 - Interventions de la CLCV envers le bailleur ou l'agence</p> <p>5 - Sans résultat, dans certains cas, orientation vers les SCHS, Soliha, l'ARS et collaboration avec ces structures.</p> <p>6 - Si nécessaire aide à la constitution du dossier pour le tribunal.</p> <p>B* Actions collectives dans le logement social</p> <p>1 - Appui aux locataires pour qu'ils créent des collectifs, soutien, accompagnement, formation</p> <p>2 - Action au niveau de la direction par la participations à certaines instances : conseil de concertation locative, conseil d'administration)</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès du grand public; Lieux d'accueil, d'écoute (permanence); Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres; Bailleurs sociaux
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Métaux; Odeurs
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Allergie; Intoxication; Maladies respiratoires; Troubles psychiques, santé mentale; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Union Interdépartementale Drôme Ardèche - CLCV
Service - mail	drome-ardeche@clcv.org
Code postal Ville	26100 ROMANS SUR ISERE
Statut juridique	Association

Intitulé	Pressions industrielles et impacts sur les eaux souterraines - Déploiement sur Bassin Rhône Méditerranée
Objectif général	Afin d'évaluer l'impact des activités industrielles passées et actuelles sur la qualité des eaux souterraines, le BRGM a développé une approche méthodologique (Chartier, 2012) testée sur quelques zones d'étude permettant de rapprocher les données sur les sites industriels des données de qualité des eaux souterraines et de construire une approche « pression / impact » à l'échelle des zones d'études sélectionnées.
Objectif opérationnel	Le cadre méthodologique commun déployé sur l'ensemble du bassin Rhône Méditerranée, a permis d'avoir une approche homogène et cohérente pour qualifier les pressions industrielles et leurs impacts sur la qualité des eaux souterraines. La méthodologie initialement développée dans la région Rhône Alpes a servi de base pour ce déploiement. Les objectifs de ce projet sont les suivants : - Identifier les principaux bassins industriels du bassin Rhône Méditerranée et caractériser les pressions « ponctuelles » sur chaque bassin industriel, - Caractériser l'état qualitatif des eaux souterraines pour les polluants associés aux pressions « ponctuelles » sur chaque bassin industriel, - Caractériser les impacts avérés ou potentiels sur les eaux souterraines dès lors que le lien entre des pressions « ponctuelles » et un éventuel état dégradé des eaux souterraines est établi ou suspecté, - Synthétiser la situation au regard des critères de rapportage européen pour les masses d'eau souterraine concernées.
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	BRGM; Agence de l'Eau RMC
Prestataires de l'action et partenaires	Avec le soutien des Délégation régional de l'Agence de l'eau
Public cible direct de l'action	Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations); Professionnels de l'environnement
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	L'approche méthodologie déployée sur le bassin Rhône Méditerranée comporte cinq phases principales : Phase 1: Inventaire des pressions ponctuelles, identification puis délimitation de zones d'étude, appelées « bassins industriels », et collecte des données associées Phase 2: Qualification de l'état des eaux souterraines Phase 3: Qualification de la pression industrielle Phase 4: Synthèse de l'impact à l'échelle du bassin industriel Phase 5: Synthèse à l'échelle du bassin Rhône Méditerranée Lors du déploiement des phases méthodologiques, les services de l'état ont été impliqués aux étapes clés du processus afin de mettre en évidence toute incohérence. Des compléments d'information ont été donnés par les services de l'état et les délégations régionales de l'Agence de l'Eau ont permis de mettre à jour les phases de qualification de l'état des eaux souterraines et de qualification de la pression industrielle. Au cours de l'étude un certain nombre d'adaptations et de consolidations méthodologiques ont été nécessaires afin de renforcer la robustesse de la méthode, de clarifier les échanges avec les services en charge des installations classées, de faire un diagnostic plus précis de l'état et des pressions et surtout de répondre au mieux aux exigences des utilisateurs des résultats. Ainsi des points méthodologiques principaux suivants ont été ajustés : la sélection et délimitation des bassins industriels ; l'optimisation de l'outil de traitement statistique des données qualité des eaux souterraines ; et la méthode de qualification de l'impact.
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Directive Cadre sur l'Eau
Organismes financeurs de l'action	Agence de l'Eau RMC et BRGM
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux d'alimentation; Eaux souterrain
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Métaux; Polluants organiques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Bureau de Recherche Géologique et Minière - BRGM
Service - mail	DAT AURHA - c.merly@brgm.fr
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Autres - EPIC

Intitulé	Formation d'un service de maternité à la santé environnementale (Nesting)
Objectif général	Former des professionnels de santé à la santé environnementale pour qu'ils puissent sensibiliser les futurs et jeunes parents
Objectif opérationnel	Former des animateurs d'ateliers Nesting dans les maternités
Période de l'action	2015-2016 - 2 actions subventionnées de 1 an chacune
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	WECF France
Prestataires de l'action et partenaires	WECF France
Public cible direct de l'action	Professionnels de santé
Territoire cible de l'action	Isère; Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Action de formation en santé environnementale d'un service de maternité (en général, une quinzaine de personnes formées) sur une période de 6 jours comprenant 4 jours de formation théorique et 2 jours de formation pédagogique dont une consacrée aux changements de comportement. La formation se déroule sur site (dans la maternité) à raison d'une journée de formation par mois. Les professionnels de santé ont alors 6 mois pour passer la certification. Seuls les personnes certifiées peuvent ensuite animer des ateliers Nesting au sein de la maternité. En revanche, toutes les personnes formées sont habilitées et aptes à sensibiliser les futurs et jeunes parents à l'impact de l'environnement sur la santé. L'objectif de cette sensibilisation est aussi d'apporter à ce public des solutions pratiques présentant une alternative saine.
Nature de l'action, du type d'activité	Formation auprès de professionnels
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Alimentation
Contaminants Agents chimiques	Métaux; Fumée de tabac; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Troubles hormonaux
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	GOMEL - WECF France
Service - mail	Responsable formation - anne.gomel@wecf.eu
Code postal Ville	74100 ANNEMASSE
Statut juridique	Association

Intitulé	Amiante environnemental
Objectif général	Répondre aux enjeux de santé posés par les pathologies en lien avec l'environnement (3ème PNSE)
Objectif opérationnel	Poursuivre et exploiter la cartographie des zones amiantifères sur les zones à risque afin de réduire les expositions liées aux affleurements naturels d'amiante: élaboration de cartes pour plusieurs départements de la chaîne alpine
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	BRGM
Prestataires de l'action et partenaires	BRGM
Public cible direct de l'action	Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	Isère; Savoie; ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Le BRGM intervient en appui au MEEM pour la prévention des risques liés à l'exposition des populations à l'amiante environnemental. Ces cartes sont disponibles sur infoterre.brgm.fr .
Nature de l'action, du type d'activité	Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PNS
Organismes financeurs de l'action	MEEM & PNS
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Risque naturel majeur
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Travail
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Maladies respiratoires
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	Bureau des recherches géologiques et minières - BRGM
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Autres - EPIC

Intitulé	Mise à jour de l'inventaire des sites industriels du territoire Rhône-Alpes
Objectif général	Mettre à disposition du public, sous la forme de la base de données Basias (http://basias.brgm.fr/), l'inventaire des sites industriels et activités de service du territoire Rhône-Alpes. Actuellement 1933 sites sont recensés dans la base, à l'issue de la finalisation de ce projet 43 500 sites seront affichés.
Objectif opérationnel	Le porté à connaissance du passé industriel du territoire peut avoir de très nombreuses applications opérationnelles (identification de sources potentielles de pollution des eaux et des sols, prise en compte des enjeux sanitaires et environnementaux lors de la réhabilitation d'anciens sites industriels, sécurisation des actions foncières par exemple lors de l'installation d'un établissement sensible...)
Période de l'action	2015-2016 - action démarrée en 2010, fin début 2017
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	BRGM
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	Ain; Ardèche; Drôme; Haute-Savoie; Isère; Loire; Savoie; Rhône; ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Enorme travail bibliographique consistant en l'analyse des actes administratifs (déclaration, demande d'autorisation, arrêté préfectoral, plaintes, PV...) relatifs à un ensemble d'activités industrielles ou de service (exemple : pressing, station -service) qui ont été soumises à la Préfecture au cours du temps (dans le cadre de règlements visant à protéger l'hygiène publique ou la régulation des usages, des cours d'eau par exemple...) afin d'identifier et localiser les sites (site : espace géographique où une ou plusieurs activités ont eu lieu à un moment donné et au cours du temps). Toutes les informations utiles à l'élaboration de l'historique des sites sont relevées (telles que les raisons sociales, les activités industrielles, les produits utilisés/générés par ces dernières...) afin que la connaissance la plus exhaustive en termes de risques potentiels pour les eaux souterraines et les sols soit attachée au site. Mise à disposition des informations collectées après une étape de validation auprès de chaque mairie concernée par au moins site sur son territoire.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Ministère en charge de l'Ecologie
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales; Ministère en charge de l'Ecologie
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Eaux d'alimentation; Sols; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Nitrates; Métaux; Polluants organiques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	BRGM - BRGM
Service - mail	BRGM AURA - s.buschaert@brgm.fr
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Autres - EPIC

Intitulé	Lutte contre les allergies polliniques
Objectif général	Surveiller les taux de pollens dans l'air, prévenir et anticiper les pics polliniques, évaluer les mesures de lutte
Objectif opérationnel	Comptages polliniques, modélisation du risque allergique, cartographie du risque allergique, production d'indicateurs annuels (régionaux et départementaux)
Période de l'action	2015-2016 - Action récurrente
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ATMO AURA; RNSA; ARS; Observatoires des Ambroisies
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Professionnels de santé; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Comptages polliniques pour deux sites, en partenariat avec le RNSA (récurrent) 2015 : gestion de la plateforme Signalement Ambroisie (construite par Atmo Auvergne-Rhône-Alpes, sur un projet original de Valence Romans Sud Rhône-Alpes).
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	ARS; Conseil Régional; Collectivités locales; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - Récurrente chaque année
Sources de contaminations et de nuisances	Risque naturel majeur; Risques liés au climat
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Atmo Auvergne-Rhône-Alpes -
Service - mail	contact@atmo-aura.fr
Code postal Ville	69500 BRON
Statut juridique	Association

Intitulé	Exposition aux particules ultrafines dans l'air
Objectif général	Poser les bases d'un observatoire régional des particules ultrafines (inférieures à 100 nm)
Objectif opérationnel	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition de matériels de mesure - Mise en œuvre sur le terrain - Recueil de niveau de référence dans différents environnements - Diffusion des résultats - Participation à un groupe de travail national
Période de l'action	2015-2016 - Récurrente
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ATMO AURA
Prestataires de l'action et partenaires	LCSQA (Laboratoire Central de Surveillance de la Qualité de l'Air), Atmo Nouvelle Aquitaine, Air PACA
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Isère; Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	http://www.air-rhonealpes.fr/sites/ra/files/atoms/files/rapport_obs_puf_regionra.pdf
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - Récurrente chaque année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Transports; Risque naturel majeur; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Atmo Auvergne-Rhône-Alpes -
Service - mail	contact@atmo-aura.fr
Code postal Ville	69500 BRON
Statut juridique	Association

Intitulé	Plateforme ORHANE (Observatoire Régional Harmonisé Auvergne-Rhône-Alpes des Nuisances Environnementales)
Objectif général	Plateforme régionale unique de données d'exposition Air et Bruit : réponse à des enjeux sanitaires environnementaux de co-expositions aux nuisances liées au bruit et à la qualité de l'air
Objectif opérationnel	Collecte, centralisation et mise en forme de l'ensemble des données relatives au trafic routier, aérien, ferroviaire, et au secteur industriel Calcul d'une couche d'exposition air et d'une couche d'exposition bruit, élaboration d'indicateurs
Période de l'action	2015-2016 - Développement et mise à jour + gestion récurrente
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ATMO AURA; Acoucité; CEREMA
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	http://www.air-rhonealpes.fr/sites/ra/files/atoms/files/dp_orhane_septembre2016.pdf Extension à l'Auvergne en 2017
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	DREAL; Conseil Régional; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - Récurrente chaque année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Atmo Auvergne-Rhône-Alpes -
Service - mail	contact@atmo-aura.fr
Code postal Ville	69500 BRON
Statut juridique	Association

Intitulé	Surveillance des zones de multiexpositions industrielles
Objectif général	Mettre en œuvre une expertise permettant d'évaluer l'exposition globale et de prioriser en fonction des problématiques : surveillance de certaines zones et de certains composés spécifiques, études particulières
Objectif opérationnel	Mise en œuvre de mesures, de modélisation Concertation avec les acteurs locaux
Période de l'action	2015-2016 - Action pluriannuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ATMO AURA; DREAL; Collectivités territoriales; Conseil Régional
Prestataires de l'action et partenaires	Atmo Auvergne-Rhône-Alpes, DREAL
Public cible direct de l'action	Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	http://www.air-rhonealpes.fr/publications?mots-cles=&thematiques=3184&zones_geographiques=All&depuis=&jusque=&type_publication=All&donnees_surveillees=All&=Rechercher
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès du grand public; Formation auprès de professionnels; Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	DREAL; Conseil Régional; Collectivités locales; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Atmo Auvergne-Rhône-Alpes -
Service - mail	contact@atmo-aura.fr
Code postal Ville	69500 BRON
Statut juridique	Association

Intitulé	Méli Mélo - démêlons les fils de l'eau : 5 questions en 2015
Objectif général	Informier le grand public sur les questions relatives à la gestion de l'eau et faire tomber les idées reçues
Objectif opérationnel	5 questions en 2015 : la qualité de l'eau du robinet ; la protection de la ressource en eau ; infiltrer les eaux pluviales ; l'assainissement individuel ; la parenthèse urbaine du cycle de l'eau ; Développer des supports de communication (vidéos, illustrations, documents de synthèse), validés scientifiquement et institutionnellement, avec une dimension ludique pour améliorer la diffusion
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	GRAIE; INSA; MédiaPro
Prestataires de l'action et partenaires	GRAIE, INSA Lyon, MédiaPro
Public cible direct de l'action	Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Validation des messages avec les partenaires, écriture des scénarios des vidéos, des documents de synthèse, production des vidéos et illustrations (dessins de presse), publication sur le web (YouTube et eaumelimelo.org) diffusion de l'information (emailing + représentation dans des salons et conférences)
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...); Production de notes de synthèse
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Consultation sur l'eau
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales; Fonds propres; Agence de l'eau
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux d'alimentation; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Elodie Brelot - GRAIE
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Réseau régional "Gestion des effluents non domestiques"
Objectif général	Donner des clés aux collectivités pour réduire à la source les rejets de micropolluants dans l'eau
Objectif opérationnel	Mettre en relation les différents acteurs de la gestion des rejets non domestiques au réseau d'assainissement, leur permettre de mutualiser leurs connaissances et leurs compétences et les aider à formaliser et transmettre leur expérience. Aider les collectivités à s'organiser et développer des outils pour encadrer la collecte et le traitement des effluents non domestiques. L'objectif est de parvenir à une bonne maîtrise de leurs systèmes d'assainissement et des pollutions à la source, en termes de polluants classiques et de micropolluants, dans une finalité de préservation des milieux.
Période de l'action	2015-2016 - Depuis 2010
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	GRAIE; Agence de l'Eau RMC
Prestataires de l'action et partenaires	GRAIE
Public cible direct de l'action	Professionnels de l'environnement
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Trois niveaux d'échanges et d'apports d'informations sont proposés au sein du réseau : -une conférence régionale annuelle destinée à l'ensemble des acteurs concernés. -des réunions en groupe de travail restreint rassemblant 4 fois par an des experts et exploitants ayant déjà mis en place une gestion des rejets non domestiques et souhaitant échanger et travailler conjointement sur différentes thématiques. -une liste de diffusion nationale, permettant aux collectivités et à leurs partenaires de partager leurs expériences et de s'entraider via des échanges mails.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...); -Production de connaissances -Production de notes de synthèse
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Plan national micropolluants
Organismes financeurs de l'action	DREAL; Conseil Régional; -agence de l'eau RMC -Métropole de Lyon
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Déchets; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Polluants organiques; Bisphénol A; une infinité de micropolluants
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Elodie Brelot - GRAIE
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Suivi du fonctionnement des installations nucléaires de Rhône-Alpes
Objectif général	Réaliser un suivi et une analyse critique du fonctionnement des INB de Rhône-Alpes afin d'intervenir plus efficacement au sein des Commissions Locales d'Information (CLI).
Objectif opérationnel	Procéder à l'inventaire de l'ensemble des avis d'incident publiés par les exploitants et l'Autorité de Sureté Nucléaire et à l'étude critique de 5 incidents et de 2 dossiers approfondis.
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CRIIRAD
Prestataires de l'action et partenaires	Equipe du laboratoire de la CRIIRAD.
Public cible direct de l'action	Grand public
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Analyse des avis d'incident des opérateurs et de l'ASN. Analyse critique des incidents survenus lors des projets de démantèlement de l'usine Eurodif et du projet Prisme.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Convention Pluriannuelle d'Objectifs
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Risque technologique majeur
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Eaux d'alimentation; Sols; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants
Effets sur la santé	Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies du sang; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles sensoriels
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Commission de Recherches et d'Informations Indépendantes sur le Radioactivité - CRIIRAD
Service - mail	contact@criirad.org
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	Association

Intitulé	CIRCE - Cancer Inégalités Régionales Cantonales et Environnement
Objectif général	CIRCE vise à identifier les inégalités environnementales mises en avant par les trois Plans Nationaux Santé Environnementaux (PNSE). L'objectif général est d'identifier les inégalités géographiques du cancer et d'évaluer la part des facteurs sociaux et environnementaux dans celles-ci en développant un système d'Informations Géographiques (SIG) dédié aux cancers et aux expositions environnementales.
Objectif opérationnel	Etudier les disparités géographiques de la mortalité par cancer dans la région en produisant un atlas de la mortalité par cancer portant sur les principaux cancers en termes de mortalité et ceux pour lesquels des facteurs de risques environnementaux sont généralement évoqués. Analyser les croisements de données sanitaires, sociales et environnementales afin de caractériser les inégalités spatiales d'exposition environnementale, de niveau socio-économique et de mortalité par cancer. Analyser les relations spatiales entre cancer et facteurs environnementaux et socio-économiques en croisant ces données par une étude de corrélation écologique au niveau cantonal. Détecter des zones où le risque de maladie et d'exposition sont les plus élevés (cumulant les taux les plus importants).
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ORS RA
Prestataires de l'action et partenaires	ORS Rhône-Alpes
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	L'analyse des variations spatiales de la mortalité a été réalisée à l'échelle cantonale, en utilisant le découpage canton et ville (ou pseudo-cantons) de l'Insee. Outre l'ensemble des tumeurs malignes, les localisations cancéreuses retenues sont celles pour lesquelles l'effectif de décès cumulés sur la période est suffisamment important. Certaines localisations avec des effectifs plus réduits mais pour lesquelles des facteurs de risque environnementaux sont évoqués ont également été explorées. L'analyse a finalement porté sur 13 localisations pour les hommes et 9 pour les femmes, qui représentent respectivement 79 % des décès par tumeurs chez les hommes et 71 % chez les femmes en Rhône-Alpes. L'indicateur utilisé est l'indice comparatif de mortalité (ICM) lissé géographiquement dans le but de réduire l'instabilité statistique liée aux petits effectifs et mettre en évidence la structure spatiale sous-jacente.
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Alimentation
Contaminants Agents chimiques	Métaux
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Cancer
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Observatoire Régional de la Santé Rhône-Alpes - ORS RHONE-ALPES
Service - mail	courrier@ors-rhone-alpes.org
Code postal Ville	69001 LYON 01
Statut juridique	Association

Intitulé	Tchernobyl, Fukushima... du 23/3 au 3/4/16 à Grenoble
Objectif général	Insurrection artistique, scientifiques, intellectuelle et populaire contre la poursuite de la contamination radioactive
Objectif opérationnel	Une exposition artistique, des films, des conférences et représentations théâtrales
Période de l'action	2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Groupe Sortir du Nucléaire Isère; Independent WHO Santé et Nucléaire
Prestataires de l'action et partenaires	SDN38, IWHO, Les Verts ALE, Ville de Grenoble, CRIIRAD, les Amis de la Terre, Réseau Sortir du Nucléaire
Public cible direct de l'action	Grand public; Enfants / jeunes / étudiants; Professionnels de santé; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Drôme; Isère; ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Rencontre débat, théâtre, ciné débat
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles; Exposition artistique
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Appel du 26
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales; Fonds propres; Parlement européen ALE Les Verts
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Déchets; Risque technologique majeur
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Eaux d'alimentation; Sols; Alimentation; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Radioactivité
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants
Effets sur la santé	Cancer; Maladies de l'appareil digestif; Maladies cardio-vasculaires; Maladies infectieuses; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Maladies du sang; Traumatismes; Troubles psychiques, santé mentale; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles hormonaux; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Proust Claude - SDN 38 et IWHO Santé et Nucléaire
Service - mail	claudeproust@wanadoo.fr
Code postal Ville	38700
Statut juridique	Association

Intitulé	Lettre électronique mensuelle d'informations en santé et environnement
Objectif général	Informier mensuellement les professionnels et le grand public sur l'actualité régionale et nationale en santé environnement
Objectif opérationnel	Diffuser une lettre mensuelle
Période de l'action	2015-2016 - mensuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ORS RA
Prestataires de l'action et partenaires	Observatoire régional de la santé (ORS) Rhône-Alpes
Public cible direct de l'action	Grand public; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Lettre électronique d'informations permettant de suivre l'actualité régionale (Rhône-Alpes) et nationale en santé environnement.</p> <p>Envoi mensuel à près de 900 abonnés chaque fin de mois,</p> <p>La lettre d'informations en santé environnement comprend des informations thématiques, fait état des publications récentes, présente un agenda des colloques, des formations et appels à projets, et précise les nouveaux liens web ou plateformes en santé environnement qui se créent.</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Activités de soins; Déchets; Transports; Risque technologique majeur; Risque naturel majeur; Risques liés au climat; Risques liés aux animaux domestiques et sauvages; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Alimentation; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Odeurs; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants; Bruit; Fibres
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Maladies de l'appareil digestif; Maladies cardio-vasculaires; Maladies infectieuses; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Maladies du sang; Traumatismes; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Observatoire Régional de la Santé (ORS) - ORS
Service - mail	Environnement - sante-environnement@ors-rhone-alpes.org
Code postal Ville	69001 LYON 01
Statut juridique	Association

Intitulé	Eviter les perturbateurs endocriniens
Objectif général	Sensibiliser les familles aux dangers des perturbateurs endocriniens
Objectif opérationnel	Diffuser l'information par notre réseau d'associations familiales, départemental et régional (CRAFAL)
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CDAFAL
Prestataires de l'action et partenaires	CDAFAL + CRAFTAL (coordination régionale des associations familiales laïques)
Public cible direct de l'action	Grand public; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	ex-Rhône-Alpes
Bref descriptif de l'action et méthode	Conférence-débat par militants ou experts invités Brochure réalisée par le CDAFAL42, roll-ups Courriers aux décideurs (députés, sénateurs, maires, entreprises)
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Lieux d'accueil, d'écoute (permanence); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; Fonds propres; Agence de l'eau
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - lors d'accueil dans les permanences consommation
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Activités de soins; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Alimentation
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Métaux; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Cancer; Troubles hormonaux; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques - CDAFAL
Service - mail	AFL Santé - cdafal42@orange.fr
Code postal Ville	42000 ST ETIENNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Programme de recherche épidémiologique DEBATS : Discussion sur les Effets du Bruit des Aéronefs Touchant la Santé.
Objectif général	Mieux connaître et de mieux quantifier les effets du bruit des avions sur la santé des populations riveraines des aéroports français.
Objectif opérationnel	DEBATS consiste en un programme de recherche national auprès de riverains de trois aéroports français, Paris-Charles de Gaulle, Lyon-Saint Exupéry et Toulouse-Blagnac.
Période de l'action	2015-2016 - DEBATS a commencé en 2012 et se terminera en 2019. Inclusion en 2013, suivi deux ans après en 2015 et suivi quatre ans après en 2017
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	IFSTTAR
Prestataires de l'action et partenaires	Partenaires : Ifsttar, Bruitparif, Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès de l'Inserm, Centre du Sommeil et de la Vigilance de l'Hôtel Dieu de Paris Assistance technique : Acoucity, GfK-ISL, Géocible, Laboratoire de Biochimie du Centre de Biologie Sud des Hospices Civils de Lyon, Sleeptech
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Ain; Isère; Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	DEBATS consiste en un programme de recherche national auprès de riverains de trois aéroports français, Paris-Charles de Gaulle, Lyon-Saint Exupéry et Toulouse-Blagnac. Il comprend : Une étude écologique consistant à mettre en relation des indicateurs de santé agrégés à l'échelle de la commune (consommations de soins prescrits et remboursés par l'assurance maladie, vente de médicaments par les pharmacies hors remboursements, mortalité toutes causes et pour certaines causes spécifiques) avec le niveau moyen pondéré d'exposition au bruit des avions des communes concernées. Une étude individuelle longitudinale incluant 1 244 sujets. Lors de leur inclusion dans l'étude puis deux et quatre ans après, l'information concernant leur état de santé est obtenue par des enquêteurs au domicile des participants, d'une part par l'administration d'un questionnaire (effets sur le sommeil et le système cardiovasculaire, troubles anxio-dépressifs, et gêne ressentie due au bruit des avions), d'autre part par des mesures de la tension artérielle, de la fréquence cardiaque et de la concentration de cortisol salivaire (marqueur des états de stress). Une étude individuelle complémentaire incluant 90 riverains de l'aéroport Paris-Charles de Gaulle et 20 riverains de l'aéroport de Toulouse-Blagnac. L'objectif est de caractériser de manière détaillée et spécifique les effets aigus du bruit des avions sur la qualité du sommeil tout en affinant la mesure de l'exposition au bruit. Des mesures acoustiques sont réalisées pendant 7 jours à l'intérieur de la chambre à coucher des sujets ainsi qu'en façade extérieure. Ces mêmes sujets portent pendant une journée un dosimètre et remplissent une fiche de budget espace-temps. Les individus portent un actimètre pendant les 7 nuits correspondant aux mesures acoustiques et ils remplissent un agenda du sommeil destiné à évaluer la qualité de leur sommeil. Ils portent par ailleurs pendant 24 heures un enregistreur du rythme cardiaque.
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Direction Générale de la Santé, Direction Générale de la Prévention des Risques, Direction Générale de l'Aviation Civile, Anses
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - Inclusion en 2013, suivi deux ans après en 2015 et suivi quatre ans après en 2017
Sources de contaminations et de nuisances	Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Maladies cardio-vasculaires; Troubles psychiques, santé mentale; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	EVARD Anne-Sophie - IFSTTAR
Service - mail	TS2/Umrestte - anne-sophie.evard@ifsttar.fr
Code postal Ville	69675
Statut juridique	Administration

Intitulé	Atelier santé environnementale
Objectif général	Sensibiliser les jeunes au lien santé et environnement
Objectif opérationnel	Questionner sur nos habitudes de consommation, proposer des solutions alternatives plus bénéfiques pour la santé
Période de l'action	2015-2016 - 2 ateliers par an
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mission Locale
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Ain
Bref descriptif de l'action et méthode	Atelier de 3h: définition santé environnementale débat autour du photo langage créé par la MFRA: lecteur d'étiquettes, marketing, habitudes de consommation... Apport de solutions concrètes: recette produits ménagers, prioriser des produits simples et non transformés... Simulation d'un supermarché avec différents produits ou chacun est invité à aller faire ses courses. Récap et conclusion.
Nature de l'action, du type d'activité	Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Alimentation; cosmétiques
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	Moisissures, cyanobactéries; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Bruit; Fibres
Effets sur la santé	Cancer; Maladies respiratoires; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles hormonaux; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Mission Locale Jeunes Bugey Plaine de l'Ain - MLJ
Service - mail	mij.amberieu@mljbpa.fr
Code postal Ville	01500 AMBERIEU EN BUGEY
Statut juridique	Association

Intitulé	Prévenir les risques allergiques liés à l'ambrosie sur les communes de l'Ardèche
Objectif général	Permettre aux professionnels travaillant auprès des enfants d'améliorer leur capacité à intervenir sur les liens entre la qualité de l'air et l'ambrosie
Objectif opérationnel	Renforcer les compétences professionnelles sur le thème Favoriser l'accès à l'information et aux ressources sur l'ambrosie Accompagner les écoles ou les communes (temps d'activité périscolaire) pour mettre en place des actions sur l'ambrosie Améliorer les connaissances des enfants sur les risques allergiques liés à l'ambrosie
Période de l'action	2015-2016 - année scolaire 2015 - 2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	IREPS07
Prestataires de l'action et partenaires	IREPS Rhône-Alpes délégation de l'Ardèche
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Chercheurs, enseignants; Professionnels des accueils de loisir
Territoire cible de l'action	Ardèche
Bref descriptif de l'action et méthode	En 1er lieu, formation à l'outil pédagogique « Cap'tain Allergo » et aux risques sanitaires liés à l'ambrosie (développé par l'Observatoire des ambrosies). L'action suivante consiste à présenter le projet et à permettre aux acteurs des territoires concernés de solliciter l'appui de l'IREPS Rhône-Alpes afin de les accompagner dans des projets de prévention des risques allergiques liés à l'ambrosie. Les actions suivantes sont des aides à la mise en œuvre de ces actions avec pour 2 structures un accompagnement plus long afin d'aller jusqu'à de la co-animation face au public accueilli. Ce projet vise à renforcer les compétences des équipes éducatives et des enfants.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé Rhône-Alpes - IREPS Rhône-Alpes
Service - mail	Délégation Ardèche - contact07@education-sante-ra.org
Code postal Ville	07000 PRIVAS
Statut juridique	Association

Intitulé	ACAND (Association Citoyenne Anti Nuisances liées aux Déchets) association créée en mai 2011, surveillance du site d'enfouissement communautaire de Tronquières 15000 AURILLAC
Objectif général	
Objectif opérationnel	Défendre les intérêts des riverains en matière d'environnement face aux nuisances olfactives et à leurs conséquences sur la santé humaine et sur le milieu naturel, sur les conditions de vie et de travail des personnes exposées, les valeurs immobilières. Intervenir si nécessaire auprès des autorités pour le respect des lois et des règlements en vigueur en matière d'environnement et de gestion des déchets Regrouper des observateurs en situation réelle avec pour objectif de contribuer aux travaux d'évaluation et de suivi des nuisances jusqu'à leur disparition effective Siéger dans les organismes officiels (CLIS...). Impliquer et faire participer les adhérents aux manifestations, débats, actions menées auprès des organismes concernés (exploitant, Etat, conseil général, communauté d'agglomération, mairies etc) et auprès de l'opinion publique Informers les adhérents puis les populations concernées en utilisant l'ensemble des moyens de communication existants. Ne plus subir les nuisances olfactives malgré la fermeture du site de Tronquières.
Période de l'action	2015 - cette action fait suite à nos activités antérieures débutées lors de la création de notre association et les années suivantes
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ACAND
Prestataires de l'action et partenaires	ACAND
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); membres de l'association
Territoire cible de l'action	Cantal
Bref descriptif de l'action et méthode	recueil des nuisances olfactives par les membres de l'association à l'aide d'un tableau récapitulatif date heure zone géographique, nuisances constatées et intensité: tableau transmis régulièrement aux autorités et gestionnaires du site alerte par mail ou par téléphone, appel des services compétents: CABA DREAL Préfecture demande écrite pour tenue des réunions CLIS en Préfecture
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; réunion CLIS
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Auvergne 2011-2013; PRS Auvergne 2012-2016
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - selon les nuisances constatées
Sources de contaminations et de nuisances	Déchets
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Sols
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques; Odeurs; eaux d'écoulements et lixiviats
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Troubles psychiques, santé mentale; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	association citoyenne antinuisances liées aux déchets - ACAND
Service - mail	pierre.salat0180@orange.fr
Code postal Ville	15130 ARPAJON SUR CERE
Statut juridique	Association

Intitulé	Prévention des risques Santé Environnement liés à l'Ambroisie dans le Cantal
Objectif général	Prévenir le risque d'exposition au pollen d'ambroisie dans le Cantal
Objectif opérationnel	Améliorer la connaissance de la localisation de plante et suivre les zones à risques Informer, sensibiliser le grand public, les élus et les jeunes sur les risques liés à l'Ambroisie Lutter contre l'Ambroisie déjà installée dans le Cantal
Période de l'action	2016 - action pluriannuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CPIE
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	Cantal
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers); prospections de terrain
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Centre permanent d'initiatives pour l'environnement - CPIE de Haute Auvergne
Service - mail	cpie.haute.auvergne@wanadoo.fr
Code postal Ville	15000 AURILLAC
Statut juridique	Association

Intitulé	Information - Sensibilisation - Prévention des risques Santé Environnement ciblées sur la qualité de l'air intérieur dans le Cantal
Objectif général	Prévenir les problèmes de santé liés à l'environnement en sensibilisant la population directement ou via des professionnels relais sur la qualité de l'air intérieur et les allergies respiratoires
Objectif opérationnel	Sensibiliser les enfants et les lycéens sur les impacts sanitaires et environnementaux de la qualité de l'air intérieur, les allergies respiratoires et les moyens de limiter l'exposition à ces sources de risque dans l'habitat Prévenir les risques liés à la qualité de l'air intérieur en particulier pour des catégories de personnes vulnérables (personnes âgées et enfants en bas âge) via des professionnels relais qui sont à leur côté au quotidien: assistantes maternelles et aides à domicile. Sensibiliser ces professionnels aux impacts de la qualité de l'air intérieur, aux allergies respiratoires et aux moyens de limiter l'exposition à ces sources de risque dans l'habitat.
Période de l'action	2016 - pluriannuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ARS; Conseil Départemental; ADMR; ASED; Ecoles primaires du Cantal; Lycées professionnels du Cantal
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants; assistantes maternelles
Territoire cible de l'action	Cantal
Bref descriptif de l'action et méthode	Organiser, préparer et animer des séances de sensibilisation pédagogiques auprès de classes primaire de cycle 3 et des classes de lycées professionnels de filières sanitaires et social (8 séances). Utilisation de divers supports adaptés selon le public: exposition, maquette à manipuler, observations à la loupe binoculaire, jeux, diaporama, distribution de documentation... "Organiser, préparer et animer des séances d'information auprès des professionnels relais du secteur santé et social (2 séances). L'organisation des séances se faisant par l'intermédiaire des relais d'assistantes maternelles, des relais petite enfance et des associations d'aide à domicile (ADMR, ASED par exemple) qui mobilisent leurs membres, ou salariés. Mettre l'exposition "Allergies et environnement" à disposition afin qu'elle puisse circuler dans différents lieux, diffuser les livrets d'information."
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Risques liés aux animaux domestiques et sauvages; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Polluants organiques; Fumée de tabac
Contaminants Agents biologiques	Moisissures, cyanobactéries; Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Maladies respiratoires; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles hormonaux
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Centre permanent d'initiatives pour l'environnement - CPIE
Service - mail	cpie.haute.auvergne@wanadoo.fr
Code postal Ville	15000 AURILLAC
Statut juridique	Association

Intitulé	Prévention du risque lié au radon dans l'habitat dans le Cantal
Objectif général	Prévenir l'exposition au radon dans l'habitat dans le Cantal
Objectif opérationnel	Accompagner une collectivité du Cantal concernée par ce risque dans une démarche de sensibilisation de sa population Sensibiliser les professionnels du bâtiment au risque pour la santé lié au radon et aux méthodes de rémediation
Période de l'action	2016 - action renouvelée chaque année depuis plusieurs années
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ARS; Collectivités Communes et Intercom
Prestataires de l'action et partenaires	CPIE
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); professionnels du bâtiment
Territoire cible de l'action	Cantal
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; campagne de dépistage
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants
Effets sur la santé	Cancer
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	centre permanent d'initiatives pour l'environnement - CPIE Haute Auvergne
Service - mail	cpie.haute.auvergne@wanadoo.fr
Code postal Ville	15000 AURILLAC
Statut juridique	Association

Intitulé	Prévention et éducation à la santé, santé environnementale.
Objectif général	Sensibiliser à l'exposition des ondes émises par les objets connectés, spécialement les smart phones, avec mesures des émissions, conseils d'utilisation... sensibilisation aux mesures de protections individuelles et bonnes pratiques en matière d'exposition au bruit. Baladeurs, concerts...
Objectif opérationnel	Axe 1: Communication et information: Affichage thématique Axe 2: Accès aux droits, accès aux soins Axe 3 Promotion et prévention santé: action de prévention dans les locaux de la Mission Locale avec comme outils : un affichage adapté (type expo) et comme support pour favoriser l'échange un questionnaire en lien avec la thématique choisie (la contraception, la santé environnementale, les conduites addictives, Vaccinations où en êtes vous ? Accès aux soins avec la CARSAT, expérimentation des petits d'âge santé) Chaque intervention est reconduite sur chaque antenne en présence d'un partenaire professionnel de la santé ou de la prévention (Infirmière du Conseil général, Chargé de projet de prévention de l'ANPAA, chargée de projet Mutualité Française et Psychologue).
Période de l'action	2015 - 3 fois 3h sur nos trois antennes. 29 jeunes concernés. Plus campagne d'affichage
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mutualité; Mission Locale
Prestataires de l'action et partenaires	Chargés de mission de la mutualité
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	Sur le mois de novembre 2015, dans les locaux de chaque antenne nous avons affiché une exposition photo. La thématique choisie est la santé environnementale afin de faire questionner notre public et de susciter l'envie de participer à notre ½ journée d'action sur les ondes. Un stand était ouvert avec les chargés mission de la Mutualité qui mettaient à disposition des outils pédagogiques favorisant l'échange et la réflexion sur une bonne utilisation des objets connectés. La philosophie même de cette action n'est pas de donner un discours moralisateur mais plutôt de donner des solutions réalisables par les jeunes, exemple : le portable doit être mis sur mode avion. La thématique est reprise sur chaque antenne afin de couvrir l'ensemble du territoire de la Vallée de la Drôme. La méthodologie : Un affichage en lien avec la thématique ainsi qu'un flyer permettant de captiver le public dans les salles d'attente. Cela permet aux animateurs, ici les chargés de missions des mutualités, de capter et favoriser l'échange avec le public dans un contexte convivial (un café leur est proposé et/ou une boisson).
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	ARS; Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements non ionisants; Bruit
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Association PARTENAIRES VALLÉE DE LA DRÔME -
Service - mail	Mission Locale - crest@mlvalleedrome.org
Code postal Ville	26400 CREST
Statut juridique	Association

Intitulé	Sensibilisation des jeunes à la qualité de l'air intérieur.
Objectif général	Sensibiliser les enfants (classes de CM1/CM2 soit 32 classes concernées de Valence) et leur entourage ainsi que l'équipe éducative à la qualité de l'air intérieur.
Objectif opérationnel	Identifier les différents polluants rencontrés dans l'air que nous respirons et définir les notions associées à ceux-ci ; - Favoriser l'implication et la responsabilisation des élèves par la recherche de solutions simples et adaptées à la vie quotidienne ; - Favoriser l'adoption de gestes favorables pour améliorer la qualité de l'air intérieur - Favoriser l'appropriation de ces gestes par les enfants qui pourront être des relais auprès des adultes (enseignants, parents ...) et être acteur à part entière de leur santé : trace écrite dans le cahier de liaison de l'élève. - Favoriser l'appropriation par le professeur des écoles, du contenu de la séance pour la reproduire et diffuser à son tour les messages de prévention.
Période de l'action	2016 - durée 18 mois - actions pluriannuelles : 2016/2017
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville de Valence; IREPS; KASCIOPE; Education nationale; Atmo AURA
Prestataires de l'action et partenaires	IREPS + KASCIOPE
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	Les associations IREPS et KASCIOPE proposent un travail d'animation en direction des classes de CM1/CM2 de Valence. La conception de cette animation sera commune et identique, associant contenus et formalisation des ressources de chaque structure. Ces 2 associations ont réalisé un travail commun et complémentaire pour une réponse la plus adaptée et pertinente pour les enfants de ce niveau, en s'attachant à coller au mieux aux objectifs pédagogiques des enseignants. Ce projet fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Contrat local de santé (CLS) en cours; Villes OMS
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales; HARMONIE MUTUELLE + VILLE DE VALENCE
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	Polluants organiques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	DOCTEUR LUCILE VERCOUTERE - VILLE DE VALENCE
Service - mail	DSFE - dsfe@mairie-valence.fr
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	- de pollution=+ de santé
Objectif général	Sensibiliser les publics jeunes et adultes à la question de la Santé Environnementale, repérer les différentes sources de pollution qui nous entourent et les alternatives réalisables permettant de s'en protéger.
Objectif opérationnel	Proposer des temps d'échanges sur la santé environnementale à partir d'un photo-expression et d'ateliers pratiques
Période de l'action	2015-2016 - Actions menées 2 fois en 2015 et 2 fois en 2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mutualité Française RA
Prestataires de l'action et partenaires	Action menée en partenariat avec la Mutualité Française Rhône Alpes
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Photo expression - de pollution=+ de santé pour sensibiliser les participants à la santé environnementale et aborder toutes les thématiques: air intérieur, environnement extérieur, alimentation, produits d'hygiène et de cosmétiques, ondes électromagnétiques</p> <p>Atelier sur l'alimentation: jeu de la pomme: questions réponses pour échanger sur l'impact de l'alimentation sur notre santé et sur l'écologie, pour apprendre à mieux lire les étiquettes des produits consommés au quotidien, aborder les notions de saisonnalité, mode de cuisson, emballages...</p> <p>Atelier sur les risques auditifs avec échelle des sons où les participants devaient replacer différentes sources sonores en fonction de leur intensité et tests auditifs avec écoute d'acouphènes et distribution de bouchons d'oreille</p> <p>Ateliers sur les ondes électromagnétiques avec testeur d'ondes utilisés sur différents appareils utilisés du quotidien et échanges autour des alternatives réalisables pour s'en protéger</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Alimentation; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	Moisissures, cyanobactéries; Pollens
Contaminants Agents physiques	Rayonnements non ionisants; Bruit
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Troubles psychiques, santé mentale; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Sandrine SCHYMA - MLPP
Service - mail	Référente Santé - s.schyma@missionlocale.info
Code postal Ville	26200 MONTELIMAR
Statut juridique	Association

Intitulé	« Parcours urbains actifs » PARCOURA
Objectif général	Augmenter la part des déplacements effectués à pied et à vélo grâce à l'amélioration des parcours piétonniers et cyclables au sein des deux collectivités de l'étude (Valence et Clermont-Communauté) et à la mise en place d'une communication autour des modes actifs adaptée aux différentes catégories de population.
Objectif opérationnel	Identification des points noirs récurrents (manque de continuité dans les aménagements, problème de stationnements sauvages de voitures, mobilier urbain gênant, manque de banc ou d'oasis de repos, temps d'attente très long à un feu rouge, coupure urbaine...) mais aussi les itinéraires les plus agréables. Les autres freins relevant des représentations, des perceptions concernant la dangerosité de certains espaces ou parcours, les frontières symboliques qui peuvent exister entre quartiers, les éléments d'attractivité, de confort, de plaisir ou au contraire de gêne, de répulsion. Proposition de recommandations.
Période de l'action	2016 - durée 24 mois - actions pluriannuelles : 2016/2017/2018
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville de Valence; ONAPS; Communauté d'agglo de Clermont Ferrand
Prestataires de l'action et partenaires	ONAPS + ORS + ville de Valence
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	Mise en place d'une étude avec des groupes d'habitants représentatifs de la diversité des territoires (actifs, famille avec enfant(s), habitants des quartiers excentrés, habitants des quartiers en politique de la ville...). Programme de travail : 4 étapes, 2 collectivités territoriales (8 réunions par collectivités, 3 comités de pilotage)
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation; enquête auprès des habitants et de personnes représentatives + recueil de données environnementales (recherche)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Contrat local de santé (CLS) en cours; Villes OMS
Organismes financeurs de l'action	ADEME (70% du budget) + VILLE DE VALENCE
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	DOCTEUR LUCILE VERCOUTERE - VILLE DE VALENCE
Service - mail	DSFE - dsfe@mairie-valence.fr
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Réduction de la vitesse sur l'autoroute A7 au niveau de Valence.
Objectif général	Réduire la pollution atmosphérique et le bruit.
Objectif opérationnel	Depuis 2007, la station de mesures de qualité de l'air « Valence trafic » située en bordure de l'autoroute A7 sur la commune de Bourg lès Valence dépasse chaque année la valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote fixée par la réglementation européenne. La circulaire ministérielle du 24 novembre 2015 relative à la limitation de vitesse sur autoroute pour des motifs de qualité de l'air, précise le cadre de la mise en place d'une baisse de vitesse de circulation dans le cas d'une autoroute traversant une zone urbaine d'une commune pour des motifs de qualité de l'air hors zone PPA et en dehors de situations de pics de pollution. Dans le cadre de son programme d'actions sur les zones de vigilance, Atmo AuRA propose d'apporter son expertise et d'accompagner VALENCE ROMANS SUD RHONE ALPES dans la démarche d'évaluation de la qualité de l'air du projet de la baisse de vitesse sur l'A7. Ce travail visera notamment à apporter un soutien méthodologique, à consolider les éléments de diagnostic de qualité de l'air de la zone, et à évaluer de manière prospective le gain de cette mesure en termes de qualité de l'air. Les 2 cartographies (avec et sans limitation de vitesse) permettront d'évaluer le gain de la baisse de limitation de vitesse.
Période de l'action	2016 - 1 an
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Valence Romans Sud Rhône Alpes; Ville de Valence; DDT
Prestataires de l'action et partenaires	ATMO Auvergne Rhône Alpes (ATMO AuRA) / CEREMA
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	Atmo Aura pourra, en premier lieu, établir un bilan météorologique grâce à la station fixe Valence Trafic située au droit de Bourg-Lès-Valence sur le tronçon où la limitation de vitesse a été mise en place dans le cadre de l'expérimentation. Cependant, le gain de la limitation de vitesse sur les concentrations en polluant ne pourra pas être évalué uniquement d'un point de vue météorologique. En effet, d'autres facteurs indépendants de la mesure mise en place (météorologie, travaux à proximité, déplacement de la station fixe) impactent significativement la qualité de l'air. Une modélisation AIR est donc indispensable pour quantifier au mieux le gain de la mesure NOTA : Dans le cadre du plan de relance national autoroutier, VINCI AUTOROUTE prévoit la construction d'un ouvrage antibruit sur la parcelle accueillant la station de mesure de qualité de l'air « valence trafic ». La réalisation de l'ouvrage aura un impact conséquent sur la station de mesures : aussi bien pendant la phase de réalisation des travaux (réenvol de poussières) qu'à terme (effet « écran » du mur et perturbations atmosphériques locales). La station Valence Trafic sera donc déplacée à partir de 2017. Le point de référence ne sera donc pas « stable » sur l'ensemble de la période de la phase d'expérimentation. Dans un deuxième temps, Atmo Aura réalisera donc une évaluation « qualité de l'air » par modélisation de la dispersion atmosphérique des polluants (NO2, PM10 et PM2.5). Deux modélisations seront ainsi évaluées : un scénario « sans limitation de vitesse » et un scénario « avec limitation de vitesse ». La différence entre les deux cartographies élaborées par modélisation permettra de rendre compte précisément du gain apporté par la limitation de vitesse. Il est important de préciser que seules les modélisations permettent de quantifier ce gain, de manière indépendante par rapport aux autres paramètres et de s'affranchir des différents facteurs influant sur la qualité de l'air (météorologie etc...)
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Contrat local de santé (CLS) en cours; Villes OMS
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales; agglomérations
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Cancer; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Docteur Lucile VERCOUTERE - Ville de Valence
Service - mail	DSFE - dsfe@mairie-valence.fr
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Evaluation d'impact sanitaire sur un projet d'aménagement urbain
Objectif général	Offrir des espaces attractifs : valoriser l'identité du lieu
Objectif opérationnel	Aboutir à des recommandations fortes pour l'appropriation du lieu/avoir un impact sur la qualité de bien être des riverains et des usagers/recommandations pour limiter l'impact de l'A7
Période de l'action	2016 - 2017 et 2 eme phase sur intégration du l'espace nautique
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville; ARS; ORS
Prestataires de l'action et partenaires	Ville de valence / cf copil
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	La ville de Valence a signé le 1 er contrat local de santé de la région Rhône ALpes et en tant que ville OMS est pleinement en intérêt sur le développement des approches en santé environnement. EIS en cours d'élaboration sur le parc de l'épervière réalisée par ORS
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	VITRY - ARS
Service - mail	Santé publique - brigitte.vitry@ars.sante.fr
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	Administration

Intitulé	Bien dans sa vie, bien dans sa ville!
Objectif général	Développer chez les jeunes l'acquisition de nouvelles compétences favorables à leur santé.
Objectif opérationnel	Identifier les sources de pollution dans le quotidien. Repérer des alternatives réalistes et applicables.
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mission Locale; Mutualité Française RA; CSJ
Prestataires de l'action et partenaires	IREPS, DSFE Ville de Valence, CARSAT, Régie de quartier, Mission locale ,Mutualité Française Rhône-Alpes (MFRA), Centre Santé Jeunes (CSJ).
Public cible direct de l'action	Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Jeunes en recherche d'emploi
Territoire cible de l'action	Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	9 ateliers sur des thématiques de santé et santé environnementale. Brainstorming, comparaison de produits, lecture d'étiquettes, photo-expression, quizz, utilisation DVD sur l'audition acouphène, perte audition, atelier cuisine, visite d'un appartement éco-citoyen, séance de relaxation.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Contrat local de santé (CLS) en cours; Villes OMS
Organismes financeurs de l'action	ARS; Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Alimentation
Contaminants Agents chimiques	Fumée de tabac; Odeurs
Contaminants Agents biologiques	Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Maladies respiratoires; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles hormonaux; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Docteur Lucile VERCOUTERE - MAIRIE DE VALENCE
Service - mail	DSFE - dsfe@mairie-valence.fr
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	"Bien dans son environnement"
Objectif général	Sensibiliser les jeunes de 16-25 ans du bassin valentinois à la santé environnementale, développer les compétences des jeunes à faire des choix éclairés, afin d'adopter des comportements favorables à leur santé.
Objectif opérationnel	Acquérir des connaissances sur les thématiques relevant de la santé environnementale, favoriser leur appropriation grâce à des outils pédagogiques adaptés, échanger/communiquer, s'exprimer
Période de l'action	2015-2016 - de janvier à avril
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CSJ; Mission Locale Agglomération et Territoire du Valentinois; Mutualité Française RA
Prestataires de l'action et partenaires	Municipalité de Valence, IREPS, CPAM/CNAMTS, ANPAA, CLLAJ, CARSAT, Régie de quartier du valentinois
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	Sur la base d'ateliers toutes les 3 semaines, de 2h, les jeunes sont invités à s'informer, s'exprimer sur leurs pratiques, échanger, découvrir d'autres pratiques. Les thématiques sélectionnées pour l'année 2016 sont: le stress, la pollution, les produits d'hygiène et de cosmétique, l'air intérieur, l'alimentation, la recherche d'emploi, le sommeil, les risques auditifs, l'accès et le droit aux soins, la visite d'un appartement éco-citoyen
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Contrat local de santé (CLS) en cours; Villes OMS
Organismes financeurs de l'action	ARS; Collectivités locales; Mission Locale
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Transports; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Alimentation; Travail; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Fumée de tabac; Odeurs
Contaminants Agents biologiques	Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Maladies respiratoires; Troubles psychiques, santé mentale; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Mission Locale Agglomération et Territoire du Valentinois -
Service - mail	Jeunes - melanie.dimino@missionlocalevalence.com
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	Association

Intitulé	Sensibiliser les professionnels de l'enfance, les enfants et les jeunes aux risques liés à l'ambroisie sur des communes drômoises
Objectif général	Sensibiliser les professionnels de l'enfance, les enfants et les jeunes aux risques liés à l'ambroisie sur des communes drômoises
Objectif opérationnel	Renforcer les compétences des professionnels sur l'ambroisie Favoriser l'accès à l'information et aux ressources sur l'ambroisie Accompagner les écoles ou communes pour mettre en place des actions sur l'ambroisie Améliorer les connaissances
Période de l'action	2016 - Cette action a débuté en mars 2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	IREPS26
Prestataires de l'action et partenaires	IREPS 26
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	Impulser une dynamique sur le territoire autour de l'ambroisie auprès des collectivités territoriales. Accompagnement d'écoles ou de communes souhaitant mettre en place des actions sur l'ambroisie. Intervention dans les écoles, centres de loisirs sur l'ambroisie avec l'appui de l'outil pédagogique "Captain Allergo" créé par l'Observatoire des Ambroisie. Sensibilisation des parents à travers de la documentation spécifique et l'exposition itinérante de l'ARS sur l'ambroisie.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles; Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	IREPS - IREPS
Service - mail	contact26@education-sante-ra.org
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	Association

Intitulé	Sensibilisation des professionnels de l'enfance et des jeunes aux risques liés à l'ambrosie sur des communes drômoises
Objectif général	Permettre aux professionnels travaillant auprès des enfants d'améliorer leur capacité à intervenir sur les liens entre la qualité de l'air et l'ambrosie
Objectif opérationnel	Favoriser l'accès à l'information et aux ressources sur l'ambrosie; Accompagner les écoles ou les communes (TAP) pour mettre en place des actions sur l'ambrosie; Améliorer les connaissances des enfants sur les risques allergiques
Période de l'action	2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ARS ARA; DD26; IREPS RA
Prestataires de l'action et partenaires	IREPS Rhône-Alpes
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	En premier lieu, l'action s'articule autour du déploiement du kit pédagogique "Captain Allergo" , outil national développé par l'Observatoire des ambrosies. L'action suivante consiste à présenter le projet et à permettre aux acteurs des territoires concernés de solliciter l'appui de l'IREPS Rhône-Alpes afin de les accompagner dans des projets de prévention des risques allergiques liés à l'ambrosie.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Pollens d'ambrosie
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	MERCUROL Armelle - ARS Auvergne-Rhône-Alpes / DD26
Service - mail	Santé-environnement -
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	Administration

Intitulé	Sensibilisation des Etablissements d'accueil du jeune enfant à la qualité de l'air intérieur
Objectif général	Contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air intérieur des lieux accueillants des enfants de 0 à 6 ans pour améliorer leur santé
Objectif opérationnel	Favoriser une prise de conscience des enjeux de l'air intérieur et des impacts sanitaires Favoriser la connaissance de la nouvelle réglementation sur cette thématique Réfléchir en commun à des pistes d'actions concrètes pour améliorer l'air intérieur des structures petite enfance
Période de l'action	2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CAF26; Conseil Départemental de la Drôme
Prestataires de l'action et partenaires	IREPS26
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Professionnels de la petite enfance, responsable de service petite enfance, responsable des services technique
Territoire cible de l'action	Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	3 demi-journées de sensibilisation ont été organisées sur le département. Ces temps de rencontre apports théoriques (avec notamment la présentation du nouveau dispositif réglementaire) et ateliers participatifs.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Odeurs
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Maladies de l'appareil digestif; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	IREPS26 - IREPS26
Service - mail	amelie.terrier@education-sante-ra.org
Code postal Ville	26000
Statut juridique	Association

Intitulé	Réalisation d'une Evaluation d'Impact sur la Santé sur le projet de réaménagement du site de l'Epervière
Objectif général	Dans le cadre de projet de réaménagement de l'Epervière, l'objectif général de cette EIS est de contribuer à faciliter la mobilité des valentinois grâce à la mise à disposition d'un vaste espace de nature à proximité du centre-ville, offrant à la fois des espaces ludiques, pédagogiques et de détente à l'ensemble des habitants ainsi qu'un lieu sécurisé pour la pratique de l'activité physique et sportive à tout âge.
Objectif opérationnel	Proposer des recommandations dans le but de réduire les impacts négatifs et d'augmenter les bénéfices sur la santé de cet espace vert.
Période de l'action	2016 - durée 18 mois - actions pluriannuelles : 2016/2017
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville de Valence
Prestataires de l'action et partenaires	ORS
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	Drôme
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>en 5 étapes :</p> <p>Phase 1 : cadrage au travers d'un COPIL qui a permis de définir les déterminants de santé à retenir et les populations cibles qui pourront participer à l'évaluation.</p> <p>Phases 2 : Phase d'évaluation des différents impacts sanitaires</p> <p>Phase 3 : La phase de recommandations : Conseiller les décideurs pour qu'ils prennent en compte les impacts sur la santé et ses déterminants,</p> <p>Phase 4 : réviser et adopter la politique selon la volonté des décideurs municipaux</p> <p>Phase 5 : mettre en œuvre la politique ainsi modifiée (bilan et suivi)</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation; Enquête auprès des habitants et de personnes représentatives + recueil de données environnementales (recherche)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Contrat local de santé (CLS) en cours; Villes OMS
Organismes financeurs de l'action	ARS; Collectivités locales; ARS + VILLE DE VALENCE
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	DOCTEUR LUCILE VERCOUTERE - VILLE DE VALENCE
Service - mail	DSFE - dsfe@mairie-valence.fr
Code postal Ville	26000 VALENCE
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	moins = plus (moins de pollutions = plus de santé)
Objectif général	Information et échanges sur la santé environnementale
Objectif opérationnel	Savoir lire les étiquettes des produits cosmétiques Reconnaitre les composants et leurs dangers Etre en capacité de faire un choix de produits en tenant compte de sa santé et de son budget
Période de l'action	2016 - 1 mois
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mission Locale Sud-Isère; Mutualité Française de l'Isère
Prestataires de l'action et partenaires	Mutualité Française de l'Isère
Public cible direct de l'action	Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Isère
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	produits cosmétiques
Contaminants Agents chimiques	Métaux; Odeurs; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Mission Locale Sud-Isère - MLSI
Service - mail	ml.guignard@missionlocale-si.com
Code postal Ville	38130 ECHIROLLES
Statut juridique	Association

Intitulé	Sensibilisation à la santé environnementale
Objectif général	Echanger, faire l'état des lieux et sensibiliser les jeunes à la thématiques de la santé environnementale.
Objectif opérationnel	Apporter une information concernant les différentes thématiques de la santé environnementale Ouvrir la réflexion et créer les conditions d'échanges Amener le questionnement et susciter la curiosité Sensibilités sur les risques et les moyens de prévention
Période de l'action	2015-2016 - 8 mois
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mission Locale Alpes Sud Isère
Prestataires de l'action et partenaires	Partenariat avec le collectif santé de l'Oisans pour le sondage santé de 2016.
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Isère
Bref descriptif de l'action et méthode	Sondage à l'aide d'un questionnaire à réponses multiples pour cibler les attentes, besoins et sensibiliser sur les différentes thématiques de la santé environnementale (qualité de l'air, de l'eau, bruit...) Echelle de bruit pour comprendre les sons "gênants", explication, démonstration de pose et remise de bouchons d'oreille Remise et explication du guide la pollution de l'air intérieur Remise et explication du guide sur les risques solaires. Création et remise aux jeunes d'un kit santé comprenant une trousse avec le nécessaire de toilette, de la documentation ciblée. La qualité de l'air a été une des thématiques retenues pour l'année 2016 suite au diagnostic santé qui a été réalisé en 2015.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Lieux d'accueil, d'écoute (permanence); Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Déchets; Risques liés au climat; Risques liés aux animaux domestiques et sauvages; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Sols; Alimentation; Travail
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Odeurs
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Rayonnements non ionisants; Bruit
Effets sur la santé	Intoxication; Troubles psychiques, santé mentale; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	MISSION LOCALE ALPES SUD ISERE - MLASI
Service - mail	cyrille.plenet@ml-asi.com
Code postal Ville	38220 VIZILLE
Statut juridique	Association

Intitulé	Lutte contre l'ambroisie
Objectif général	Agir pour limiter la présence d'ambroisie
Objectif opérationnel	Assurer la surveillance de la présence de la plante Respecter et faire respecter les obligations de destruction de la plante Assurer le suivi de la concentration de pollens d'ambroisie dans l'air Communiquer autour de la lutte contre cette plante
Période de l'action	2015-2016 - action reconduite chaque année
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville de Bourgoin-Jallieu
Prestataires de l'action et partenaires	service hygiène et santé, communauté d'agglomération porte de l'isère, chambre d'agriculture
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Personnes vulnérables; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); agriculteurs et entrepreneurs
Territoire cible de l'action	Isère
Bref descriptif de l'action et méthode	Communiquer chaque année en période de présence de la plante sur les risques liés à cette plante, les moyens de lutte Chaque saison, un suivi régulier est fait pour cartographier la présence de l'ambroisie sur la commune. une demande de destruction est réalisée. Les secteurs routiers, des chantiers en cours et le domaine agricole sont plus particulièrement ciblés. Suivi du capteur d'ambroisie Coordonner la lutte contre la plante, en assurant des réunions collectives pour fédérer les acteurs et mieux sensibiliser sur l'intérêt de lutter contre cette plante.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Lieux d'accueil, d'écoute (permanence); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; Contrat local de santé (CLS) en cours; Villes OMS
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Mme maurin - ville de bourgoin-jallieu - SCHS
Service - mail	service hygiène et santé - gmaurin@bourgoinjallieu.fr
Code postal Ville	38300 BOURGOIN JALLIEU
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Action Vélo
Objectif général	La MLSMH a mis en œuvre un travail qui permettra aux jeunes ayant des difficultés de mobilité d'acquérir un vélo et de participer à une séance d'information et de prévention routière sur une plateforme mobilité.
Objectif opérationnel	La MLSMH a mis en œuvre un travail qui permettra aux jeunes ayant des difficultés de mobilité d'acquérir un vélo et de participer à une séance d'information et de prévention routière sur une plateforme mobilité. Par le biais de cette proposition sont abordés les sujets suivants, le sport, la prévention routière et le respect de l'environnement grâce au « déplacement doux ». C'est aussi une manière de sensibiliser le jeune à un mode de transport urbain sans pollution et adapté à l'agglomération grenobloise. Il permet également de responsabiliser le jeune qui pourra s'organiser en fonction de ce moyen de transport dans ses activités et aussi de gagner en autonomie et en liberté. Un partenariat est mis en place également avec une entreprise d'insertion spécialisée dans le recyclage de vélo. Cette action permet d'aborder avec les jeunes la question du recyclage (développement durable). Bien sûr la question de la santé de manière plus globale est apportée au jeune quand nous lui proposons cette action et que nous lui présentons notre cadre d'intervention.
Période de l'action	2015 - action pluriannuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mission Locale; Région
Prestataires de l'action et partenaires	Auto école Citoyenne Repérage
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Isère
Bref descriptif de l'action et méthode	2 heures de sensibilisation à la sécurité routière en salle pour les jeunes bénéficiant de cette action (10 jeunes maxi. par groupe) code de la rue et de la route en vélo connaissance du réseau cyclable de l'agglomération sensibilisation à la sécurité routière en vélo (casque, gilet, respect...). Un pack sécurité (casque et gilet jaune) sera remis par l'Auto-école Citoyenne aux jeunes Mission Locale de St Martin d'Hères inscrits sur cette action. Ce Pack sera pris en charge financièrement par la Mission Locale, qui le remettra à l'Auto-école Citoyenne. 2 heures de pratique pour les jeunes bénéficiant de cette action (5 jeunes maxi. par groupe) et une heure de préparation. Cette intervention pratique se fait par deux moniteurs de l'Auto-école Citoyenne sur un parcours de route et de piste cyclable entre L'association Repérage à Fontaine et l'Auto-école Citoyenne de Grenoble Du point de RDV les moniteurs accompagnent les jeunes à l'association « Repérage » pour récupérer leur vélo, puis s'ensuit la mise en pratique de la formation « sécurité routière en vélo ». Accompagnement des jeunes ayant bénéficié de la formation «sécurité routière en vélo» sur les pistes cyclables avec leur "nouveau vélo", leur casque et leur gilet et route entre l'association « Repérage » et l'Auto-école Citoyenne.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès du grand public; Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Mission Locale Jeunes - Mission Locale
Service - mail	mijsmh@mijsmh.com
Code postal Ville	38400 ST MARTIN D HERES
Statut juridique	Association

Intitulé	Soirée Théatrale ("Conférence gesticulée") : Energitude et citoyenneté par JP REINMANN
Objectif général	Réfléchir à travers une présentation ludique et interactive sur les problématiques environnementales
Objectif opérationnel	Plus particulièrement offrir au spectateur par cette conférence scientifique, humoristique et décapante des éléments de réflexion sur les grands problèmes qui se posent à l'humanité en terme de crise et de transition énergétique.
Période de l'action	2015 - représentation unique à Feurs le 6 novembre 2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ADSE
Prestataires de l'action et partenaires	Association pour la défense de la santé et de l'Environnement(ADSE)
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	Loire
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Déchets; Transports; Risque technologique majeur; Risques liés au climat
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Sols; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	PETIT Jacques(Secrétaire) - Association pour la Défense de la Santé et l'environnement (ADSE)
Service - mail	adse.forez@orange.fr
Code postal Ville	42110 FEURS
Statut juridique	Association

Intitulé	Surveillance de l'activité industrielle de la fonderie de FEURS (Castmetal et Valdi)
Objectif général	Faire en sorte que toutes les mesures soit prises pour préserver l'environnement et la santé des travailleurs et des habitants.
Objectif opérationnel	Maintenir un contact régulier avec l'exploitant et les services de l'état pour échanger sur les différentes problématiques et les solutions qui y sont apportées.
Période de l'action	2015-2016 - en moyenne 3 interventions par an
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ADSE
Prestataires de l'action et partenaires	ADSE
Public cible direct de l'action	Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	Loire
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Participation régulière aux CLIS ; suite à l'arrêt de l'activité de VALDI depuis 2011 (explosion du four avec 2 morts) la CLIS n'a pas été transformé en CSS mais le sous-préfet de Montbrison a maintenu le principe d'au moins une réunion d'information annuelle à laquelle deux membres de notre association sont présents.Ces réunions ont concerné l'activité de CASTMETAL et de la réhabilitation de la zone "VALDI sud".</p> <p>Nous rencontrons a une fois par an le directeur de CASTMETAL pour faire un point sur les différents problèmes susceptibles d'impacter la santé et l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - activités - nuisances olfactives - COV <p>-éventuel démolition ou réhabilitation du bâtiment soufflé par l'explosion de 2011 ,ce qui serait susceptible de remettre en suspension dans l'air de l'amiante et des métaux lourds.</p> <p>Nous rencontrons une fois par an Mr VIDAL directeur de projet à l'IRSN en charge de la décontamination radioactive consécutive à la section accidentelle d'une source de cobalt d'un appareil de gammagraphie survenue en 2010 ;l'IRSN qui était responsable de cet accident est devenu propriétaire en 2012 de la zone contaminée avec pour objectif de la rendre à terme en état d'exploitation à CASTMETAL ; les travaux de contamination toujours en cours ne seront sûrement pas finis avant 2 ans.....</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Sols; Travail
Contaminants Agents chimiques	Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Fibres
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Maladies du sang; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	PARET Christiane présidente PETIT Jacques secrétaire - ADSE
Service - mail	adse.forez@orange.fr
Code postal Ville	42110 FEURS
Statut juridique	Association

Intitulé	Suivi de l'usage des pesticides sur la commune de Feurs
Objectif général	Diminuer l'usage des pesticides
Objectif opérationnel	Rester en contact avec les services techniques de la ville "service cadre de vie"
Période de l'action	2015-2016 - 1 ou 2 fois par an et + si nécessaire
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ADSE
Prestataires de l'action et partenaires	ADSE
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	Loire
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Nous avons pour mémoire organisé le 24 octobre 2014 la projection du film "Zéro pesticide" suivie d'un échange avec des acteurs des espaces verts de différentes communes ayant une gestion différente en matière de pesticides. Nous avons invité les responsables du service cadre de vie de la ville de Feurs qui n'avaient pas une position très avancée sur la question. Nous avons aussi présenté les dangers des pesticides selon l'étude de l'INSERM de 2013.</p> <p>Depuis nous essayons de maintenir un lien avec les services techniques de notre ville en soulignant les points positifs (passage du parc en zéro pesticide) comme les points négatifs (poursuite d'épandage de glyphosate sur les trottoirs ,par fort vent du sud); nous allons solliciter prochainement une rencontre pour faire le point.</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Sols; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Cancer; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies du sang; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	PARET Christiane présidente PETIT Jacques Secrétaire - ADSE
Service - mail	adse.forez@orange.fr
Code postal Ville	42110 FEURS
Statut juridique	Association

Intitulé	L'action santé environnementale comporte une action de prévention des risques auditifs , une action d'information sur l'équilibre alimentaire et une action plus généraliste sur la santé environnementale.
Objectif général	Permettre aux jeunes de définir la notion de santé environnementale sur les thèmes de l'alimentation, de l'audition et de la pollution.
Objectif opérationnel	Sensibiliser les jeunes sur les risques auditifs. Faire prendre conscience aux jeunes de l'importance de l'équilibre alimentaire en lien avec une activité professionnelle. Informar les jeunes sur les différentes sources de pollution dans leur environnement proche.
Période de l'action	2015-2016 - Actions ponctuelles en cours d'année
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Diététicien; Association Grand Bureau; Mutualité Française
Prestataires de l'action et partenaires	idem
Public cible direct de l'action	Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Loire
Bref descriptif de l'action et méthode	Action Audition : les jeunes participent à un concert pédagogique qui permet d'aborder l'histoire des musiques amplifiées ,l'évolution des volumes sonores ,le son,le système auditif et les traumatismes auditifs ainsi que les moyens de prévention et protection. Action équilibre alimentaire: mise en place d'un petit déjeuner animé par une diététicienne qui aborde les notions de valeurs nutritionnelles des produits ,les apports nutritifs quotidiens nécessaires et les modes de consommation alimentaires. Action Santé Environnementale : une animatrice de la Mutualité Française utilise en animation collective un outil pédagogique pour aborder les pollutions de l'air (intérieur/extérieur) , les dangers des ondes électromagnétiques , les cosmétiques et l'alimentation.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Transports; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Alimentation; Zone urbaine; Nuisances sonores
Contaminants Agents chimiques	Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Maladies de l'appareil digestif; Maladies cardio-vasculaires; Maladies infectieuses; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Maladies du sang; Traumatismes; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles métaboliques; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	MISSION LOCALE DU ROANNAIS -
Service - mail	sandrine.laurent@mlroanne.org
Code postal Ville	42300 ROANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Conférence débat "Qualité de l'air enjeux sanitaires et environnementaux"
Objectif général	Informers les participants de la problématique de la qualité de l'air : polluants en cause et leur origine, le cadre législatif, la surveillance de la qualité de l'air, les conséquences sanitaires et environnementales, quelles mesures sont prises et peuvent être prises, et impliquer le citoyen
Objectif opérationnel	Mettre en perspective les dernières connaissances et les données des analyses de l'air faites sur la ville de Feurs en 2005-2006 et 2011.
Période de l'action	2016 - Une seule conférence le 4 novembre à Feurs
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ADSE
Prestataires de l'action et partenaires	ADSE
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	Loire
Bref descriptif de l'action et méthode	Conférence débat animée par Jean-Luc FUGIT chimiste enseignant-chercheur spécialiste de la pollution, vice-président de l'université Jean Monnet de Saint-Etienne, administrateur à ATMO AUVERGNE RHONE-ALPES.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Transports; Risque naturel majeur; Risques liés au climat
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	PARET Christiane présidente PETIT Jacques Secrétaire - ADSE
Service - mail	adse.forez@orange.fr
Code postal Ville	42110 FEURS
Statut juridique	Association

Intitulé	Recherche de sources « sols » potentielles d'arsenic autour d'un préleveur atmosphérique
Objectif général	Identifier la contribution potentielle de sols contaminés à l'arsenic à certaines mesures Air.
Objectif opérationnel	Si contribution confirmée et risque sanitaire associé, éliminer la source sol correspondante
Période de l'action	2015-2016 - ponctuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	BRGM
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Loire
Bref descriptif de l'action et méthode	L'action a consisté en -1) la recherche des terrains susceptibles de présenter des concentrations élevées en arsenic, dans le cadre d'une recherche documentaire, en particulier relative aux anciens sites industriels, -2) la mesure qualitative de certaines concentrations en métaux dans les sols situés à proximité du préleveur, lors d'une campagne de terrain avec l'aide d'un appareil de terrain (FPXRF), - 3) la mise en cohérence des données Air (mesure d'exposition en µg/m3 d'air) et données Sol (quantité exprimée en mg/kg) permettant de valider que les concentrations dans l'air sont compatibles avec celles du sol soupçonné à proximité du préleveur.
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Appui aux Politiques Publiques
Organismes financeurs de l'action	Ministère en charge de l'Ecologie
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Déchets
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Sols; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Métaux; Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	BRGM - BRGM
Service - mail	BRGM RHA - s.buschaert@brgm.fr
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Autres - EPIC

Intitulé	Participation aux enquêtes publiques concernant les ICPE situées dans le périmètre d'action de notre association
Objectif général	Assurer un rôle de vigilance et d'information concernant des activités agricoles ou industrielles susceptibles d'avoir un impact sur la santé et l'environnement.
Objectif opérationnel	Rencontre des commissaires enquêteurs et remise en mains propres des observations, réserves et questions émises par notre association.
Période de l'action	2015-2016 - participation à quatre enquêtes publiques
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ADSE
Prestataires de l'action et partenaires	ADSE
Public cible direct de l'action	Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	Loire
Bref descriptif de l'action et méthode	Nous étudions chaque dossier d'enquête publique concernant une ICPE:arrêté préfectoral ,avis de l'autorité environnementale,résumé technique ,résumé non technique ; nous demandons éventuellement à être reçu par le demandeur, nous nous informons auprès des riverains et nous remettons nos questions au commissaire enquêteur.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Déchets; Transports; Risque technologique majeur; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Sols; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux; Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Maladies du sang; Traumatismes; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Presidente Christiane PARET Secrétaire Jacques PETIT - ADSE
Service - mail	adse.forez@orange.fr
Code postal Ville	42110 FEURS
Statut juridique	Association

Intitulé	Campagne de lutte contre l'ambrosie en Haute-Loire
Objectif général	Lutter contre l'ambrosie et sa prolifération
Objectif opérationnel	Développer des actions de communication afin d'augmenter le nombre de signalements
Période de l'action	2015-2016 - action pluriannuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CPIE du Velay; Communes; Acteurs du territoire
Prestataires de l'action et partenaires	CPIE du Velay, Fredon Auvergne, ARS
Public cible direct de l'action	Grand public; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	Haute-Loire
Bref descriptif de l'action et méthode	Mise en place d'actions de communications auprès du grand public afin d'informer sur la présence de l'ambrosie en Haute-Loire. Participation au repérage de la plante. Information des mairies concernées.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRS Auvergne 2012-2016
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles; Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement - CPIE du Velay
Service - mail	jean-noel.borget@cpieduvelay.fr
Code postal Ville	43700 CHASPINHAC
Statut juridique	Association

Intitulé	Sensibilisation au risque radon et diminution de l'exposition
Objectif général	Sensibiliser au risque radon en vue de diminuer l'exposition
Objectif opérationnel	Sensibiliser les dépositaires de permis de construire
Période de l'action	2016 - 12 mois
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CPIE du Velay
Prestataires de l'action et partenaires	CPIE du Velay, ARS, communes, communautés de communes
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	Haute-Loire
Bref descriptif de l'action et méthode	Organisation de trois réunions d'information pour les élus et les techniciens en charge de la délivrance des permis de construire. Réalisation d'un outil d'information qui sera remis au moment de la demande de permis.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRS Auvergne 2012-2016
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants
Effets sur la santé	Cancer
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement - CPIE du Velay
Service - mail	jean-noel.borget@cpieduvelay.fr
Code postal Ville	43700 CHASPINHAC
Statut juridique	Association

Intitulé	Mise en place d'ateliers santé-environnement
Objectif général	Sensibiliser à la qualité de l'air intérieur
Objectif opérationnel	Echanger sur les principaux polluants de l'air intérieur et sur les actions pour respirer un air de bonne qualité
Période de l'action	2015-2016 - 12 mois
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CPIE du Velay; Mutualité Auvergne
Prestataires de l'action et partenaires	CPIE du Velay, Mutualité Auvergne, ARS
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Haute-Loire
Bref descriptif de l'action et méthode	Mise en place d'ateliers de santé-environnement (forum santé du pays de Lafayette, habitants, centre de loisir...) permettant d'échanger sur les principaux polluants (biologiques, chimiques, physiques) de l'air intérieur.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRS Auvergne 2012-2016; Contrat local de santé (CLS) en cours
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Maladies respiratoires; Troubles hormonaux
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Centre Permanent d'Initiatives pour l'environnement - CPIE du Velay
Service - mail	jean-noel.borget@cpieduvelay.fr
Code postal Ville	43700 CHASPINHAC
Statut juridique	Association

Intitulé	Lutte contre les antennes de téléphonie mobile
Objectif général	Faire enlever ou tout au moins faire déplacer les nombreuses antennes
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2015-2016 - actions diverses menées depuis 2006
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CAPCV
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Personnes vulnérables; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Puy de Dôme
Bref descriptif de l'action et méthode	L'association est intervenue auprès de la mairie et de la société SFR pour demander de déplacer l'antenne qui est à 40 mètres des habitations .Nous avons manifesté et depuis 2006 nous écrivons régulièrement à divers organismes et aux politiques en place aux différentes périodes :nous n'avons pas été entendus .Il est vrai que la santé de quelques personnes habitant un lieu dit indiffère tout le monde.Pourtant arrosés par 5 antennes nous avons des problèmes de sommeil,de migraines,de thyroïde...
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Radiations
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants; Bruit
Effets sur la santé	Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Contre les antennes des Pommières Chez Villiers - CAPCV
Service - mail	ducloux.annie@bbox.fr
Code postal Ville	63700 MONTAIGUT
Statut juridique	Association

Intitulé	Le monde Microbien : Amis ou Ennemis
Objectif général	Sensibiliser les scolaires aux microorganismes, que ce soit les bactéries ou les unicellulaires
Objectif opérationnel	Fête de la Science.
Période de l'action	2016 - 1 fois par an, tous les ans
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Université Blaise Pascal
Prestataires de l'action et partenaires	Université Blaise Pascal: Laboratoire Microorganismes: Génome et Environnement.
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Puy de Dôme
Bref descriptif de l'action et méthode	Démonstration de nettoyage des mains avec une solution hydroalcoolique. Dépôt des mains avant et après nettoyage sur milieu de culture pour la mise en évidence des organismes sur les mains. Examen d'échantillons d'eau douce et salée avec les micro-organismes présents: ciliés, micro-algues, bactéries. Sensibilisation sur ce monde microscopique qui nous entoure au travers d'exemples
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Fete de la Science
Organismes financeurs de l'action	Université
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Maladies infectieuses
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Laboratoire Microorganismes génome et environnement - LMGE
Service - mail	-- genevieve.bricheux@univ-bpclermont.fr
Code postal Ville	63000 CLERMONT FERRAND
Statut juridique	Autres - Université

Intitulé	Délimitation de zones de présence d'un risque de mэрule sur la commune de Lyon
Objectif général	Prendre en compte les déclarations d'infestations recensées par la ville de Lyon
Objectif opérationnel	Attirer l'attention des futurs acquéreurs dans les secteurs où un cas d'infestation a été déclaré
Période de l'action	2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ARS; CEREMA; Ville de Lyon; DDT
Prestataires de l'action et partenaires	Ville de Lyon
Public cible direct de l'action	Grand public; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de l'immobilier
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Prise d'un arrêté préfectoral alertant les futurs acquéreurs de la présence de mэрule dans plusieurs immeubles de la ville de Lyon. La mэрule est un champignon lignivore, se développant en excès d'humidité, capable de transporter de l'eau et de s'étendre dans des bâtiments contigus.</p> <p>Le travail avec la ville de Lyon a permis de déterminer cinq secteurs. La sollicitation des communes limitrophes n'a pas mis à jour de nouveaux cas d'infestation.</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - tous les six mois en fonction des nouveaux cas
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Champignon
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	Direction Départementale des Territoires du Rhône - DDT du Rhône
Service - mail	Service Bâtiment Durable Accessibilité - jean-marie.mortemousque@rhone.gouv.fr
Code postal Ville	69003 LYON 03
Statut juridique	Administration

Intitulé	Evaluation d'impact sur la santé sur le quartier des Buers de Villeurbanne
Objectif général	L'objectif principal est d'identifier l'influence du projet d'urbanisme sur la santé des enfants et d'émettre des recommandations afin d'améliorer leur activité physique.
Objectif opérationnel	Emettre des recommandations afin de favoriser la mobilité des enfants
Période de l'action	2015-2016 - 12 mois
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ORS RA
Prestataires de l'action et partenaires	Observatoire régional de la santé
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	S'appuyant sur un modèle socio-environnemental prenant en compte l'ensemble des interactions complexes entre différents déterminants de santé, l'EIS est un outil qui a pour objet de proposer, sur la base d'informations scientifiques et contextuelles, des recommandations qui maximisent les impacts positifs pour la santé et minimisent les impacts négatifs. Ainsi, l'Évaluation d'Impact sur la Santé intègre, au cœur du projet, la dimension santé, prise dans son sens le plus large. Elle tient compte des aspirations de la population et associe l'ensemble des partenaires concernés. Elle constitue un outil efficace pour ordonner les priorités, donner de la cohérence aux réalisations et du sens aux décisions des responsables locaux. L'Évaluation d'Impact sur la Santé est alors un outil d'aide à la décision.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers); Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Contrat local de santé (CLS) en cours; Villes OMS
Organismes financeurs de l'action	ARS; Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Troubles métaboliques; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	OBSERVATOIRE REGIONAL DE LA SANTE -
Service - mail	
Code postal Ville	69001 LYON 01
Statut juridique	Association

Intitulé	santé environnementale et citoyenneté
Objectif général	Favoriser la réflexion des jeunes sur la santé environnementale et leur permettre de valider le diplôme du PSC1. Le passage du PSC1 lié aux ateliers de sensibilisation à la santé environnementale permet de travailler sur la place de chacun en tant que citoyen tant en tant qu'acteur de sa santé par ses choix qu'en tant qu'acteur solidaire des autres pour les gestes de premiers secours.
Objectif opérationnel	-Animer un module de sensibilisation à la santé environnementale -Faire passer le PSC1 à 20 jeunes
Période de l'action	2015 - 2 ateliers de 1.5 jours chacun dans l'année 2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mission Locale; PIJ
Prestataires de l'action et partenaires	Rescue formation / Mutualité du Rhône
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Chaque atelier se déroule sur une journée et demie avec : oDans un premier temps une intervention de 2h30 autour de la santé environnementale avec comme support un photo-langage ou un jeu. oLe lendemain, une formation de 7H aux gestes de premiers secours assurée par un intervenant extérieur avec remise des attestations de réussite par un élu au terme de la journée.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat; Alimentation
Contaminants Agents chimiques	Fumée de tabac
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements non ionisants; Bruit
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	SABOT - ML Rhône Sud (MIFIVA)
Service - mail	
Code postal Ville	69420 CONDRIEU
Statut juridique	Association

Intitulé	Etude de l'écotoxicité des effluents hospitaliers des HCL
Objectif général	Caractérisation de la contribution de différents services à l'écotoxicité globale et recommandations de gestion
Objectif opérationnel	Recommandations de gestion (gestion à la source, traitement spécifique, pratique alternative,...)
Période de l'action	2015-2016 - 3 ans (thèse)
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	HCL
Prestataires de l'action et partenaires	Partenaire : ENTPE, laboratoire LEHNA-IPE Prestataires : IRH, Laboratoire Wessling
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	A ce jour, on dispose d'informations physico-chimiques et écotoxicologiques sur l'effluent global d'un hôpital, ce qui limite l'identification des principaux services contributeurs. L'action porte sur la caractérisation chimique et écotoxicologique des effluents de différents services des hôpitaux des HCL. Sur cette base, des recommandations de gestion, spécifiques ou non à chaque type service, pourront être établies.
Nature de l'action, du type d'activité	Formation auprès de professionnels; Conférence, débats, forum; Etude, recherche, innovation; Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - action continue
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Ecosystème - biodiversité; milieu récepteur aquatique
Contaminants Agents chimiques	Biocides; Métaux; détergents, médicaments
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Hospices Civils de Lyon - HCL
Service - mail	Direction des Affaires Techniques - jerome.droguet@chu-lyon.fr
Code postal Ville	69008 LYON 08
Statut juridique	Administration

Intitulé	Evaluation d'impact sur la santé : implantation d'un parc urbain sur une ancienne friche industrielle
Objectif général	Le but de l'EIS est d'identifier et d'anticiper les impacts potentiels négatifs et/ou positifs du projet sur la santé des populations concernées afin de proposer des recommandations pour minimiser les risques et maximiser les bénéfices sur la santé des populations.
Objectif opérationnel	Repérer, anticiper et analyser tous les éléments liés aux usages du futur parc urbain, qui pourraient être favorables ou défavorables à un bon état de santé, au sens donné par l'OMS, qui englobe les déterminants sociaux de la santé et leurs impacts possibles tant au plan physique que psychique.
Période de l'action	2016 - 12 mois
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ORS RA
Prestataires de l'action et partenaires	Observatoire régional de la santé
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Analyser qui seront les différents types d'habitants concernés par le nouveau parc, afin d'établir une typologie des usagers et de leurs usages probables du parc. Pour chacun des publics d'usagers repérés, mettre à jour quelles sont leurs attentes, besoins et projets par rapport au futur parc, à l'aune de leurs pratiques actuelles réelles, Explorer toutes les craintes et tous les freins possibles à l'utilisation concrète du parc pour chacun de ces différents publics, mais aussi les leviers pour une utilisation bénéfique à la santé, au plan physique et mental. Analyser quelles sont les articulations possibles entre les différents publics d'usagers ou les antagonismes qui pourraient surgir, afin de savoir si le parc peut constituer un facilitateur de mixité sociale, ou non.
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Villes OMS
Organismes financeurs de l'action	ARS; Collectivités locales; INP
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Observatoire régional de la santé -
Service - mail	
Code postal Ville	69001 LYON 01
Statut juridique	Association

Intitulé	Soirée débat sur les risques émergents
Objectif général	Informier et sensibiliser le grand public sur les perturbateurs endocriniens, les nanomatériaux et les ondes électromagnétiques.
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2015 - le 5 mars 2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	FNE; FRAPNA Rhône
Prestataires de l'action et partenaires	France Nature Environnement FRAPNA Rhône
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>En amont de la soirée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de l'événement FNE / FRAPNA - Invitation diffusée dans les réseaux <p>Déroulement de la soirée débat sur les risques émergents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Animation par FNE - Découverte en autonomie de l'exposition sur les risques émergents réalisée par FNE, l'INERIS et la CFDT présente dans les locaux de la Maison de l'Environnement - Apport de connaissance et échanges avec les participants sur les risques émergents : nano, ondes, perturbateurs endocriniens. <p>Après la soirée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mail aux participants pour compléter l'apport de connaissance en fonction des demandes exprimées lors de la soirée.
Nature de l'action, du type d'activité	Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; Agence de l'Eau
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Alimentation; Travail; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Bisphénol A; Nanomatériaux
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements non ionisants
Effets sur la santé	Cancer; Troubles psychiques, santé mentale; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature du Rhône - FRAPNA Rhône
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Sensibilisation à l'occasion de la journée nationale de qualité de l'air
Objectif général	Sensibiliser et informer le grand public à la qualité de l'air
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2015-2016 - Le 25 septembre 2015 (JNQA 2015) et le 21 septembre 2016 (JNQA 2016)
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	RNSA; FRAPNA; APPA; SERA; CNMR
Prestataires de l'action et partenaires	RNSA (2015 + 2016) FRAPNA (2015 + 2016)
Public cible direct de l'action	Grand public; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	JNQA 2015 : tenu d'un stand sur le marché de la Croix-Rousse FRAPNA et RNSA JNQA 2016 : - tenu d'un stand sur le marché de la Croix-Rousse FRAPNA, RNSA, APPA, SERA et CNRM - organisation d'une balade urbaine dans le quartier muni d'un capteur à particules
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies cardio-vasculaires; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature du Rhône - FRAPNA Rhône
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Animation d'un groupe de travail sur la pollution lumineuse
Objectif général	Sensibiliser le grand public et les collectivités à la pollution lumineuse Accompagner les collectivités dans leur réflexion sur l'éclairage public
Objectif opérationnel	Organiser des réunions du groupe de travail Participer à des réunions publiques ou autres organisées par / avec les collectivités Connaitre les pratiques d'éclairage des communes du Rhône et de la Métropole de Lyon
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	FRAPNA Rhône
Prestataires de l'action et partenaires	FRAPNA Rhône
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); bénévoles membres
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Réunion régulière du groupe de travail constitué de bénévoles FRAPNA Rhône et animé par une salariée FRAPNA. Organisation ou participation à des soirées d'information, dont des réunions publiques, en partenariat avec des communes ou l'IN
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Risques liés au climat
Risques liés aux milieux d'exposition	Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Lumière
Effets sur la santé	Troubles psychiques, santé mentale; Troubles métaboliques; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature - FRAPNA Rhône
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Accès à la santé environnementale
Objectif général	Mobiliser, sensibiliser et informer au moins 20 jeunes en parcours d'insertion sociale et professionnelle sur les diverses problématiques de santé environnementale par le biais d'une approche globale en santé. Rendre les jeunes acteurs de leur propre environnement et santé, en suscitant et valorisant leur engagement dans ces domaines.
Objectif opérationnel	Mise en place de 7 ateliers sur la santé environnementale Faire découvrir de nouvelles ressources et travailler en réseau
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mission Locale de Lyon
Prestataires de l'action et partenaires	ABC Dietetique Mutualité Française du Rhône
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	8 ateliers ont eu lieu en 2015: 1 atelier sur l'audition, deux sur la nutrition, 1 sur le sommeil, 2 sur la santé environnementale, 1 sur l'activité physique et une visite du centre de tri des déchets Véolia. Ces ateliers se sont déroulés les vendredis après-midi de 14 h à 16 h au siège de la mission locale ou dans les locaux des intervenants.
Nature de l'action, du type d'activité	Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	ARS; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Déchets; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Alimentation; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	mission locale de Lyon -
Service - mail	ref.sante@mllyon.org
Code postal Ville	69003 LYON 03
Statut juridique	Association

Intitulé	EVAMOVAIRE 2 : cancer de l'ovaire et exposition à l'amiante : approches épidémiologique et mécanistique
Objectif général	Etudier le lien entre le cancer de l'ovaire et l'exposition à l'amiante (professionnelle et environnementale, directe et indirecte)
Objectif opérationnel	La part des cancers de l'ovaire liée à l'amiante est actuellement imprécise. L'étude EVAMOVAIRE 2 permettra de mieux caractériser ces expositions, à la fois en terme de prévalence et en terme histologique. Le volet mécanistique permettra de déterminer s'il existe une signature mutationnelle spécifique de l'amiante au niveau du génome.
Période de l'action	2015-2016 - action menée à partir de septembre 2016 sur 2 ans
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CLB; Université Lyon 1; CIRC
Prestataires de l'action et partenaires	Centre Léon Bérard " Université Lyon 1 " Centre International de Recherche sur le Cancer - Hospices Civils de Lyon
Public cible direct de l'action	patient
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Après identification des patientes via la RCP et vérification du diagnostic histologique, une note d'information et un consentement sont envoyés par courrier aux patientes éligibles. Les patientes ayant accepté de participer sont contactées par téléphone par un technicien pour recueillir des données médicales et d'éventuels facteurs de risque individuels. Les patientes sont ensuite contactées par un enquêteur pour réaliser l'interrogatoire professionnel (formation initiale, cursus professionnel, utilisation d'amiante dans différentes circonstances), évaluer l'exposition indirecte (membre de la famille exposé) et l'exposition environnementale (résidence à proximité d'un site exploitant ou utilisant de l'amiante). Une probabilité d'exposition et un niveau d'exposition seront déterminés par un hygiéniste industriel. Au total, 138 patientes seront incluses au Centre Léon Bérard et aux Hospices Civils de Lyon et les données seront poolées avec celles de l'étude EVAMOVAIRE. Le volet mécanistique portera sur l'analyse d'échantillons tumoraux de 20 patientes exposées et 20 patientes non exposées à l'amiante (séquençage haut débit par NGS).
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Anses
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - en continu, chaque semaine à partir des listings des Réunions de Concertation Pluridisciplinaires
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles
Risques liés aux milieux d'exposition	Travail
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Fibres
Effets sur la santé	Cancer
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Centre Léon Bérard - CLB
Service - mail	Département Cancer Environnement - cancer-environnement@lyon.unicancer.fr
Code postal Ville	69008 LYON 08
Statut juridique	Autres - ESPIC

Intitulé	Comment améliorer la qualité de l'air intérieur de nos maisons
Objectif général	Améliorer la qualité de l'air à l'intérieur de nos maisons
Objectif opérationnel	Savoir où se cachent les polluants dans notre habitat Connaître les gestes à faire au quotidien pour limiter ces pollutions
Période de l'action	2015 - 7 février 2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Maison de l'Environnement
Prestataires de l'action et partenaires	Oikos
Public cible direct de l'action	Grand public
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Jeu, questions, échanges et discussion pour initier les personnes à la fabrication de produits ménagers
Nature de l'action, du type d'activité	Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Métropole de Lyon
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	Polluants organiques; Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Hugon - Maison de l'Environnement
Service - mail	Coordination activités pédagogiques - infos@maison-environnement.fr
Code postal Ville	69002 LYON 02
Statut juridique	Association

Intitulé	Utiliser sainement les nouvelles technologies
Objectif général	Utiliser sainement les nouvelles technologies
Objectif opérationnel	Communiquer sans ennui pour son bien-être
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Maison de l'Environnement
Prestataires de l'action et partenaires	Oikos
Public cible direct de l'action	Grand public
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Conférence d'Alain Richard, spécialiste des environnements électromagnétiques. Puis échanges avec le public et proposition de solutions concrètes pour continuer à communiquer sans ennui pour son bien-être.
Nature de l'action, du type d'activité	Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Métropole de Lyon
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements non ionisants
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Hugon - Maison de l'Environnement
Service - mail	Coordination des activités pédagogiques - infos@maison-environnement.fr
Code postal Ville	69002 LYON 02
Statut juridique	Association

Intitulé	Nuisances sonores liées par des plaintes d'adhérents concernant des aboiements intempestifs et incessants.
Objectif général	
Objectif opérationnel	Intervenir auprès de différents organismes et élus pour essayer de faire respecter la loi, pour prévenir les risques d'exaspération et donc d'accident que cela pourrait entraîner auprès de la population et surtout pour le bien-être de tous.
Période de l'action	2015-2016 - durée plusieurs mois (courriers, rdv, etc...)
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Mairies de Tarare et St Marcel l'Eclairé; COR; Gendarmerie Tarare; ARTAG Villeurbanne
Prestataires de l'action et partenaires	Mairies de Tarare et St Marcel l'Eclairé, Président de la COR, Vice-Président de la COR et Responsable Patrimoine Communautaire, Gendarmerie Tarare, ARTAG Villeurbanne
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Risques liés aux animaux domestiques et sauvages
Risques liés aux milieux d'exposition	Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Troubles psychiques, santé mentale; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Association pour l'Amélioration et la Défense de l'Environnement du Val de Turdine - APADE
Service - mail	suzanne.fauray@free.fr
Code postal Ville	69490 PONTCHARRA SUR TURDINE
Statut juridique	Association

Intitulé	Contribution de l'APADE à la suspension du projet de la liaison de l'A89 et des Sauvages
Objectif général	Aider une association locale des Sauvages (ACROSA) à défendre un projet de nouvelle route reliant Amplepuis à l'A89 via Les Sauvages. L'enquête publique à laquelle nous avons participé s'est révélée d'ailleurs fortement contre ce projet.
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2015 - Plusieurs actions telles que réunions, manifestations pour alarmer la population et récupérer des fonds pour cette association
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ACROSA
Prestataires de l'action et partenaires	ACROSA
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de l'environnement; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Association pour l'Amélioration et la Défense de l'Environnement du Val de Turdine - APADE
Service - mail	suzanne.fauray@free.fr
Code postal Ville	69490 PONTCHARRA SUR TURDINE
Statut juridique	Association

Intitulé	Pollutions de la Turdine
Objectif général	Constatation de plusieurs pollutions de la Turdine
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2015 - Plusieurs fois dans l'année
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	SYRIBT; Police de l'eau
Prestataires de l'action et partenaires	SYRIBT et Police de l'eau
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Professionnels de l'environnement
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux de baignade
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Association pour l'Amélioration et la Défense de l'Environnement du Val de Turdine - APADE
Service - mail	suzanne.fauray@free.fr
Code postal Ville	69490 PONTCHARRA SUR TURDINE
Statut juridique	Association

Intitulé	Comment jardiner autrement
Objectif général	Informer les personnes sur les risques des pesticides et proposer des alternatives avec le bio
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2016 - Action ponctuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	SYRIBT; Terre Vivante
Prestataires de l'action et partenaires	SYRIBT et Terre Vivante
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles
Risques liés aux milieux d'exposition	Sols; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Association pour l'Amélioration et la Défense de l'Environnement du Val de Turdine - APADE
Service - mail	suzanne.faury@free.fr
Code postal Ville	69490 PONTCHARRA SUR TURDINE
Statut juridique	Association

Intitulé	Pollution de l'air à Lyon, du constat à l'action
Objectif général	Sensibiliser le public à la pollution de l'air extérieur
Objectif opérationnel	Montrer comment agir individuellement ou collectivement Montrer les effets sur la santé de la pollution de l'air extérieur
Période de l'action	2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Maison de l'Environnement
Prestataires de l'action et partenaires	Les Amis de la Terre, Air Rhône-Alpes, SERA, collectif VALVE
Public cible direct de l'action	Grand public
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Conférence qui présente le constat que la qualité de l'air à Lyon ne s'améliore pas. Montrer les effets sur la santé. Montrer comment agir individuellement ou collectivement. Débat avec les intervenants.
Nature de l'action, du type d'activité	Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Métropole de Lyon
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Transports
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Hugon - Maison de l'Environnement
Service - mail	Coordination des activités pédagogiques - infos@maison-environnement.fr
Code postal Ville	69002 LYON 02
Statut juridique	Association

Intitulé	Eduquer les jeunes et la population rhône-alpine aux liens entre la santé, l'environnement et leurs comportements afin de favoriser un changement de comportement favorable à la santé des populations et à l'environnement dans lequel nous évoluons.
Objectif général	Améliorer la santé des populations via la diffusion des connaissances en santé environnementale et la valorisation des comportements favorables à l'environnement et à la santé, grâce à la formation des acteurs relais, l'utilisation de l'outil pédagogique "Envi'Santé" et à l'animation de séances thématiques approfondies.
Objectif opérationnel	Renforcer les capacités des professionnels relais à intervenir sur la thématique santé environnement (formations) Favoriser les changements de comportements des populations favorablement à leur santé et à l'environnement (animation séances)
Période de l'action	2015-2016 - depuis 2012/2013
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ADES 69
Prestataires de l'action et partenaires	Oïkos, Frapna, Acoucité, Apieu millefeuille, etc. (selon les projets et selon les années)
Public cible direct de l'action	Grand public
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	ARS; co-financement structures
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Transports; Risques liés au climat; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Alimentation; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité; Nature de proximité - Besoin de nature
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Odeurs; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants; Bruit; Fibres
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Association Départementale d'Éducation pour la Santé du Rhône - ADES du Rhône
Service - mail	
Code postal Ville	69003 LYON 03
Statut juridique	Association

Intitulé	Programmes d'éducation à la santé environnement à destination de la population rhodanienne
Objectif général	Réduire les inégalités environnementales de santé en lien avec les inégalités sociales et territoriales afin d'améliorer l'état de santé de la population cible, notamment en leur permettant un meilleur contrôle des sources potentielles de polluants pouvant avoir un effet négatif sur leur santé.
Objectif opérationnel	Renforcer la capacité des jeunes, des adultes et des professionnels de l'agglomération à faire des choix favorables à leur santé et à leur bien-être, en les sensibilisant au respect et à la protection de leur environnement
Période de l'action	2015-2016 - depuis une dizaine d'années
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ADES69
Prestataires de l'action et partenaires	Prestataires : Oikos. Partenaires : Atmo Rhône-Alpes Auvergne, Péniches du Val-de-Rhône, Métropole de Lyon, Acoucté, Imagineo, Anciela, structures membres du Graine Rhône-Alpes, établissements scolaires, collectivités territoriales et structures partenaires diverses sur le territoire.
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Interventions collectives; Etude, recherche, innovation; séances pédagogiques, accompagnement démarches CLS axe santé environnement
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017; Contrat local de santé (CLS) en cours; Villes OMS; Agenda 21
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Alimentation; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Association Départementale d'Éducation pour la Santé du Rhône - ADES du Rhône
Service - mail	
Code postal Ville	69003 LYON 03
Statut juridique	Association

Intitulé	Projet expérimental sur le besoin de nature : Tous ensemble dans la nature, c'est bon pour la santé !
Objectif général	Améliorer la santé de l'enfant et réduire les inégalités environnementales de santé, en agissant notamment sur le « besoin de nature » sur les temps scolaires et périscolaires.
Objectif opérationnel	<ol style="list-style-type: none"> 1. Constituer un groupe de travail pour co-construire le projet pédagogique 2. Interpeller les parents et l'équipe éducative de l'école sur le thème du besoin de nature 3. Co-animer des séances pédagogiques à destination des enfants 4. Former les animateurs périscolaires 5. Accompagner les animateurs périscolaires à la mise en place de l'action
Période de l'action	2016 - 1ère année de mise en place (année scolaire)
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ADES69
Prestataires de l'action et partenaires	SEGAPAL entres autres
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Conférence, débats, forum; Interventions collectives; Etude, recherche, innovation; Accompagnement
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017; Agenda 21
Organismes financeurs de l'action	ARS; Collectivités locales; Fonds propres; fondations
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Besoin de nature
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Association Départementale d'Éducation pour la Santé du Rhône - ADES du Rhône
Service - mail	
Code postal Ville	69003 LYON 03
Statut juridique	Association

Intitulé	Formation en Education santé environnement
Objectif général	Contribuer à la diffusion de connaissances sur les relations entre environnement et santé, et valoriser les comportements favorables, via une formation pour les acteurs relais de prévention, visant à développer leurs capacités à intervenir sur la thématique « santé-environnement » auprès de leurs publics.
Objectif opérationnel	Organiser et mettre en oeuvre une formation éducation santé environnement (3 jours) à destination des éducateurs santé, environnement et/ou social, Participer à l'organisation d'une formation spécifique destinée aux enseignants et infirmières
Période de l'action	2015-2016 - selon financement
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ADES69
Prestataires de l'action et partenaires	Centre Léon Bérard, IFE, IREPS RA...
Public cible direct de l'action	Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants; professionnels autres secteurs (travailleurs sociaux, ...)
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Formation auprès de professionnels; Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; plus de financement depuis 2016 malgré une forte demande sur le terrain
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Alimentation; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité; Besoin de nature
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Cancer; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Association Départementale d'Éducation pour la Santé du Rhône - ADES du Rhône
Service - mail	
Code postal Ville	69003 LYON 03
Statut juridique	Association

Intitulé	Activité de CMEI Conseiller Médical en Environnement Intérieur
Objectif général	Améliorer la qualité de l'air à l'intérieur des logements des personnes souffrants de difficultés de santé liées à la pollution de l'air intérieur (asthme, allergie, etc.)
Objectif opérationnel	Consultations au domicile des patients, sur prescription médicale, pour diagnostiquer les éléments de l'habitat et du mode de vie défavorables à l'amélioration de leur état de santé Expertise sur la qualité de l'air Conseiller pour la mise en œuvre des mesures d'éviction, et améliorer la qualité d'air et la santé des patients.
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ADES69
Prestataires de l'action et partenaires	Laboratoire d'analyses
Public cible direct de l'action	patients
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Etude, recherche, innovation; expertise
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat; Travail
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Association Départementale d'Education pour la Santé du Rhône - ADES du Rhône
Service - mail	CMEI -
Code postal Ville	69003 LYON 03
Statut juridique	Association

Intitulé	Atelier "vivre de façon écologique et économique": fabrication de cosmétiques naturels, atelier de ménage écologique, balle botanique gourmande, jardinage urbain, sensibilisation sur la qualité de l'air intérieur...
Objectif général	Améliorer les connaissances du grand public en santé environnementale. S'interroger sur notre mode de vie, de consommation et sur l'impact de ceux ci sur leur santé et sur l'environnement
Objectif opérationnel	Echanges, conseils et apprentissage pour se lancer dans le DIY (do it yourself) tendance forte aussi bien écologique (maîtrise des ingrédients) qu'économique (limitation des surcoûts type emballage...)
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ESPACES VERS
Prestataires de l'action et partenaires	ARS REGION
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; assistantes maternelles
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Atelier participatif de 2 h avec fabrication de 2 à 3 produits (produits cosmétiques, produits ménagers, recettes de cuisine...)
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Conférence, débats, forum; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat; Alimentation
Contaminants Agents chimiques	Polluants organiques; Fumée de tabac
Contaminants Agents biologiques	Moisissures, cyanobactéries; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	ESPACES VERS -
Service - mail	espaces.vers@gmail.com
Code postal Ville	69009 LYON 09
Statut juridique	Association

Intitulé	Action sur le stress (les facteurs de stress personnels et environnementaux). Action santé mentale "santé physique, santé mentale un lien vital" (l'individu dans son milieu de vie et dans son environnement). Action sur l'air: tester un jeu de dépollution de l'air. Action sur les pratiques numériques.
Objectif général	Amener nos publics à vivre une expérience positive de groupe, faire du lien social, leur faire rencontrer des professionnels et acteurs de la santé, les informer et valoriser leurs propres connaissances en s'adaptant à leurs besoins et attentes, améliorer leur investissement dans leurs démarches d'insertion, les former à être des relais pour les autres...
Objectif opérationnel	Nous partons de thèmes pour lesquels ils ont un intérêt et développons pour les amener à prendre en compte des données environnementales (impacts positifs et impacts négatifs, action de l'environnement sur l'homme et inversement) Souci de sensibiliser, prévenir, aider au développement de la personne et du bien être individuel et social...
Période de l'action	2015 - actions ponctuelles qui sont pour certaines reproduites chaque année
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CMP; ADES; CPAM; CPEF; Fréquences Ecole; sophrologue
Prestataires de l'action et partenaires	CMP, ADES, CPAM, CPEF, Fréquences Ecole, sophrologue... dans tous les actions proposées la mission locale est présente, elle fait la médiation entre les jeunes et les intervenants et joue l'aiguillon pour amener à traiter de certains sujets, notamment quand il s'agit de questions environnementales qui ne sont pas aisées à traiter avec des publics fragiles et des besoins et demandes plus "primaires"
Public cible direct de l'action	Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Nous choisissons des thèmes qui restent mobilisateurs pour un public peu préoccupé par sa santé en général et qui est en difficulté pour construire des liens entre projet individuel et enjeux collectifs et sociaux. Les questions autour de la santé mentale et du stress restent attrayantes, aussi parce que nous avons eu l'habitude de les intégrer, à petite dose, depuis des années, dans nos modules généralistes dit "santé bien être". Nous avons réussi à maintenir des actions maîtrisées et existantes et d'en programmer une nouvelle sur l'air (action sur le "bruit" en 2014, suite à la formation ADES pour deux personnes de la ML engagée en 2013). Un savoir faire existe mais les éléments du contexte, en interne comme en externe, peuvent fragiliser, pour un temps, le déroulement des actions qui s'appuient inévitablement sur une synergie globale. Nous sommes dans un souci de prévention et de sensibilisation pour amener le jeune à être acteur de santé et renforcer sa démarche citoyenne. Le travail d'animation et co-animation avec des partenaires réguliers favorise une bonne adaptation aux dynamiques de chaque groupe pour développer les thèmes qui concernent la santé environnementale.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers); Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat; Alimentation; Travail; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Maladies cardio-vasculaires; Traumatismes; Troubles psychiques, santé mentale; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	MLRSE - Mission locale Rhône Sud Est
Service - mail	f.karsenti@mlrse.org
Code postal Ville	69800 ST PRIEST
Statut juridique	Association

Intitulé	Prévention des risques environnementaux liés à la qualité de l'air intérieur pour les 0-6 ans
Objectif général	Améliorer la santé des enfants de 0 à 6 ans par l'amélioration de la qualité de l'air des espaces clos qui les accueillent.
Objectif opérationnel	Accompagner les gestionnaires d'espace accueillant du public 0-6 ans Former les professionnels Animer des séances pédagogiques avec les enfants Animer des séances d'information et des ateliers pratiques avec les parents ou futurs parents
Période de l'action	2015-2016 - depuis 2013
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ADES69
Prestataires de l'action et partenaires	ADES du Rhône
Public cible direct de l'action	Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Interventions collectives; Production d'outils, de support; Accompagnement ; séances pédagogiques
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Sols; Alimentation; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Association Départementale d'Éducation pour la Santé du Rhône - ADES du Rhône
Service - mail	
Code postal Ville	69003 LYON 03
Statut juridique	Association

Intitulé	Tous Voisins , campagne de sensibilisation : "Ma fenêtre n'est pas une poubelle" "Mon allée n'est pas une décharge" "Mon immeuble n'est pas un restau pour animaux" "mon logement a besoin d'air" "Votre plancher c'est aussi mon plafond"
Objectif général	La contribution de tous est attendue afin de vivre dans un espace harmonieux . L'incidence de chacun sur son propre espace de vie . Améliorer la vie des habitants. La propreté, les infestations de nuisibles , le bruit, la qualité de l'air intérieur, le jet des déchets par les fenêtres, sont des thématiques où chacun à un rôle déterminant à jouer
Objectif opérationnel	Créer un support adapté aux besoins Réaliser des affichettes à la portée des habitants, simples dans leur écriture et leur graphisme, mais qui ouvrent des possibilités de dialogue. Les graphiques ont été réalisés avec les gardiens qui les utilisent comme des supports à leur intervention de proximité. Diffusion de ces documents lors des fêtes de quartier, des braderies... au plus près des habitants
Période de l'action	2015-2016 - besoin récurrent
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville; GPV; Bailleurs; ABC HLM; Agents de résidence
Prestataires de l'action et partenaires	Ville : lancement, mise ne oeuvre du partenarait et infographie GPV Bailleurs et ABC HLM, partenaires et ABC HLM financeurs
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Rhône
Bref descriptif de l'action et méthode	Cette initiative est née d'une semaine d'information en santé mentale en 2013 SISM qui avait pour thème "Bien dans ma ville bien dans ma vie" . A cette occasion , lors d'un théâtre forum les habitants ont pu exprimer certaines souffrances liées à leur cadre de vie. L'impression de subir les événements de leur quartier et leur impuissance à pouvoir intervenir. Un travail important de concertation a eu lieu entre les habitants , les bailleurs et les gardiens de façon à prioriser les thématiques sans pour autant q'elles soient stigmatisantes pour les habitants. Les graphiques sont volontairement décalés et les textes sont simples et abordables. D'autres villes qui rencontrent les mêmes problématiques nous ont contactés afin de pouvoir utiliser les supports . travail de sensibilisation de longue haleine qui est toujours d'actualité , notamment sur certaines thématiques : le nourrissage des animaux errants où les habitants ne veulent pas jeter leurs restes alimentaires et déposent des aliments en bas des immeubles. les infestations sont nombreuses et importantes dans certains secteurs. les moisissures sont importantes , elles font état de ventilation défectueuse mais aussi des modes de vie des habitants qui n'aèrent pas leur logement
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017; PRS Auvergne 2012-2016; Villes OMS
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales; ABC HL
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Déchets; Risques liés aux animaux domestiques et sauvages; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	Odeurs
Contaminants Agents biologiques	Moisissures, cyanobactéries; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Maladies infectieuses; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	DUSSURGEY Pierre - Mairie de Vaulx en Velin
Service - mail	Maire -
Code postal Ville	69120 VAULX EN VELIN
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Education à la santé environnementale et inégalités sociales de santé
Objectif général	Poursuivre la démarche d'éducation à la santé environnementale initiée depuis 2 ans sur l'agglomération de Chambéry
Objectif opérationnel	Assurer le bon fonctionnement de l'Eco-appart Impliquer les habitants dans la réflexion et les décisions de l'Eco-appart Promouvoir l'Eco-appart Favoriser la prise de conscience des liens entre santé et environnement et permettre l'acquisition de connaissances sur les déterminants environnementaux Favoriser l'identification des leviers concernant le changement de comportement Favoriser la découverte et l'acquisition d'éco-gestes
Période de l'action	2015 - 10 mois
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	IREPS Savoie
Prestataires de l'action et partenaires	IREPS Savoie
Public cible direct de l'action	Grand public; Personnes vulnérables; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Savoie
Bref descriptif de l'action et méthode	Mise en place d'une dynamique multi-partenariale autour des questions de santé environnement, développement durable et économie d'énergie grâce à la mise en place d'un outil concret : un appartement pédagogique : "l'Eco-appart". Ce lieu permet de fédérer les acteurs et élus autour de la thématique de l'Habitat Santé au sens large. Des actions ont été proposées par la réalisation d'ateliers autour de thématique, la participation aux temps fort du quartier et l'instauration d'une dynamique importante entre différents acteurs : associations et acteurs de la santé, de l'environnement, des économies d'énergie, un bailleur sociale, une communauté de commune, centres socio-culturels, ...
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Lieux d'accueil, d'écoute (permanence); Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...); Accompagnement
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	ARS; DREAL; Conseil Régional; CPAM, Ag2R la Mondiale
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - des réunion et actions ont eu lieu tout au long de l'année entre septembre 2015 et juin 2016
Sources de contaminations et de nuisances	Déchets; Transports; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat; Alimentation
Contaminants Agents chimiques	Polluants organiques
Contaminants Agents biologiques	Moisissures, cyanobactéries; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies respiratoires; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles hormonaux
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé - IREPS
Service - mail	contact73@education-sante-ra.org
Code postal Ville	73000 CHAMBERY
Statut juridique	Association

Intitulé	Formation des intervenants à domicile à l'approche des personnes en situation d'incurie dans leurs logements
Objectif général	1) Repérer les situations d'incurie 2) Préparer le retour à l'accompagnement de droit commun après l'intervention de l'opérateur
Objectif opérationnel	Former les travailleurs sociaux et les aides à domicile
Période de l'action	2015-2016 - financement sur 3 ans
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ARS; DD73
Prestataires de l'action et partenaires	Cabinet BUTTARD
Public cible direct de l'action	travailleurs sociaux et aides à domicile
Territoire cible de l'action	Savoie
Bref descriptif de l'action et méthode	Sessions de formations assurées par le cabinet Buttard Cette action est combinée avec l'action sur le traitement des situations d'incurie faisant l'objet d'un autre questionnaire Le financement indiqué plus bas est commun à ces deux actions
Nature de l'action, du type d'activité	Formation auprès de professionnels
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PDALH
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Déchets
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat; Alimentation
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Délégation départementale de la Savoie de l'agence de santé Auvergne-Rhône-Alpes - ARS-ARA-DD73
Service - mail	environnement-santé - cellule environnement intérieur - ars-dt73-environnement-sante@ars.sante.fr
Code postal Ville	73000 CHAMBERY
Statut juridique	Administration

Intitulé	Investigation environnementale autour d'un agrégat spatio-temporel de cas de sclérose latérale amyotrophique.
Objectif général	Mettre en évidence des sources environnementales polluantes (chimiques, physiques...), actuelles ou passées, et susceptibles d'exposer
Objectif opérationnel	Réaliser
Période de l'action	2015 - Etude réalisée sur l'année
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ARS; CIRE; CHU Grenoble
Prestataires de l'action et partenaires	Communes de Bellentre Laboratoire Savoie Labo; Autres laboratoires d'analyse des sols, aliments
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	Savoie
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Le 17 novembre 2013 deux médecins du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Grenoble, l'un du pôle santé publique du Département de Médecine et Santé au travail et l'autre du centre de référence des Scléroses latérales amyotrophiques (SLA), ont signalé à la Cire Rhône-Alpes (Cire RA - Cellule de l'institut national de veille Sanitaire en région) et à l'agence régionale de santé Rhône-Alpes (ARS Rhône-Alpes) l'existence de cas groupés de SLA, sur d'une part le village de Bellentre (Savoie) et d'autre part sur la commune de Saint-Ismier (Isère).</p> <p>En complément des investigations épidémiologiques réalisées par la CIRE Rhône-Alpes-InVS (Cellule de l'institut de veille Sanitaire en région), une étude environnementale a été menée par l'ARS Rhône-Alpes sur ces communes et plus particulièrement sur la commune de Bellentre.</p> <p>Cette étude environnementale menée sur Bellentre s'inscrit dans un rapport de l'Institut national de veille sanitaire (InVS) et reste indépendante des recherches menées par le CHU de Grenoble sur les facteurs de risques de la SLA.</p> <p>L'investigation environnementale a eu pour objectif de mettre en évidence des sources environnementales polluantes (agents chimiques, physiques...), actuelles ou passées, et susceptibles d'exposer plus particulièrement la population de la commune de Bellentre et les hameaux de Montchavin et des Coches ou pouvant constituer des hypothèses permettant d'expliquer tout ou partie des cas de SLA.</p> <p>En l'absence de facteurs de risque connus de la SLA, il n'a toutefois pas été possible d'orienter au préalable ces investigations vers tels ou tels facteurs environnementaux. Les investigations sont donc restées essentiellement descriptives tout en étant exploratoires.</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Contrat local de santé (CLS) en cours
Organismes financeurs de l'action	ARS; CHU de Grenoble
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Activités de soins; Déchets; Transports; Risque technologique majeur; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Sols; Alimentation; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; cyanotoxines
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants
Effets sur la santé	Maladies neurologiques et neuro-musculaires
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes - Délégation départementale de Savoie - ARS Auvergne Rhône-Alpes - DD73
Service - mail	Environnement Santé - ars-dt73-delegue-territorial@ars.sante.fr
Code postal Ville	73000 CHAMBERY
Statut juridique	Administration

Intitulé	Etude de l'environnement sonore des nouveaux-nés dans les services de réanimation néonatale et de néonatalogie du centre hospitalier Métropole Savoie
Objectif général	Améliorer la qualité de l'environnement sonore des nouveaux nés
Objectif opérationnel	Objectiver les niveaux sonores dans les deux services ; Comparer les niveaux mesurés aux valeurs internationales recommandées (pas de réglementation spécifique en France) ; Dresser une liste non exhaustive d'actions à mettre en œuvre pour améliorer la qualité sonore des services dans un contexte de réorganisation (déménagement ou restructuration des locaux) ; Mettre en place des actions de prévention et de sensibilisation sur le bruit et son impact sanitaire.
Période de l'action	2016 - 2 mois
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ARS73; Centre Hospitalier
Prestataires de l'action et partenaires	idem
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Professionnels de santé
Territoire cible de l'action	Savoie
Bref descriptif de l'action et méthode	Matériel : -Un dosimètre : fixé à l'intérieur des couveuses au plus près de l'oreille du bébé, -Un sonomètre : positionné à proximité de la couveuse équipée du dosimètre pour mesurer l'ambiance sonore dans la salle. Lieux de mesures : oService réanimation néonatale : Dans chaque salle (5), box d'isolement compris, Salles du personnel : staff, local infirmier, bureau, Dosimètre installé au niveau de la blouse d'une infirmière oService néonatalogie : Dans chaque salle (2), Chambres mère-enfant Mesures : 19 mesures pendant 24 h échelonnées de mai à juin
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Etude, recherche, innovation; Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat; Travail; Service hospitalier
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Traumatismes; Troubles psychiques, santé mentale; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Agence Régionale de Santé, délégation de la Savoie - ARS DD73
Service - mail	Environnement-santé -
Code postal Ville	73000 CHAMBERY
Statut juridique	Administration

Intitulé	Campagne d'analyse de la concentration des CVM dans les eaux destinées à la consommation humaine
Objectif général	Rechercher la présence de CVM dans les eaux destinées à la consommation humaine
Objectif opérationnel	Action prospective pour identifier la présence de CVM dans les eaux destinées à la consommation humaine, ce qui représente un enjeu en Savoie
Période de l'action	2016 - 10 mois
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ARS
Prestataires de l'action et partenaires	Savoie Labo (Analyses et prélèvement) Gestionnaires de réseaux d'eau potable
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Professionnels de l'environnement
Territoire cible de l'action	Savoie
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>1 - Analyse du recensement des réseaux d'eau avec présence de canalisation PVC antérieur à 1980</p> <p>2 - Sélection des gestionnaires des réseaux</p> <p>3 - Recensement précis des canalisations PVC antérieur à 1980 au sein des gestionnaires sélectionnés (localisation exacte, longueur des canalisations)</p> <p>4 - Sélection des canalisations PVC les plus à risque relatif à la présence de CVM dans l'eau</p> <p>5 - organisation et réalisation de la campagne de prélèvements (145 prélèvements)</p> <p>6 - synthèse des résultats</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux d'alimentation
Contaminants Agents chimiques	Polluants organiques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Cancer
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	NEASTA - ARS DT Savoie
Service - mail	Santé Environnement -
Code postal Ville	73000 CHAMBERY
Statut juridique	Administration

Intitulé	Traitement des situations d'incurie dans l'habitat
Objectif général	Améliorer la santé des occupants en situation d'incurie
Objectif opérationnel	Intervention d'un opérateur auprès des cas signalés
Période de l'action	2015-2016 - financement pour 3 ans
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	ARS; ARA; DD73
Prestataires de l'action et partenaires	Cabinet Christine BUTTARD
Public cible direct de l'action	Personnes vulnérables
Territoire cible de l'action	Savoie
Bref descriptif de l'action et méthode	Sur signalement des travailleurs sociaux, intervention du Cabinet Buttard pour renouer les liens sociaux, améliorer l'hygiène des occupants et rendre les lieux salubres en faisant évacuer ce qui a été amassé dans le logement.
Nature de l'action, du type d'activité	Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	ARS
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Déchets; Risques liés aux animaux domestiques et sauvages
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat; Alimentation
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	objets et déchets ménagers accumulés
Effets sur la santé	Maladies infectieuses; Maladies respiratoires; Troubles psychiques, santé mentale; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Gérard JACQUIN - ARS-ARA-DD73
Service - mail	Environnement-Santé -Cellule Environnement intérieur - ars-dt73-environnement-sante@ars.sante.fr
Code postal Ville	73000 CHAMBERY
Statut juridique	Administration

Intitulé	CMEI - Conseiller Médical en Environnement Intérieur
Objectif général	Réduire l'impact de l'environnement intérieur sur la symptomatologie des patients
Objectif opérationnel	Intervention sur prescription médicale au domicile du patient et plus exceptionnellement sur son lieu de travail
Période de l'action	2016 - action pluriannuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Econ'eaulogis
Prestataires de l'action et partenaires	Econ'eaulogis
Public cible direct de l'action	Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	Haute-Savoie
Bref descriptif de l'action et méthode	Réalisation d'un diagnostic visuel et technique pour évaluer les facteurs pouvant être défavorables à la santé du patient et exacerber sa pathologie
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; intervention individualis
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRSE2 Auvergne 2011-2013
Organismes financeurs de l'action	ARS; Conseil Régional; Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat; Travail
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Polluants organiques; Bisphénol A; COV, COSV.
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Intoxication; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Econ'eaulogis -
Service - mail	contact@econeaulogis.com
Code postal Ville	74250 PEILLONNEX
Statut juridique	Autres - Bureau d'études

Intitulé	Caper du Giffre (Comité Amiante Prévenir et Réparer)
Objectif général	Aider le personnel de Péchiney le Giffre fermée en 1994 à faire des dossiers suite à une exposition a l' amiante
Objectif opérationnel	contact avec CPAM - Fiva et Andeva
Période de l'action	2015-2016 - Permanence mensuelle chaque 1 er vendredi du mois
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ex-membres de Péchiney; CPAM; FIVA; ANDEVA
Prestataires de l'action et partenaires	idem
Public cible direct de l'action	Entreprises et salariés; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé
Territoire cible de l'action	Haute-Savoie
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Lieux d'accueil, d'écoute (permanence); Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Travail
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Fibres
Effets sur la santé	Cancer; Maladies respiratoires; Troubles hormonaux; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	COMITE AMIANTE PRÉVENIR ET RÉPARER - CAPER DU GIFFRE
Service - mail	caper.giffre@orange.fr
Code postal Ville	74130
Statut juridique	Association

Intitulé	Diagnostic Local de Santé
Objectif général	Analyse globale de la situation sanitaire à l'échelle intercommunale
Objectif opérationnel	Evaluation statistique, recueil d'éléments auprès des élus, des chefs de services, des partenaires et de citoyens.
Période de l'action	2015-2016 - 14 mois
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CCFG
Prestataires de l'action et partenaires	à l'interne, Action confiée à une chargée de mission Sandrine BARATHON
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	Haute-Savoie
Bref descriptif de l'action et méthode	Enquête de proximité, Analyse des problématiques exprimées Formulation d'hypothèses d'actions pour présentation aux élus de la CCFG Rédaction finale du DLS
Nature de l'action, du type d'activité	production d'un DLS
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	CONTRAT DE VILLE
Organismes financeurs de l'action	ARS; CCFG
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Déchets; Transports; Risques liés au climat
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Métaux; Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Bruit; Fibres
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies respiratoires; Troubles psychiques, santé mentale
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Barathon Sandrine - Communauté de Communes Faucigny Glières
Service - mail	Politique de la ville - courrier@ccfg.fr
Code postal Ville	74130 BONNEVILLE
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Projet collectif pluridisciplinaire concernant le risque chimique au sein des ateliers mécaniques automobiles
Objectif général	Amener les employeurs des ateliers mécaniques automobiles à prendre conscience du risque chimique effectif et important au niveau de leur secteur d'activité
Objectif opérationnel	Objectif 1 : Informer les employeurs sur : -Le risque chimique réel en lien avec le secteur automobile -Leurs obligations par rapport à l'évaluation du risque chimique et aux CMR Objectif 2 : Amener les employeurs à rentrer de façon pro-active dans une démarche d'évaluation du risque chimique (en comprenant l'intérêt de cette action) Objectif 3 : Améliorer la prévention primaire en entreprise par la mise en place d'actions correctives effectives et/ou de sensibilisation
Période de l'action	2015-2016 - projet de service 2015-2019
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	AST74
Prestataires de l'action et partenaires	AST74 (service de santé au travail)
Public cible direct de l'action	Entreprises et salariés
Territoire cible de l'action	Haute-Savoie
Bref descriptif de l'action et méthode	Action 1 : Création ou mise à jour de la Fiche d'Entreprise (FE) dans les ateliers mécaniques automobiles en s'appuyant sur une grille de visite standardisée (en réponse aux objectifs 1 et 2) : APST Action 2 : Une session d'information collective sur le risque chimique spécifiques aux ateliers mécaniques automobiles à destination des employeurs et/ou de leur responsable d'atelier (en réponse aux objectifs 1 et 2) : IPRP Toxicologue industriel / MdT Action 3 : Accompagnement individuel pour la réalisation effective de l'évaluation du risque chimique par l'employeur (en réponse à l'objectif 2) : IPRP Toxicologue industriel Action 4 : Vérification de l'efficacité des actions de prévention collective existantes ou mises en place : prélèvements atmosphériques, biologiques et mesures quantitatives des captages à la source (en réponse à l'objectif 3); IPRP Toxicologue industriel / MdT Action 5 : Accompagnement individuel de l'employeur pour la réalisation des notices de poste au risque chimique et accompagnement spécifique pour le choix des types de gants en fonction du poste de travail (en réponse à l'objectif 3) : APST Action 6 : Action de sensibilisation en entreprise des salariés au risque chimique, à l'hygiène au poste de travail, au port des EPI, et au nouvelle étiquetage (en réponse à l'objectif 3) : IDEST
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Accompagnement d'équipes de professionnels ou de bénévoles
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRST2 Rhône-Alpes 2010-2014; COG CNAMTS / PAR CARSAT
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles
Risques liés aux milieux d'exposition	Travail
Contaminants Agents chimiques	Polluants organiques; Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	AST74 - AST74
Service - mail	service de santé au travail - abecue@ast74.fr
Code postal Ville	74000 ANNECY
Statut juridique	Association

Intitulé	Qualité de l'air intérieur et établissements recevant du public (ERP)
Objectif général	Accompagnement des collectivités dans la mise en place de la surveillance de la qualité de l'air dans les ERP
Objectif opérationnel	Conseils pour la réalisation d'un guide de bonnes pratiques et possibilité de réaliser les mesures (benzène, formaldéhyde, CO2) selon les attentes de la collectivité et les spécificités de l'établissement (accréditation COFRAC)
Période de l'action	2015-2016 - action pluriannuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Econ'eaulogis
Prestataires de l'action et partenaires	Econ'eaulogis (accrédité COFRAC)
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations)
Territoire cible de l'action	Haute-Savoie
Bref descriptif de l'action et méthode	Recensement des besoins et des attentes des collectivités afin de pouvoir mettre en oeuvre une gestion participative de la qualité de l'air intérieur dans les ERP
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers); Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRSE2 Auvergne 2011-2013; loi portant engagement national pour l'environnement
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Transports; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et Eau
Contaminants Agents chimiques	Polluants organiques; Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Econ'eaulogis -
Service - mail	contact@econeaulogis.com
Code postal Ville	74250 PEILLONNEX
Statut juridique	Autres - Bureau d'études

Intitulé	Identification des sources de poussières enrichies en plomb du hameau de la papeterie sur le site des Avinières, St Laurent le Minier.
Objectif général	Identifier les sources de poussières métallifères en contexte minier responsables d'impacts sanitaires sur les populations proches.
Objectif opérationnel	L'identification des sources de poussières riches en plomb devait permettre de réduire les surfaces de la zone minière à réhabiliter ou a phytostabiliser, pour limiter les envois de poussières.
Période de l'action	2015 - Action ponctuelle sur 6 mois précédant une décision préfectorale
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CNRS; LTHE
Prestataires de l'action et partenaires	ADEME TESORA (69)
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de l'environnement
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	Afin d'identifier l'origine des poussières potentiellement responsables de problèmes sanitaires sur le hameau de la papeterie près du site des Avinières, l'équipe TransPore du LTHE a proposé de développer une étude physico-chimique des matériaux et des poussières récoltées sur différentes zones du site et des zones d'habitation. Devant la difficulté à prédire l'efficacité de ces techniques pour atteindre l'objectif principal de l'étude, nous proposons de combiner des techniques de pointe de microscopie électronique, diffractométrie et spectroscopie, dont les résultats croisés ont permis de discriminer de manière claire l'origine des poussières de plomb au niveau de la zone de la papeterie (impacts sanitaires avérés). Ces techniques sont : -La microscopie électronique à balayage (MEB-FEG-EDX) -L'ICP-AES pour la caractérisation quantitative des métaux lourds -La diffraction X pour l'obtention de la signature spectrale globale des phases minérales cristallisées. -La spectroscopie Raman pour définir la spéciation des métaux Nous avons appliqué ces techniques sur des échantillons de matériaux récoltés en triplicats sur 6 zones spécifiques positionnées sur la carte fournie en annexe. En parallèle, nous avons caractérisé les poussières collectées sur ces différentes zones du site, à la fois avec des jauges Owen sur une durée de 15 à 30 jours (suivant la quantité de poussières récoltées) et directement avec des échantillonneurs de poussières en phase sèche pour l'analyse en microscopie électronique. Les résultats obtenus ont permis d'identifier les principales sources de particules plombifères et ainsi de limiter les zones à réhabiliter et phytostabiliser.
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Sollicitation directe de l'ADE
Organismes financeurs de l'action	ADE
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Déchets; Risque technologique majeur
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Sols
Contaminants Agents chimiques	Métaux; Polluants atmosphériques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Intoxication; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Laboratoire des Transferts en Hydrologie et Environnement. UMR 5564 CNRS Université de Grenoble Alpes - LTHE
Service - mail	Equipe HyDRIMZ - Transpore - jean.martins@univ-grenoble-alpes.fr
Code postal Ville	38400 ST MARTIN D HERES
Statut juridique	Autres - Laboratoire public de recherche

Intitulé	Mise en oeuvre des pouvoirs de police et des obligations réglementaires du maire de Lyon en matière de santé et d'environnement
Objectif général	Appliquer les textes de loi et les réglementations afférentes
Objectif opérationnel	Traiter les plaintes de particuliers par le biais d'enquêtes et de contrôles (y compris météorologiques), mettre en place les contrôles obligatoires pour les bâtiments municipaux (qualité de l'air intérieur et légionelles). Informers les habitants et les directions concernées Mettre en place des actions de promotion de la santé
Période de l'action	2015-2016 - action perenne
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Direction de l'écologie urbaine; Directions de la Ville gestionnaires d'ERP
Prestataires de l'action et partenaires	direction de l'écologie urbaine et : prestataires choisis lors de marchés publics, partenariats scientifiques avec Lyon 1 et Lyon 2, l'ENSV et veto sup, partenariats avec des institutions publiques (ARS) ou des associations (EID RNSA APPA...)
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	La direction abrite le SCHS et à ce titre est légitime pour mettre en oeuvre des actions qui relèvent des pouvoirs de police du maire et du préfet. La direction intervient sur des enjeux environnementaux qui touchent soit l'environnement intérieur (l'habitat et les ERP accueillant un public sensible) soit l'environnement extérieur : sols, milieu aquatique, air, faune et flore.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; PRS Rhône-Alpes 2012-2017; Contrat local de santé (CLS) en cours; Villes OMS
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales; dotation globale de fonctionnement
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Risques liés au climat; Risques liés aux animaux domestiques et sauvages
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Alimentation; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Odeurs
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants; Bruit; Fibres
Effets sur la santé	Allergie; Intoxication; Maladies infectieuses; Traumatismes; Troubles psychiques, santé mentale; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Mairie de Lyon - DEU
Service - mail	direction de l'écologie urbaine - sophie.pamies@mairie-lyon.fr
Code postal Ville	69006 LYON 06
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Education à la qualité de l'air
Objectif général	Sensibiliser sur la thématique de l'air
Objectif opérationnel	
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	OIKOS; ADES; Métropole de Lyon
Prestataires de l'action et partenaires	
Public cible direct de l'action	Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	Animation sur la thématique de la qualité de l'air
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PEEDD de la métropole de Lyon
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	
Contaminants Agents chimiques	Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Odeurs
Contaminants Agents biologiques	Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Fibres
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	OIKOS
Service - mail	
Code postal Ville	69890 LA TOUR DE SALVAGNY
Statut juridique	Association

Intitulé	Mise en place d'un "jardin sentinelle", afin de réaliser des observations phénologiques, de communiquer ces informations aux professionnels de santé et au grand public, mais également d'améliorer la connaissance de la thématique des allergies aux pollens par le grand public.
Objectif général	Prévenir les allergies dues aux pollens en informant les professionnels de santé (environ 30 médecins spécialistes en allergologie sur l'aire urbaine grenobloise), leurs patients (entre 24000 et 50000 personnes) et le grand public (404000 habitants -chiffres INSEE 2012).
Objectif opérationnel	Les données épidémiologiques montrent que si environ 6% de la population nationale est allergique aux pollens, il existe des variabilités régionales, c'est le cas en Isère où on estime que près de 12% de la population est touché par ces pathologies. On note aussi une augmentation régulière des ventes de médicaments antihistaminique et une augmentation des durées de pollinisation dans les agglomérations (liés à des teneurs en CO2 plus élevés et des températures moyennes plus élevées).
Période de l'action	2015 - Opération conçue d'octobre 2013 à septembre 2014, action active ensuite jusqu'à fin 2015.
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville de Grenoble; Direction Santé Publique et Environnementale
Prestataires de l'action et partenaires	Ville de Grenoble, Direction Santé Publique et Environnementale Service Espaces Verts
Public cible direct de l'action	Grand public; Enfants / jeunes / étudiants; Professionnels de santé; RNSA
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Les Plans Nationaux Santé Environnement (PNSE 1 et 2), ainsi que les plans régionaux qui en découlent (PRSE 1 et 2 et Plan Régional Santé) ont toujours pointé la nécessité de mieux connaître les pathologies allergiques, de mieux les prévenir et de mieux informer le public.</p> <p>Dans le PRSE 2, la fiche 4 (lutter contre les allergies polliniques) met en place deux mesures (19 et 21) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer et maintenir la surveillance des pollens, développer la modélisation permettant l'anticipation de l'information et établir des cartographies. - prévenir en informant sur le potentiel allergisant des espèces végétales. <ul style="list-style-type: none"> - conception du projet, choix de la zone d'implantation et des espèces végétales à installer. - création du "jardin sentinelle". - conception des éléments d'information sur place, diffusion de l'information au public et aux professionnels concernés et conception des visites guidées. - entretien du "jardin sentinelle", collecte et transmission des informations phénologiques, accueil et information du public (sous forme de visite guidée).
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014
Organismes financeurs de l'action	ARS; Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Ville de Grenoble -
Service - mail	Direction Santé Publique et Environnementale - hugues.fradet@grenoble.fr
Code postal Ville	38000 GRENOBLE
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Stratégie santé environnement sur le territoire de la Métropole de Lyon
Objectif général	Mettre en place un plan d'actions favorisant la santé environnementale des habitants au travers des compétences de la Métropole
Objectif opérationnel	Réalisation d'un état des lieux, détermination d'enjeux puis élaboration de fiches action partenariales
Période de l'action	2016 - Action pluriannuelle : démarrage en 2016, production du plan d'actions en 2018
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Métropole de Lyon
Prestataires de l'action et partenaires	Prestataires de l'état des lieux : CEREMA et ORS
Public cible direct de l'action	Grand public; Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	Diagnostic en cours. Le plan d'action aura des aspect de sensibilisation, formation.
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Stratégie se coordonnant avec d'autres schéma d'organisation des politiques publiques (CLS; futur PRSE3..)
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - réunions d'élaboration du plan
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités agricoles; Activités de soins; Déchets; Transports; Risque technologique majeur; Risque naturel majeur; Risques liés au climat; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Sols; Alimentation; Travail; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Moisissures, cyanobactéries; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants; Rayonnements non ionisants; Bruit; Fibres
Effets sur la santé	Allergie; Cancer; Intoxication; Maladies de l'appareil digestif; Maladies cardio-vasculaires; Maladies infectieuses; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Maladies du sang; Troubles psychiques, santé mentale; Troubles de la reproduction et de la fertilité, reprotoxicité; Troubles métaboliques; Troubles hormonaux; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Métropole de Lyon
Service - mail	Unité Développement Durable - Service Ecologie et Développement Durable + Direction santé et développement social -
Code postal Ville	69003 LYON 03
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Actions d'information et de sensibilisation du grand public sur la thématique santé environnementale
Objectif général	Informer les villeurbannais sur les questions de santé environnementale.
Objectif opérationnel	Mettre en place des stands d'information et des actions collectives sur les thèmes de santé environnementale: qualité de l'air intérieur, amброisie, pesticides
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville de Villeurbanne
Prestataires de l'action et partenaires	DSP Ville de Villeurbanne
Public cible direct de l'action	Grand public; Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Dans le cadre de la mise en place du Plan local santé environnementale (PLSE 2013-2017) de Villeurbanne, les habitants ont souhaité être informé sur des questions de santé environnementale.</p> <p>La ville a répondu à cette attente avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> * des stands d'information sur les marchés forains ou dans le cadre de différentes manifestations (marché aux plantes, forum prévention des étudiants sur les thématiques amброisie, pesticides, qualité de l'air intérieur) * des actions collectives de sensibilisation/information sur la qualité de l'air intérieur, couplées parfois avec des ateliers pratiques (fabrication d'un produit ménager ou savon non nocif pour la santé).
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Plan local santé environnemental 2013-2017 de Villeurbanne
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Ville de Villeurbane -
Service - mail	direction de la Santé publique - dsp@mairie-villeurbanne.fr
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Création d'un document de communication pour sensibiliser et informer les villeurbannais à la santé environnementale
Objectif général	Information et sensibilisation du grand public à la santé environnementale.
Objectif opérationnel	Création de 6 fiches thématiques en santé environnementale à destination des villeurbannais
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville de Villeurbanne
Prestataires de l'action et partenaires	direction de la communication - ville de Villeurbanne graphiste - prestataire extérieur
Public cible direct de l'action	Grand public
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	Création de 6 fiches sur les thèmes de santé environnementale : - l'air intérieur et l'habitat - les ondes et champs électromagnétiques - les nuisibles - le bruit - l'air extérieur - les déchets Sur ces fiches, on retrouve des informations générales sur la thématique, des bons gestes à suivre au quotidien, et les contacts sur le territoire de la ville de Villeurbanne.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Contrat local de santé (CLS) en cours; plan local santé environnementale 2013-2017 de Villeurbanne
Organismes financeurs de l'action	ARS; Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Déchets; Risques liés au climat; Risques liés aux animaux domestiques et sauvages
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	Pollens
Contaminants Agents physiques	Rayonnements non ionisants; Bruit
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Ville de Villeurbanne
Service - mail	direction de la santé publique - dsp@mairie-villeurbanne.fr
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Mise en place d'une Commission de concertation en santé environnementale
Objectif général	Construire un lieu d'information et de débat sur la santé environnementale avec les villeurbannais
Objectif opérationnel	Mise en place d'une Commission de concertation en santé environnementale avec des villeurbannais volontaires
Période de l'action	2015-2016 - 3 commissions : octobre 2015/ février 2016/ avril 2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville de Villeurbanne
Prestataires de l'action et partenaires	Association la MIETE (prestataire pour mission d'animation de la commission) Direction de la démocratie locale et vie de quartier- Ville de Villeurbanne
Public cible direct de l'action	Grand public
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	Mise en place d'une Commission expérimentale de concertation en santé environnementale regroupant des habitants volontaires, de tous âge (> 17 ans) et issus de tous quartiers de la ville, souhaitant réfléchir à des actions citoyennes sur des thématiques de santé environnementale. Le choix des thématiques s'est fait en concertation avec les habitants . La commission s'est réunie à trois reprises .
Nature de l'action, du type d'activité	Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Déchets
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements non ionisants; Bruit
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Ville de Villeurbanne -
Service - mail	direction de la santé publique - dsp@mairie-villeurbanne.fr
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Evaluation d'impact en santé (EIS) sur le quartier des Buers à Villeurbanne.
Objectif général	Identifier l'influence d'un projet d'urbanisme sur la santé des enfants.
Objectif opérationnel	Réaliser une évaluation d'impact en santé (EIS) sur le quartier des Buers en pleine rénovation urbaine et établir des recommandations afin d'améliorer la mobilité des enfants.
Période de l'action	2015 - une année
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville de Villeurbanne
Prestataires de l'action et partenaires	ORS - prestataire. Partenaires : la métropole du Grand Lyon , bailleur social du quartier - ESt métropole habitat, direction du sport , direction de la démocratie locale et vie de quartier, direction du développement urbain , mission développement durable - Ville de Villeurbanne
Public cible direct de l'action	Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); bailleur sociaux
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Le quartier des Buers présente des difficultés sanitaires et sociales importantes. Un constat du service municipal de santé scolaire montre un taux global d'enfants en surpoids élevé vis à vis des autres écoles de Villeurbanne</p> <p>L'EIS en tant que véritable outil d'aide à la décision, à permis d'analyser à la fois les impacts négatifs et les impacts positifs du projet de rénovation urbaine sur la santé des enfants du quartier afin d'émettre des recommandations pour améliorer leur mobilité.</p> <p>Ces recommandations ont été co-construites avec les partenaires de l'étude et des habitants du quartier.</p> <p>Pour réaliser cette étude, plusieurs déterminants de santé ont été retenus : l'environnement extérieur, l'usage des espaces verts, l'offre sportive adaptée et les voiries.</p> <p>L'EIS remet la santé au sein des choix et fait le lien avec d'autres thèmes comme le développement durable, les impacts sociaux et le développement territorial.</p>
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Contrat local de santé (CLS) en cours; plan local santé environnementale 2013-2017 de Villeurbanne
Organismes financeurs de l'action	ARS; Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Allergie; Maladies respiratoires; Troubles métaboliques; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	ville de Villeurbanne -
Service - mail	direction de la santé publique - dsp@mairie-villeurbanne.fr
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Aide et défense des personnes atteintes du syndrome d'hypersensibilité chimique multiple
Objectif général	Apporter un soutien actif à ces malades dans leur vie quotidienne et leurs difficultés dans leur vie professionnelle, et faire connaître cette pathologie répandue mais non reconnue en France
Objectif opérationnel	Informers les médias, les institutions sanitaires, les médecins de l'existence de cette pathologie particulière tout en aidant les malades
Période de l'action	2016 - action pluriannuelle
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	SOS MCS; RES; SERA; GF
Prestataires de l'action et partenaires	Les membres de l'association SOS MCS, avec l'aide ponctuelle du RES (Réseau Environnement Santé , de SERA (Santé Environnement Rhône-Alpes) , de GF (Générations futures)
Public cible direct de l'action	Grand public; Personnes vulnérables; Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	Distribution de plaquettes d'information, tenue d'un site internet (possibilité de contacter directement des membres de association par mail puis par téléphone avec des personnes référentes dans chaque région), rencontre avec les institutions sanitaires régionales, publication d'articles dans la presse grand public
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Lieux d'accueil, d'écoute (permanence); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRS Rhône-Alpes 2012-2017; PRS Auvergne 2012-2016; PRST2 Rhône-Alpes 2010-2014; PRST2 Auvergne 2010-2014
Organismes financeurs de l'action	pas de financement extérieur
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Travail; Zone urbaine; Ubiquité des produits chimiques de synthèse
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux; Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Fumée de tabac; Odeurs; Bisphénol A; Ubiquité des produits chimiques de synthèse
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Maladies cardio-vasculaires; Maladies neurologiques et neuro-musculaires; Maladies respiratoires; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Association française d'aide et de défense des personnes atteintes du syndrome d'hypersensibilité chimique multiple - SOS MCS
Service - mail	
Code postal Ville	69300 CALUIRE ET CUIRE
Statut juridique	Association

Intitulé	Respiralyon
Objectif général	Fonctionnement d'un observatoire de surveillance et de lutte contre les nuisances olfactives
Objectif opérationnel	Réduire les nuisances olfactives dans l'agglomération lyonnaise.
Période de l'action	2015-2016 - action existante depuis 2003. Convention d'objectifs pluriannuelle 2013/2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	SPIRAL; ATMO
Prestataires de l'action et partenaires	ATMO
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	<p>Le fonctionnement de l'observatoire passe par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la connaissance des nuisances (répartition et fréquence) - l'identification des sources potentielles - l'information des populations exposées mais aussi des émetteurs potentiels - la mise en place d'actions de réduction des nuisances par les émetteurs identifiés
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	DREAL; Collectivités locales; industrie
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Déchets
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur
Contaminants Agents chimiques	Odeurs
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles et des risques dans l'agglomération lyonnaise - SPIRAL
Service - mail	DREAL, unité départementale du Rhône - secretariat.spiral@developpement-durable.gouv.fr
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Autres - pas de statut juridique

Intitulé	TESTIS : Etude prospective multicentrique de type cas-témoins visant à étudier l'association entre différentes expositions environnementales, domestiques et professionnelles pendant les périodes anténatale et précoce, et le risque de tumeur germinale du testicule à l'âge adulte
Objectif général	Etudier l'association entre différentes expositions (environnementales, professionnelles, domestiques) et notamment aux pesticides pendant les périodes de sensibilité critique du développement du testicule (pré-conceptionnelle, intra-utérine, et jeune enfance) et le risque de développer un cancer du testicule à l'âge adulte.
Objectif opérationnel	Etudier l'association entre différentes expositions (environnementales, professionnelles, domestiques) et notamment aux pesticides pendant les périodes de sensibilité critique du développement du testicule (pré-conceptionnelle, intra-utérine, et jeune enfance) et le risque de développer un cancer du testicule à l'âge adulte.
Période de l'action	2015-2016 - actions menées de 2015 à 2018 (recrutement et analyse)
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CLB; Université Lyon 1; CIRC; CECOS
Prestataires de l'action et partenaires	Centre Léon Bérard " Université Lyon 1 " Centre International de Recherche sur le Cancer - CECOS
Public cible direct de l'action	patients et témoins appariés
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	Il s'agit d'une étude cas-témoins, multicentrique, réalisée dans 21 CHU en France. Les cas sont des patients atteints d'un cancer du testicule venant au CECOS pour la conservation de sperme avant traitement. Ils sont appariés à un témoin A (donneur de sperme/conjoint de femme infertile) et à un témoin B (conjoint de femme suivie pour une grossesse pathologique) sur l'âge +/- 2 ans et sur le centre recruteur. 500 sujets par groupe sont recrutés. Un entretien téléphonique mené par un enquêteur professionnel permet de recueillir l'historique professionnel, résidentiel, les modes de vie depuis la naissance du sujet pour l'évaluation des expositions. La mère ou un proche parent est également contacté pour un entretien téléphonique pour obtenir des données sur la grossesse et sur l'historique professionnel (père et mère) sous réserve de l'accord du sujet. Un volet biologique optionnel est proposé aux sujets pour étudier les polymorphismes génétiques en lien avec le cancer du testicule.
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Inca ; INSERM
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - recrutement en continu jusqu'à mi 2017 puis analyse des données
Sources de contaminations et de nuisances	Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Sols; Travail; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux; Polluants organiques; Bisphénol A
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Cancer
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Centre Léon Bérard - CLB
Service - mail	Département Cancer Environnement - cancer-environnement@lyon.unicancer.fr
Code postal Ville	69008 LYON 08
Statut juridique	Autres - Etablissement santé privé d'intérêt collectif (ESPIC)

Intitulé	Lutte contre le bruit
Objectif général	Agir pour un environnement sonore de qualité
Objectif opérationnel	Ecrire une charte de la vie nocturne avec les établissements concernés qui diffusent de la musique amplifiée Contrôler les établissements sources de nuisances Ecrire avec les habitants un guide du bruit, à destination du grand public Connaitre le niveau sonore en centre ville pour assurer la tranquillité publique Elaborer et mettre en œuvre une politique préventive à destination des jeunes et lors du festival de Bourgoin-Jallieu
Période de l'action	2015-2016 - et poursuite en 2017
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville de Bourgoin-Jallieu
Prestataires de l'action et partenaires	habitants, autres services de la mairie, police nationale
Public cible direct de l'action	Grand public; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); etablissement de bars/restaurants/discothèques
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	A partir d'un groupe d'habitants volontaires, travailler à mieux connaître les sources de bruit qui nous entourent, et les possibilités de les faire cesser ou apprendre à mieux les gérer. Ce travail doit aboutir à un guide sur le bruit, rappelant outre quelques aspects de la réglementation, les nuisances et actions possibles de tous. En ce qui concerne les bars/restaurants, deux types d'actions: les controles réglementaires, et un travail sur la charte du bruit qui devrait permettre de mieux faire cohabiter les établissements et les riverains, en préservant l'animation du centre ville Enfin, lors des évènements culturels (ou socio-éducatifs) avec musique, comme lors du festivals de bourgoin, mener des actions de prévention à destination des jeunes et du public. Proposer des mesures de protection, et présenter les outils existants dans la lutte contre le bruit
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Formation auprès de professionnels; Production d'outils, de support Accompagnement; controles du respect de la réglementation par agent assermenté
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Contrat local de santé (CLS) en cours; Villes OMS
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	
Risques liés aux milieux d'exposition	Activités de loisir
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Troubles psychiques, santé mentale; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Mme MAURIN Garance - ville de bourgoin-jallieu - SCHS
Service - mail	service hygiène et santé - gmaurin@bourgoinjallieu.fr
Code postal Ville	38300 BOURGOIN JALLIEU
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Plan communal de sauvegarde
Objectif général	Assurer la réactivité de la commune en cas d'incident majeur
Objectif opérationnel	Réaliser et mettre à jour de plan communal de sauvegarde Assurer la préparation des équipes par des exercices de crise Informers la population et les professionnels
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville de Bourgoin-Jallieu
Prestataires de l'action et partenaires	service hygiène et santé - ville de bourgoin-jallieu
Public cible direct de l'action	Grand public; Entreprises et salariés; Décideurs (élus, administrations); Habitants d'un territoire spécifique (riverains...); Professionnels de santé
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	Preparer la réponse de la commune pour la survenue d'un épisode de crise liés à des évènements technologique ou météorologique Realiser et tenir le plan communal de sauvegarde Faire un exercice annuel Informers la population, les riverains, les services opérationnels des risques encourus sur la commune
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...)
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Répétitive dans l'année
Sources de contaminations et de nuisances	Transports; Risque technologique majeur; Risque naturel majeur
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Travail; Zone urbaine
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Intoxication; Traumatismes; Troubles psychiques, santé mentale; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	TERRAS emmanuel - ville de bourgoin-jallieu - SCHS
Service - mail	service hygiène et santé - eterras@bourgoinjallieu.fr
Code postal Ville	38300 BOURGOIN JALLIEU
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Geo3N : Expositions environnementales aux dioxines et risque de cancer du sein dans la cohorte E3N
Objectif général	Etude de l'association entre l'exposition environnementale aux dioxines et le risque de cancer du sein
Objectif opérationnel	Au sein d'une étude cas-témoins nichée au sein de la cohorte E3N (Françoise Clavel-Chapelon, Equipe « Nutrition, Hormones et Santé des Femmes », Inserm U1018, www.e3n.net , l'objectif est d'évaluer l'association entre expositions environnementales aux dioxines grâce à l'utilisation d'un modèle de dispersion couplé à un Système d'Information Géographique (SIG)
Période de l'action	2015-2016 - depuis octobre 2013 jusqu'à mai 2017
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	CLB; INSERM
Prestateurs de l'action et partenaires	Partenaires financeurs : financement de l'appel à projet ADEME : APR-CIDE 2012, du Comité interdépartemental de Saône et Loire et de l'ARC Environnement et Région RA. Equipes partenaires : Equipe 9 UMR 1018 Inserm " Université Paris Sud " Institut Gustave Roussy ; Ecole Centrale de Lyon " Laboratoire de Mécanique des Fluides. Fournisseurs de données : Météo France, IGN, Insee
Public cible direct de l'action	Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale; Chercheurs, enseignants; patient
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	L'objectif du projet est de tester l'hypothèse d'un lien entre le risque de survenue de cancer du sein et l'exposition environnementale aux dioxines des femmes de la cohorte prospective E3N, à l'aide d'une approche multi-sources : 1) Exposition alimentaire : L'objectif est d'estimer l'association de l'exposition aux dioxines via l'alimentation avec le risque de développer un cancer du sein, dans la population de femmes de la cohorte prospective E3N. 2) Exposition aérienne : L'objectif est d'estimer le risque de survenue de cancer du sein associé à une exposition aérienne aux dioxines, chez les cas de cancer du sein de la cohorte E3N et leur témoin apparié. L'évaluation de l'exposition aux dioxines repose sur un système d'information géographique.
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; ADEME, ARC Environnement, Comité interdépartemental de Saône et Loire
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités de soins; Déchets; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Alimentation
Contaminants Agents chimiques	Polluants organiques
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	Cancer
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Centre Léon Bérard - CLB
Service - mail	Département Cancer Environnement - julien.carretier@lyon.unicancer.fr
Code postal Ville	69008 LYON 08
Statut juridique	Autres - ESPIC

Intitulé	Activités de prévention en santé environnement d'un SCHS
Objectif général	Protéger la santé des Berjalliens dans le domaine de la santé environnementale (habitat, hygiène alimentaire, bruit, air, déchets, ondes) Réduire les risques
Objectif opérationnel	Contrôler l'hygiène de l'habitat, le bruit, la sécurité alimentaire, les pollutions environnementales Mener des démarche de prévention et promotion en santé environnementale Lutter contre les animaux nuisibles en ville Sensibiliser les citoyens à l'environnement et à la santé Gestion des plaintes de voisinage
Période de l'action	2015-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Ville de Bourgoin-Jallieu
Prestataires de l'action et partenaires	idem
Public cible direct de l'action	Grand public; Décideurs (élus, administrations); Personnes vulnérables; Enfants / jeunes / étudiants; Habitants d'un territoire spécifique (riverains...)
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	Il s'agit des actions du service communal d'hygiène et de santé, dont le role de d'instruire les plaintes, de contrôler le respect des règles d'hygiène, d'assurer la promotion et la prévention des risques liés à l'environnement Pour cela, le service intervient par des contrôles, par des actions de communication, par des actions de prévention, par la mise à disposition de ressources documentaires en santé et en environnement Des interventions collectives peuvent être menées (présentation d'outils en santé environnement, réunion grand public sur l'air et les nuisances olfactives d'une ICPE, intervention en cas d'intoxication au CO, mesures de bruit, conférence sur la santé environnementale...)
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication; Formation auprès de professionnels; Conférence, débats, forum; Lieux d'accueil, d'écoute; Interventions collectives; Etude, recherche, innovation; Production d'outils, de support
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Contrat local de santé (CLS) en cours; Villes OMS
Organismes financeurs de l'action	Collectivités locales
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités de soins; Déchets; Risques liés au climat; Risques liés aux animaux domestiques et sauvages
Risques liés aux milieux d'exposition	Air extérieur; Air intérieur et habitat; Eaux d'alimentation; Sols
Contaminants Agents chimiques	Polluants organiques; Polluants atmosphériques; Odeurs
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Pollens; Allergènes provenant des acariens, animaux domestiques, blattes...
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Allergie; Intoxication; Maladies infectieuses; Maladies respiratoires; Troubles psychiques, santé mentale; Troubles sensoriels; Qualité de vie / bien être
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Mme MAURIN Garance - ville de bourgoin-jallieu - SCHS
Service - mail	service hygiène et santé - gmaurin@bourgoinjallieu.fr
Code postal Ville	38300 BOURGOIN JALLIEU
Statut juridique	collectivité territoriale

Intitulé	Association Journée Nationale de l'Audition
Objectif général	Information et prévention dans le domaine de l'audition
Objectif opérationnel	Faire de la sensibilisation et organiser des campagnes de dépistage des jeunes, seniors, et salariés des entreprises
Période de l'action	2015-2016 - Tous les ans, en mars, est organisée la Journée Nationale de l'Audition. Toute l'année, il y a des demandes.
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	Professionnels; médecins; orthophonistes; chercheurs; sophrologues; associations; mutuelles; institutions de retraite
Prestataires de l'action et partenaires	Professionnels, médecins, orthophonistes, chercheurs, sophrologues, associations, mutuelles, institutions de retraite...
Public cible direct de l'action	Grand public; Professionnels de santé; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	Campagne de Tests de dépistage auditif et information au public. Conférence, ateliers, réunions publiques
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Conférence, débats, forum; Lieux d'accueil, d'écoute; Interventions collectives (ateliers); Production d'outils, de support (guide, plaquette, mallette...); Accompagnement
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Politique d'amélioration du niveau de santé de la population
Organismes financeurs de l'action	Subventions et participation privée. Institution retraite, mutuelles, professionnels de santé, entreprises
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - Annuelle en mars
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles
Risques liés aux milieux d'exposition	Travail
Contaminants Agents chimiques	
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Bruit
Effets sur la santé	Traumatismes; Troubles sensoriels
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Armand Arbonne - JNA
Service - mail	jna@journee-audition.org
Code postal Ville	69160 TASSIN LA DEMI LUNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Rapport et synthèse des résultats Sipibel 2011-2015
Objectif général	Restituer les résultats de quatre années de suivi, d'études et de recherches menées sur le site pilote de Bellecombe sur les micropolluants (dont les médicaments) dans le cycle de l'eau
Objectif opérationnel	Caractérisation de l'effluent hospitalier (ses spécificités, son traitement, risques associés...), effluents urbains, stations d'épuration, rivières et nappe ; outils de suivi, potentialités de modélisation des flux de médicaments et stratégie générale
Période de l'action	2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	GRAIE; SIPIBEL
Prestataires de l'action et partenaires	GRAIE
Public cible direct de l'action	Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	La synthèse et le rapport ont été co-rédigés par l'ensemble des partenaires de SIPIBEL (18 rédacteurs) et présentent une synthèse des résultats de quatre années de suivi, d'études et de recherches, menés sur le site pilote grâce à la mobilisation des acteurs du territoire, des scientifiques, d'un industriel et des partenaires institutionnels.
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Plan national micropolluants
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; Fonds propres; agence de l'eau RMC, Interreg Feder franco-suisse
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux d'alimentation; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Biocides; Polluants organiques; Médicaments
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Elodie BRELOT - GRAIE
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Conférence Internationale Eau & santé
Objectif général	Rendre compte et ouvrir sur différentes démarches en matière de réduction des apports de médicaments et autres micropolluants dans l'eau
Objectif opérationnel	Rassembler un public mixte d'acteurs de l'eau et de la santé, de France et de Suisse autour de cette question des médicaments et autres micropolluants dans l'eau
Période de l'action	2015
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	GRAIE; ASTEE
Prestataires de l'action et partenaires	GRAIE
Public cible direct de l'action	Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	Organisation en appui sur un comité de programme : présentation par les scientifiques et partenaires de SIPIBEL et IRMISE et invitation d'intervenants extérieurs (Stockholm, LEEM, ANSM, Cipel, syndicats des pharmaciens et des infirmiers, OFEV, autres scientifiques)
Nature de l'action, du type d'activité	Conférence, débats, forum
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Plan national micropolluants
Organismes financeurs de l'action	Fonds propres; agence de l'eau RMC, Interreg Feder franco-suisse
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux d'alimentation; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Biocides; Polluants organiques; Médicaments
Contaminants Agents biologiques	Antibiorésistance
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Elodie BRELOT - GRAIE
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Dossier TSM 6/2016 - les médicaments dans le cycle urbain de l'eau
Objectif général	Sensibiliser à la problématique des médicaments dans l'eau et rendre compte des premiers enseignements
Objectif opérationnel	Sujets traités : suivi des médicaments dans l'environnement, persistance environnementale, traitement en station d'épuration, suivi dans les boues d'épuration et stratégie générale
Période de l'action	2016 - Juin
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	GRAIE; ASTEE; SIPIBEL; IRMISE
Prestataires de l'action et partenaires	GRAIE, ASTEE
Public cible direct de l'action	Professionnels de l'environnement
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	Mise en lumière des résultats présentés lors de la conférence Eau et santé dfe 2015 par la publication dans un dossier spéciale de TSM : tirage 1 700 exemplaires
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Plan national micropolluants
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; Fonds propres; agence de l'eau RMC, Interreg Feder franco-suisse
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux d'alimentation; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Biocides; Polluants organiques; Médicaments
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Non
Nom et sigle	Elodie Brelot - GRAIE
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Modélisation des flux de résidus de médicaments
Objectif général	Etablir un modèle de prédiction des flux de résidus de médicaments rejetés par l'hôpital d'une part, et par le bassin versant urbain de la STEP d'autre part
Objectif opérationnel	Prédire les flux de résidus de médicaments parvenant à la station d'épuration à partir des données de vente des pharmacies et de distribution au sein d'un hôpital
Période de l'action	2015-2016 - 2012-2016
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	INSA; Université Paris Sud; SRB; GRAIE
Prestataires de l'action et partenaires	INSA de Lyon
Public cible direct de l'action	Professionnels de l'environnement; Chercheurs, enseignants
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	Travaux menés dans le cadre de la thèse de Tanguy Pouzol. Sont modélisées les trois grandes étapes du parcours du médicament, entre sa vente et son arrivée à la STEP : la consommation, le métabolisme et le transport dans le réseau
Nature de l'action, du type d'activité	Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	PRSE2 Rhône-Alpes 2011-2014; Plan national micropolluants
Organismes financeurs de l'action	ARS; Fonds propres; Interreg Feder franco-suisse
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux d'alimentation; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Médicaments
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Elodie Brelot - GRAIE
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Projet SIPIBEL-RILACT (Risques et Leviers d'Actions relatifs aux rejets de médicaments, détergents et biocides dans les effluents hospitaliers et urbains)
Objectif général	Mieux connaître les sources de rejets et leurs processus de métabolisation et de dégradation dans les réseaux d'assainissement urbains et hospitaliers, Caractériser les risques sanitaires et écologiques liés à ces effluents
Objectif opérationnel	Elaborer des stratégies de caractérisation et de suivi, proposer de nouveaux indicateurs du risque pertinents et tester des stratégies économiquement et socialement possibles et efficaces pour réduire les apports.
Période de l'action	2015-2016 - 2014-2019
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	GRAIE; SRB; CHAL; équipes de recherche; Onema; Agence de l'Eau RMC
Prestataires de l'action et partenaires	GRAIE
Public cible direct de l'action	Professionnels de santé; Professionnels de l'environnement; Professionnels de santé environnementale
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	En appui sur le site pilote de Bellecombe - SIPIBEL, le projet RILACT doit permettre de mieux connaître les sources de rejets de médicaments et leurs processus de métabolisation et de dégradation dans les réseaux d'assainissement urbains et hospitaliers ; de contribuer à la caractérisation des risques sanitaires et environnementaux liés à ces composés, d'identifier et expérimenter les leviers d'actions en impliquant toute la chaîne de responsabilité d'usage
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Etude, recherche, innovation
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Plan national micropolluants, appel à projets micropolluants
Organismes financeurs de l'action	agence de l'eau RMC, ONEMA
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie
Sources de contaminations et de nuisances	Activités de soins; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Biocides; Polluants organiques; Médicaments
Contaminants Agents biologiques	Micro-organismes; Antibiorésistance
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Elodie Brelot - GRAIE
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	Conférence annuelle Effluents non domestiques
Objectif général	Donner des clés aux collectivités pour réduire à la source les rejets de micropolluants dans l'eau
Objectif opérationnel	Mettre en relation les différents acteurs de la gestion des rejets non domestiques au réseau d'assainissement, leur permettre de mutualiser leurs connaissances et leurs compétences et les aider à formaliser et transmettre leur expérience.
Période de l'action	2015-2016 - en novembre
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	GRAIE; FNCCR
Prestataires de l'action et partenaires	GRAIE
Public cible direct de l'action	Professionnels de l'environnement
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	2 jours par an, avec une conférence qui rassemble 120 participants : cadre réglementaire, retours d'expériences de collectivités, focus sur une ou deux activités (établissements de soin en 2015, activités autour des véhicules en 2016) ; un séminaire d'échange entre collectivités de toute la France le lendemain (70 participants)
Nature de l'action, du type d'activité	Information, communication, sensibilisation; Production de notes de synthèse
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Plan national micropolluants
Organismes financeurs de l'action	DREAL; Conseil Régional; -agence de l'eau RMC -Métropole de Lyon
Quelle a été la fréquence de l'action	Ponctuelle
Sources de contaminations et de nuisances	Activités industrielles; Activités de soins; Déchets; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Eaux d'alimentation; Eaux de baignade; Zone urbaine; Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Biocides; Nitrates; Métaux; Polluants organiques; Bisphénol A; une infinité de micropolluants
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Oui
Nom et sigle	Elodie Brelot - GRAIE
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association

Intitulé	OSR - Observatoire des Sédiments du Rhône
Objectif général	Améliorer les connaissances scientifiques autour du transit sédimentaire et des formes fluviales du Rhône
Objectif opérationnel	Quantifier le transfert sédimentaire de la charge en suspension et de la charge de fond à différentes échelles temporelles (séculaire, inter-annuelle, événementielle). Quantifier les flux de contaminants organiques et minéraux associés aux sédiments. Caractériser (datation, pollution) les stocks sédimentaires (retenues et marges alluviales) et établir une typologie des remplissages. Comprendre notamment la répartition des polluants hydrophobes stockés et des phénomènes de remobilisation.
Période de l'action	2015-2016 - 2009-2017
Acteurs / opérateurs / porteurs de l'action	GRAIE; laboratoires de recherche; Régions riveraines; Agence de l'Eau RMC; EDF; CNR; Europe
Prestataires de l'action et partenaires	GRAIE, laboratoires de recherche (CNRS, ENTPE, IRSTEA, IRSN, Ifremer)
Public cible direct de l'action	Gestionnaires du Rhône, scientifiques
Territoire cible de l'action	
Bref descriptif de l'action et méthode	
Nature de l'action, du type d'activité	"-Production de connaissances -Mise en place d'un réseau d'observation des flux -Production d'outils (modèle 1D, WebSIG, métadonnées), de supports -Production de notes de synthèse
L'action s'inscrit-elle dans le cadre d'une programmation ou planification de politique publique ?	Plan Rhône-Alpes
Organismes financeurs de l'action	Conseil Régional; "-FEDER -agence de l'eau RMC -CNR -EDF -Région Rhône-Alpes -Région PACA
Quelle a été la fréquence de l'action	Suivie - 4 programmes: OSR1 (2009/2010), OSR2 (2010-2013), OSR3 (2014), OSR4 (2015-2017)
Sources de contaminations et de nuisances	Activités agricoles; Risques émergents
Risques liés aux milieux d'exposition	Ecosystème - biodiversité
Contaminants Agents chimiques	Produits phytosanitaires; Métaux; Polluants organiques; Contaminants émergents (produits pharmaceutiques, méthylmercure...
Contaminants Agents biologiques	
Contaminants Agents physiques	Rayonnements ionisants
Effets sur la santé	
Cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ?	Je ne sais pas
Nom et sigle	Elodie Brelot - GRAIE
Service - mail	
Code postal Ville	69100 VILLEURBANNE
Statut juridique	Association